



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 10 février 2021

Le dix février deux mille vingt et un à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 3 février 2021, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, CHIRRANE El Arbi, BOLLE-DALLIAH Kristian, DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, GUILLAUME Didier, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien,

Étaient représentés :

Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. COELHO Vasco
Mme LORES Monique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme FADLI Hafida	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. OMRANE Alain	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. CHALBI Yacin	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
M. BOURVEN Julien	mandat à M. SASU Hancès
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HABI Hacène
M. OZCAN Canan	mandat à M. SAYADI Walid
M. GARROUT Karim	mandat à M. THIAM Moustapha
Mme MARTIN Mélisande	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme Danièle GAULIER
Mme COHEN Rachel	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme DESPRÈS Catherine	mandat à M. GUILLAUME Didier
Mme LUC Nadine	mandat à M. GUILLAUME Didier
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika

Était absente : Mme LEMOINE Nathalie

Secrétaire de séance : Monsieur DESROCHES Damien

Sommaire

→ Hommage à Messieurs Bernard Bismuth et Maurice Berthelot.....	4
→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Installation du nouveau conseiller municipal à l'ouverture de séance par Monsieur le Maire	4
→ Appel.....	5
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 9 décembre 2020.....	5
AJOUT DE DEUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR	5
→ Convention de surveillance et d'intervention foncière entre la SAFER et Choisy-le-Roi	5
→ Vœu porté par M. Didier Guillaume au nom du Conseil municipal concernant l'hôpital Henri-Mondor	6
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ.....	7
→ 1. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2020.....	7
FINANCES.....	14
→ 2. Rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour l'année 2021	14
HABITAT	39
→ 3. Approbation des conventions pour la reconduction des mesures d'accompagnement social liées au logement pour l'année 2021	39
→ 4. Acquisition-amélioration de l'immeuble situé au 86 bd de Stalingrad : 37 logements locatifs sociaux - 33PLUS/4 PLAI, et garantie d'emprunt complémentaire pour la réhabilitation	41
→ 5. Approbation de la convention d'objectifs 2021-2024 entre la Ville et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne (ADIL).....	41
ESPACE PUBLIC	42
→ 6. Approbation de la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation et à la maintenance du Tram 9 à passer entre la commune et Ile-de-France Mobilités après la réception des travaux.....	42
RENOUVELLEMENT URBAIN	44
→ 7. Quartier Sud : Modification des principes de concertation réglementaire en raison de la pandémie, en vue de l'aménagement des Navigateurs/Cosmonautes et préalable à la création d'une ZAC sur le secteur	44
RESSOURCES HUMAINES	46
→ 8. Approbation du mandant donné au Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) pour la négociation d'un contrat-cadre d'assurances sur les risques statutaires	46

→ 9. Modification du tableau des effectifs du personnel communal par création d'un poste de chargé.e de mission développement durable.....	47
→ 10. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	47
CULTURE	48
→ 11. Proposition de nomination d'une nouvelle directrice de la régie autonome du Théâtre-Cinéma Paul Eluard	48
DÉVELOPPEMENT DURABLE	51
→ 12. Actions d'éducation au développement durable à destination du public scolaire sur l'année 2020-2021 : approbation du renouvellement de la convention à passer avec l'association Nature et Société	51
POPULATION.....	52
→ 13. Présentation du rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP).....	52
VIE INTERNATIONALE	56
→ 14. Approbation d'une convention type de mécénat pour les projets de la commune dans le cadre de ces échanges internationaux	56
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	57
→ 15. Approbation de la modification du règlement intérieur du Conseil municipal.....	57
→ 16. Approbation de la convention-cadre à passer entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour la période 2021-2023	57
→ 17. Désignation des représentants de la commune à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Val-de-Marne.....	57
→ 18. SIGEIF : adhésion de la commune d'Ormesson-sur-Marne.....	58
→ 19. SIGEIF : application du mécanisme de représentation-substitution au comité d'administration, de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, au titre de la compétence « distribution publique de gaz »	59
→ 20. Modification de la délibération N° 20-069 concernant la délégation au Maire des attributions du Conseil municipal prévues à l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales suite au changement de Directeur Général des Services	60
→ 21. Compte rendu des décisions L2122-22 du Code général des collectivités territoriales	61
→ 22. Convention de surveillance et d'intervention foncière entre la SAFER et Choisy-le-Roi.....	62
VOEUX	63
→ 23. Vœu porté par M. Didier Guillaume au nom du Conseil municipal concernant l'hôpital Henri-Mondor	63

La séance est ouverte à 19 h 39 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

→ **Hommage à Messieurs Bernard Bismuth et Maurice Berthelot**

M. le Maire : Alors, avant de commencer ce Conseil, il y a deux personnalités de la ville qui nous ont quittés récemment, et je vais vous demander, si vous le voulez bien, d'exprimer une minute de silence. Ceci concerne notre ami Monsieur Bernard Bismuth qui a été conseiller municipal pendant 12, 15 ans, et qui a aussi accompagné plusieurs générations d'enfants avec sa célèbre boutique ouverte en 1960, modifiée en 70, remise à jour en 80 pour finalement finir dans le même état en 2020, mais c'est ce qui faisait son charme. En fait, quand je dis en 2020, malheureusement, c'est un appartement qui est à la place, puisque les libraires, ça va être très difficile de les maintenir. Il n'a pas trouvé de successeur, et j'en avais gros sur le cœur personnellement, puisque je connaissais ses parents, j'ai fréquenté, comme sans doute nombreux parmi nous, cette boutique depuis l'âge de mes cinq ans. Et puis, il nous manque. Il nous manque. Voilà.

Je voudrais aussi rendre hommage à Maurice, il était connu sous le nom de Maurice, je suis ému, j'en oublie son nom, mais que j'aimais beaucoup également. Monsieur Didier Guillaume, aidez-moi, pour une fois. Maurice Berthelot, merci, que je connaissais aussi très bien, qui était syndicaliste, très connu à Choisy-le-Roi, très dévoué, très actif jusqu'à ses 90 ans, dévoué, qui aimait sa ville. Il y a encore une quinzaine de jours, par l'intermédiaire d'un de ses amis de la CFDT, il m'avait fait parvenir quelques questions. J'ai été heureux de lui répondre positivement, et heureux, lui qui était dans un EHPAD, en province, lui qui aimait tant notre ville, et qui était si actif, j'ai été heureux de répondre positivement aux questions qu'il posait. Ce sont des détails, mais je sais que pour lui, ça comptait beaucoup.

Voilà, donc je voudrais, chers collègues, rendre hommage à ces deux personnalités par une minute de silence.

(Une minute de silence est observée.)

M. le Maire : Merci pour eux.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Alors, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose pour ce soir Monsieur Damien Desroches. Personne n'y voit d'inconvénient ? Ah, tout de suite, spontanément, volontaire, il a levé la main.

M. Desroches : Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci, Monsieur Desroches.

(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

→ **Installation du nouveau conseiller municipal à l'ouverture de séance par Monsieur le Maire**

M. le Maire : Conformément à l'article L-270 du Code électoral, suite au déménagement de Madame Isabelle de Chantérac et donc de sa démission du Conseil ; et le fait que Monsieur François-Xavier Guiblin, qui était son suivant sur la liste, ayant pris depuis les municipales des responsabilités importantes, et c'est tout à son honneur, il nous a indiqué qu'il n'aurait pas pu être présent et assumer cette charge, c'est donc la suivante de liste Madame Rachel

Cohen qui sera donc présente parmi nous pendant les prochains Conseils municipaux, puisque nous avons eu la réponse de Monsieur Guiblin assez tardivement, étant déjà prise par d'autres responsabilités, et de toute façon du fait de ces conseils municipaux spéciaux où une certaine partie doit être en visio, Madame Rachel Cohen sera présente physiquement parmi nous sur le prochain Conseil. Elle suivra néanmoins ce Conseil en visioconférence, bien sûr. Donc nous installons Madame Rachel Cohen en tant que conseillère municipale au sein de notre groupe de la majorité. Voilà, donc bienvenue à elle.

→ Appel

M. le Maire : Je vais passer la parole à Madame Baranger, à Monsieur Baranger. Oh là là, excusez-moi. Il y a tellement de femmes parmi nous que... Et je respecte tellement la parité, et d'ailleurs je suis extrêmement heureux, je suis toujours pour une supériorité féminine, c'est plus agréable par rapport aux hommes, je le dis, je le pense. Donc, excusez-moi, Monsieur Baranger.

Rires

M. le Maire : Donc je passe la parole à Monsieur Denis Baranger, notre nouveau DGS, qui va procéder à l'appel.

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 9 décembre 2020

M. le Maire : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 9 décembre dernier avec la convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, donc nous l'adoptons à l'unanimité. Merci.

AJOUT DE DEUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR

M. le Maire : Vous avez également reçu avec cette convocation, bien sûr, l'ordre du jour de ce Conseil. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Non, merci.

Je vous propose d'ajouter deux points à cet ordre du jour.

→ Convention de surveillance et d'intervention foncière entre la SAFER et Choisy-le-Roi

M. le Maire : Alors, vous avez trouvé sur votre table une convention de surveillance et d'intervention foncière entre la société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Ile-de-France, la SAFER, et notre commune. C'est un point extrêmement important que nous vous développerons au cours de ce Conseil. En gros, nous avons appris lors d'une demande d'aliénation que 3,5 ha de terrain, c'est-à-dire 35 000 m², qui sont en bordure de Seine, Avenue de Villeneuve-Saint-Georges, donc bordés par la D34, venaient d'être vendus par son propriétaire, donc c'est une propriété privée. Le client qui s'en porte acquéreur désirait faire des entrepôts. Cette zone est en zone UE, mais depuis des années, elle est occupée par des Choisyens et quelques personnes extérieures à notre commune pour gérer des jardins familiaux. Bien sûr, dès que nous avons reçu cette demande d'aliéner, je remercie mon premier adjoint, Monsieur Ali ID ELOUALI, qui m'a alerté sur ce fait avant même d'avoir reçu la demande d'aliéner, mais que nous avons reçue dans les jours qui suivirent, c'est-à-dire il y a à peu près trois semaines maintenant.

Bien sûr, nous avons tout de suite provoqué une réunion, vous imaginez si une entreprise ou des entrepôts sur ces terrains avaient lieu, surtout si ce sont des entrepôts, le défilé de camions qu'il pourrait y avoir sur la D34, ce qui serait insoutenable vu le combat qui est mené par ces riverains depuis maintenant 30 ans, même peut-être 40 ans, pour faire diminuer le trafic de camions. Donc nous avons souhaité dans un premier temps nous en porter acquéreurs par une préemption, mais le temps était trop court, nous aurions été retoqués puisqu'il faut un projet pour pouvoir préempter. Des projets, nous en avons beaucoup, fermes agricoles et autres, etc., mais il aurait fallu que le projet soit quand même abouti, et en si peu de temps, ce n'était pas possible.

Nous nous sommes tournés vers la SAFER pour qu'elle puisse préempter. La SAFER, leur but, leur existence est justement de geler des terrains agricoles ou de se porter acquéreur de terrains pour éviter que ces terrains puissent avoir une autre activité que celle d'être exploités pour des jardins familiaux. C'est d'ailleurs dans leur statut, les jardins familiaux, donc nous sommes en plein dans ce registre, ou toute autre activité, fermes agricoles et autres. Donc eux peuvent préempter sans projet, puisque le fait de préempter, c'est justement pour geler, donc ils n'ont pas besoin d'avoir un projet ou quoi que ce soit. Leur projet, c'est de faire que les terrains restent en l'état, donc ils ne sont pas contre.

J'ai saisi aussi la Région pour nous aider dans cette affaire parce que le montant de ces terrains est de 900 000 euros plus 115 000 euros de frais. La somme peut paraître importante, mais au vu des 35 000 m², c'est du 20 euros le mètre carré. Il est évident que le propriétaire, celui qui se porte acquéreur est tout à fait content parce que c'est plus qu'une bonne affaire, et ça peut aussi être une très bonne affaire pour la Ville, mais nous, ce que nous souhaitons, c'est que des jardins familiaux ou toute autre activité, fermes agricoles ou autres cultures bio demeurent sur ce terrain. Et c'est d'ailleurs ce qu'exigera la SAFER, c'est que si nous nous portons acquéreurs, nous nous engageons aussi, pendant 20 ans, à ce que ces terrains restent en l'état et qu'il n'y ait pas d'activité dessus, et c'est bien notre intention, surtout en bord de Seine.

Alors, nous nous sommes, pour l'instant dans notre discussion, nous allons faire une lettre d'intention pour nous porter acquéreurs, mais nous pouvons aussi avoir un consortium d'investisseurs pour faire baisser la note qui se joindraient à nous pour l'acquérir. Il faut à tout prix acter cela dans un premier temps pour bloquer la vente. J'espère que ce sera suffisant, parce qu'en principe, la SAFER peut se porter acquéreur du terrain, mais ne règle pas le terrain, à l'encontre par exemple de la SAF 94 ou de l'EPFIF qui peuvent se porter acquéreurs de terrains pour la commune, et donc ils ont en portage des terrains, des locaux, mais payent ces locaux. Là, ce n'est pas le cas, c'est-à-dire que les collectivités, la commune ou tout acquéreur doivent verser les 1,100 millions avant la préemption. Donc nous leur avons demandé si une lettre d'intention de la commune, de la région ou de toute autre personne qui se joindrait à nous serait suffisante. A priori, ça peut l'être. A priori, mais ce n'est pas gagné. En tout état de cause, il me faut ce soir l'autorisation du Conseil municipal pour signer cette lettre d'intention. C'est pour ça que vous l'avez sur table, c'est urgent, c'est vraiment, ça nous est tombé dessus sans crier gare, donc il a fallu réagir d'une manière urgente.

→ Vœu porté par M. Didier Guillaume au nom du Conseil municipal concernant l'hôpital Henri-Mondor

M. le Maire : Ensuite, nous avons aussi un vœu qui est présenté par Monsieur Didier Guillaume au nom du groupe Choisy en commun pour l'ensemble des élus du Conseil municipal concernant les derniers événements de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, dont vous avez sans doute suivi les débats dans la presse ou à la télévision. Voilà. Donc je ne me suis bien sûr pas opposé à ce vœu, nous pouvons le partager, je pense, j'avais demandé qu'il

soit présenté au nom du Conseil municipal, bon, là, Monsieur Didier Guillaume le présente au nom du groupe Choisyen pour l'ensemble des élus du Conseil municipal. Bon, on ne va pas chicaner, c'est...

Rires

[Prise de parole de M. Guillaume]

M. le Maire : Pardon, Monsieur Guillaume ?

M. Guillaume : Non, non, ça a été réglé avec votre directeur de cabinet, je ne le présente pas au nom du groupe, mais au nom de tout le Conseil. Au nom de tout le Conseil.

M. le Maire : Ah, au nom du Conseil municipal. Bon, très bien, parfait. On est d'accord. Non, mais j'ai, sur le déroulé, on ne me l'avait pas précisé. Mais bon, c'était un détail, de toute façon, ce qui compte, c'est le fond sur le vœu, dont nous débattons tout à l'heure. Voilà.

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ

→ 1. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2020

M. le Maire : Donc je vous propose d'aborder l'ordre du jour avec en premier lieu le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2020. Donc ce rapport est présenté par Madame Sabrina Fontaine, vous avez la parole.

Mme Fontaine : Bonsoir à toutes et à tous. Donc déjà, je vais vous donner un petit peu le contexte de ce rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Donc Monsieur le Maire, je rappelle au Conseil municipal que l'article 61 de la loi du 4 août 2014 prescrit aux collectivités la présentation d'un rapport sur la situation en matière d'égalité femmes/hommes. Première loi globale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, la loi du 4 août 2014 ambitionne d'impulser une nouvelle génération de droits, des droits à l'égalité réelle et concrète portant de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité. Elle cherche à impliquer la société dans son ensemble.

L'article 61 prescrit aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de présenter, préalablement aux débats sur le projet du budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et des orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le décret du 24 juin 2015 précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Il doit être réalisé en deux étapes. Une partie qui concerne la politique de ressources humaines de la collectivité, le rapport reprend notamment les données du rapport présenté en comité technique, comme prévu par l'article 51 de la loi du 12 mars 2012 relative au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre vie professionnelle/vie personnelle. Et une autre partie qui concerne les actions menées par la collectivité pour l'égalité femmes/hommes. Le rapport fixe des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Il comporte également une analyse de la situation économique et sociale en matière d'inégalités entre les femmes et les hommes dans la commune.

Donc je vous propose maintenant de regarder le rapport qui est en annexe. Donc sur la première page du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, vous avez le rappel du cadre législatif que je viens de vous donner, notamment la loi du 4 août 2014. Sur les premières pages, vous allez avoir des thématiques donc au niveau déjà des statistiques, des effectifs qu'on a au niveau de la commune de Choisy-le-Roi. Donc ce qu'on peut constater, là, au niveau de la proportion de femmes et d'hommes sur un emploi permanent chez nous, c'est que la Ville de Choisy-le-Roi compte 409 femmes et 262 hommes, donc on peut dire que c'est vraiment à majorité féminin. Les femmes représentent 64 % de l'effectif global, 62 % chez les titulaires, et 70 % chez les contractuels. Ensuite, vous avez les graphiques, les répartitions en fonction des catégories statutaires. Je ne vais peut-être pas vous détailler tout le rapport, mais je vous donne les grands axes.

Ensuite, vous avez la répartition des titulaires par filière, donc en fonction des filières, c'est-à-dire administratives, animation, culturelle, médico-sociale, police, sportive, technique. Donc là on a vu, pareil, la répartition entre les femmes et les hommes, donc genrée, des statistiques plutôt genrées. Pyramide des âges des titulaires sur l'emploi permanent, les temps de travail, ici, vous pouvez constater que le temps partiel concerne encore une majorité de femmes, elles représentent 90 % des effectifs travaillant à temps partiel, titulaires et contractuels confondus. En 2020, seules les femmes étaient en position de congé parental. Ensuite, vous avez le déroulement de carrière, donc le nombre de femmes et d'hommes ayant bénéficié d'avancements d'échelons ou de grades reste en cohérence avec la représentativité de chaque groupe au sein de l'effectif total des titulaires. Donc là, on peut dire qu'il y a plutôt une égalité au niveau du déroulement de la carrière.

Après, vous avez les arrivées et les départs en fonction des sexes. Vous avez des absences. On peut constater au niveau des absences qu'il y a un changement vraiment de mentalité, un éveil des consciences au niveau du nombre d'agents ayant été absents au moins... Pardon, excusez-moi, ce n'est pas ça que je voulais dire... Donc en raison d'une année 2020 touchée par une crise sanitaire sans précédent, le nombre de jours d'absence a été augmenté fortement. Donc là, il y a une réelle raison du niveau du taux d'absences, c'est bien évidemment la crise sanitaire.

Ensuite, pour la première fois dans ce rapport, les services ont voulu mettre en avant aussi le salaire, et ainsi mettre en avant les différences afin de pouvoir les corriger. Donc vous voyez par exemple au niveau du salaire annuel brut en 2021 des titulaires, vous avez selon les catégories A, B et C, donc c'est tout échelon confondu, et c'est le salaire annuel médian. Ce n'est pas la moyenne, c'est plutôt médian parce que ça se rapproche plus de la réalité.

Ensuite, vous avez les actions menées en interne de la collectivité. Donc dans le rapport, il y a deux parties. Il y a une première partie dans laquelle vous trouvez les actions menées sur nos services internes, et la deuxième partie, c'est sur les habitants. Donc les actions menées en interne de la collectivité, donc la délégation à l'égalité a été créée en 2008 et un poste de chargé de mission à mi-temps a été créé au service développement local citoyenneté, DLC, en 2009. Donc plusieurs initiatives publiques ont été organisées, tables rondes, et la Semaine du Féminin=Masculin depuis 2011 en partenariat avec plusieurs services et structures, médiathèques, théâtres, cinémas, vie intercommunale, santé. Vous avez aussi des actions d'éducation à l'égalité filles/garçons qui ont été menées dans plusieurs établissements scolaires, il y a une fresque à Cachin maternelle et primaire qui a été faite, action du Conseil citoyen des enfants.

Vous avez aussi donc un bilan qui était positif pour les agentes permettant une prise de recul sur les pratiques professionnelles et le formatage malgré soi, une prise de conscience sur les stéréotypes véhiculés, et pour finir, une réflexion plus globale autour de la non-discrimination.

Il y a une mise en place d'un collectif des agents, donc lors de la Semaine Féminin=Masculin en mars 2018 et suite à l'appel à volontariat, il y a un collectif d'environ 15 agents de toutes catégories issus de nombreux services, santé, communication, accueil, développement durable, etc., et comprenant 4 à 5 agents masculins, s'est constitué. Donc l'objectif, c'est bien sûr de maintenir ce collectif d'agents et de faire en sorte qu'il soit optimisé. Ensuite, vous avez une mise en place d'un plan d'action égalité professionnelle. En 2019, le collectif des agents a travaillé à un plan d'actions basé sur les orientations du protocole d'accord national signé le 8 mars 2013 par l'ensemble des organisations syndicales et des employeurs publics visant à renforcer l'engagement de la collectivité pour améliorer l'égalité professionnelle. Donc là, on voit bien que le collectif des agents participe à la mise en place de plans d'actions au niveau égalité professionnelle. Il y a plusieurs axes, il y a 6 axes. Donc c'est promouvoir la culture de l'égalité à l'échelle de la collectivité, développer l'égalité dans le parcours professionnel des agents, favoriser l'articulation entre le temps de vie personnelle et professionnelle, prévenir la violence sexiste et sexuelle sur le lieu de travail et engager le dialogue social sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vous avez également le 8 mars 2020, il y a eu la rencontre sur l'égalité femmes/hommes. La Ville a organisé à destination de l'ensemble des agents une rencontre au Royal durant laquelle le collectif égalité a présenté son action, et la compagnie N.A.J.E un spectacle/débat support de sensibilisation et dialogue. Ça, c'était l'action qui a été menée en 2020.

Les actions menées en direction des habitants, deuxième volet, donc deux grandes initiatives publiques. Cette année, il y aura la semaine Féminin=Masculin autour du 8 mars. À l'occasion du 8 mars, la Ville de Choisy-le-Roi organise chaque année des actions pour rendre visibles les actions de la collectivité ainsi que sur le sujet de l'égalité femmes/hommes. Pour le 8 mars, un programme d'action a été organisé en lien avec les services municipaux. Donc bien évidemment, toutes les actions qui sont présentées là dans le rapport, ça sera en fonction de la crise sanitaire et des possibilités. Sinon, ciné/débat sur le film « Sœurs d'armes » en partenariat avec le cinéma Paul Eluard, vous avez des rencontres/débats, des expositions, des ateliers... La journée internationale de la lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre, donc j'espère que là, on pourra faire un grand événement. L'événement initialement prévu consistait en un spectacle/débat sur un thème qui me tient à cœur, le harcèlement de rue. Pourquoi ? Parce qu'au niveau de l'égalité femmes/hommes, tout le monde peut subir le harcèlement de rue. C'était important pour moi, dans cette délégation, de montrer que l'égalité femmes/hommes, c'est bien évidemment montrer les différences qu'il y a par rapport aux femmes et corriger ces différences, mais c'est également faire en sorte qu'il y ait une réelle égalité entre les femmes et les hommes au niveau des consciences. On a besoin des hommes pour prendre conscience qu'il faut absolument appliquer toutes ces corrections pour qu'on puisse mieux vivre ensemble, et surtout, il ne faut pas diviser. On n'est pas les hommes contre les femmes. L'égalité femmes/hommes, ça n'a rien à voir avec la force, le physique, etc. C'est une égalité au niveau des droits, des droits. Et ce rapport-là, la loi de 2014, permet de mettre en avant cette égalité. Et pour ça, c'est vrai qu'on a besoin de tout le monde, notamment des hommes pour porter ces actions, et on va notamment faire un pilote au niveau des services. Donc ce que j'aimerais, c'est que je puisse passer dans tous les services récolter la parole des agents autour de l'égalité femmes/hommes. Comme ça, on pourra construire également avec le collectif des agents et tout ce qu'on aura récolté, pas de la libération de la parole, mais plutôt écouter les gens, écouter ce qu'ils pensent de l'égalité femmes/hommes, parce que c'est vrai que des fois, on peut avoir sa propre vision des choses. Et là, c'est bien de remettre un cadre, vraiment, et ce rapport-là le permet.

Les perspectives pour 2021, c'est donc tout d'abord la prévention des violences faites aux femmes, plus spécifiquement :

- renforcer le partenariat avec les membres de l'Observatoire de la lutte contre les violences faites aux femmes, création d'une plaquette de communication et de sensibilisation regroupant les différents professionnels accompagnateurs de victimes de violences conjugales, parce que, du coup, cette plaquette va permettre d'avoir l'entièreté de tous les dispositifs, et c'est vrai que c'est pratique, au lieu de chercher, par exemple dans le Choisy Infos, vous avez une page dessus, mais là, tout sera condensé. Ce sera plus pratique à garder sur soi ou à pouvoir donner. Après, on pourra en mettre par exemple dans tous les centres, le CCAS, les centres Langevin et Mouloudji, mais également les pharmacies, parce que ce qui est important, c'est que vraiment tout le monde prenne conscience qu'on peut aider, peu importe de quelle façon, on peut aider, on peut écouter, on peut conseiller. Et cette plaquette va permettre aux gens de pouvoir donner une bonne information et d'être efficaces tout de suite.
- Identifier un interlocuteur pour les agents victimes de violences intra familiales, étude de partenariat avec le CIDFF, ça, pour moi, c'était important qu'à l'intérieur de notre collectivité, il puisse y avoir quelqu'un qui puisse vraiment récolter la parole des gens, parce que c'est vrai que souvent, les violences intra familiales, le lendemain, on peut retourner travailler et c'est vrai que si on a quelqu'un pour nous écouter sur place, ça peut vraiment faciliter les choses et on peut agir le plus rapidement possible, c'est le mieux. Il ne faut pas laisser les choses retomber, et c'est important de pouvoir se confier tout de suite.
- Une prise en compte systématique du genre, donc en 2021, renforcement de la prise en compte du genre et de l'égalité dans les actions et projets des services retravaillés dans le cadre d'un nouveau projet d'administration. Donc ça, ça peut paraître un petit peu vague quand on parle de prise en compte du genre, mais c'est vrai que, ce n'est pas pour faire une différence entre les femmes et les hommes, c'est pour mieux adapter en fonction des femmes et des hommes, notamment par exemple les familles monoparentales, etc.
- Redynamisation du collectif des agents, comme je vous l'ai dit tout à l'heure.
- Réflexion sur la mise en place d'un budget genré. Le budget est l'une des principales techniques d'application d'une politique. En y intégrant la dimension du genre, nous pourrions améliorer l'égalité femmes/hommes avec des mesures concrètes. Le budget genré est une opportunité pour l'action publique de promouvoir l'égalité en analysant l'impact d'une dépense publique sur l'égalité femmes/hommes. Est-elle positive ? Négative ? Neutre ? Avec une vision globale consolidée, les dépenses peuvent être donc... Non, pardon. Avec une vision globale consolidée, les dépenses peuvent donc être décidées et rééquilibrées selon ce critère d'égalité. Excusez-moi.

J'en ai fini. Est-ce que vous avez des questions ? Ah, oui, c'est peut-être...

M. le Maire : Tu veux ajouter quelque chose, Sabrina ? Non, très bien. Alors, y a-t-il des questions ? Je vois Madame Juhel, et ensuite, Madame Sasu. Madame Juhel, vous avez la parole.

Mme Juhel : L'égalité femmes/hommes est un sujet important, c'est un combat de chaque instant à la fois contre les stéréotypes, les inégalités au travail et les violences dont les femmes sont majoritairement victimes. Ces violences ne sont d'ailleurs que des manifestations extrêmes d'attitudes qu'il convient de modifier en profondeur, et c'est le but de ce travail. Notre Ville s'y est attaquée dès 2008, vous l'avez dit dans le rapport que nous venons d'entendre. Le point sur le bilan, je n'ai pas grand-chose à dire, parce que vous avez

fait le bilan très largement depuis 2008, donc c'est en partie le bilan de notre action, je n'ai pas de commentaire.

En revanche, sur l'avenir, je trouve que ça manque un peu de concret. Il y a quand même un long chemin qu'il reste à parcourir, il nous faut poursuivre le suivi évidemment de la politique au sein de la municipalité, veiller à la parité dans les recrutements. Alors, il y a des choses qui ont bien avancé dans le domaine, par exemple les filières techniques, en 2016, il y avait 21 % d'agentes dans les filières techniques, on était passé l'an dernier à 43 % et j'ai vu que ça a continué cette année puisqu'on est à 45 %. Je me réjouis que le collectif d'agents continue à travailler.

Il me semble qu'un des axes de vigilance c'est l'égalité salariale pour l'encadrement, parce que dans notre Ville, comme dans la majorité des entreprises françaises, on voit bien que la moyenne des salaires, le salaire médian, je crois, est supérieur pour les cadres hommes par rapport aux cadres femmes. Il y a peut-être des justifications, mais c'est certainement un point de vigilance.

Le programme de formation des éducateurs afin de lutter contre les stéréotypes, il a été lancé dans un premier temps avec les personnels ATSEM, les animateurs dans les écoles maternelles et élémentaires, et il était envisagé de le poursuivre avec les animateurs du secteur jeunesse. Je pense que ces formations sur les stéréotypes sont extrêmement intéressantes, les agents en étaient très contents, ils s'apercevaient, mais c'est le cas pour tout le monde, qu'on est tous habités par des stéréotypes, et quand on s'adresse à des enfants, il est difficile de ne pas systématiquement proposer certains jeux aux filles et d'autres aux garçons. Je veux dire que la prise de conscience par des formations qui sont très concrètes, à l'appui de jeux de rôles est extrêmement utile.

Nous devons favoriser l'accès des femmes à l'emploi, c'est certain que l'augmentation des places en crèche peut jouer un rôle. Ce n'est pas évident de multiplier les places en crèche, on sait que c'est quand même coûteux. En revanche, nous avons, à Choisy, un réseau d'assistantes maternelles et l'idée d'apporter une aide aux familles en fonction du quotient familial pour les aider à faire appel aux assistantes maternelles, c'est une piste qu'on avait commencé à creuser parce que ça a un double intérêt : c'est d'aider les parents et c'est aussi de renforcer l'emploi des Choisyennes puisque certaines assistantes maternelles ne sont pas employées au maximum de leur capacité de travail.

Dans les pistes concrètes, nous avons aussi commencé à avancer sur le recalcule sans délai du quotient familial des hommes ou des femmes, mais ce sont souvent des femmes qui se retrouvent soudain seules avec des enfants, et qui ont du mal à se voir appliquer un quotient familial antérieur. Ce sont des décisions qui avaient été prises, je ne suis pas sûre que ce soit suffisamment connu et que ce soit suffisamment appliqué.

Nous devons, vous l'avez dit, développer un programme concernant la place des femmes dans l'espace public, je ne suis pas sûre que ce soit uniquement une affaire de plaquette, je pense que vous voulez lancer une politique de sécurité. La tranquillité des femmes dans l'espace public est un sujet important, ainsi que l'occupation des espaces par les jeunes. On sait que l'espace public est plus souvent occupé par les jeunes garçons, vous l'avez évoqué dans votre rapport, mais il y a aussi l'espace de la Ville.

Il nous faut poursuivre les actions de sensibilisation, vous en avez parlé, à l'occasion de la semaine de l'égalité hommes/femmes. Je pense qu'on a intérêt à anticiper les crises sanitaires, parce qu'on n'est pas sûr que ce soit la dernière, et plutôt que d'annuler des événements prévus, on aurait probablement intérêt à envisager aussi des versions sous d'autres formes, en allant en milieu scolaire, parce qu'on voit que c'est quand même ce qu'on

re-confine en dernier, et puis en faisant appel aux ressources de la médiathèque, aux ressources à distance, aux prêts de livres.

Et enfin, nous avons prévu de contribuer à la création d'un centre d'accueil des femmes en rupture d'hébergement, le rapport aurait pu nous donner des informations sur ce projet. Et donc je pense qu'il n'est pas abandonné, on serait intéressé de savoir quelle est son avancée. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien, je donne la parole à Madame Sasu, et puis je répondrai à Madame Juhel et éventuellement à Madame Sasu. Voilà. Madame Sasu.

Mme Sasu : Merci. Bonsoir à tous. En fait, ce n'est pas une question, je tenais tout simplement à remercier et à féliciter Madame Fontaine, parce que je trouve que ce n'est pas un rapport et un projet facile à annoncer. C'était tout.

M. le Maire : Merci, Madame Sasu. Et effectivement, ce travail est remarquable, on peut s'en féliciter. Nous sommes là, bien sûr, depuis le 4 juillet, nous avons déjà activé certaines décisions, un certain travail, et bien sûr, comme nous l'avions dit lors de notre mise en place dès le 4 juillet, que tout ce qui était bien pour notre ville, tout ce qui va dans l'intérêt général, il serait complètement absurde de notre part de mettre fin à des actions qui sont positives. Voilà, et donc nous allons continuer, enfin je vais répondre plus, mais je vois que Monsieur Id Elouali désire faire une intervention, je répondrai plus en détail à Madame Juhel.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Merci beaucoup, Sabrina Fontaine, pour l'exposé qui appelle pour ma part quelques observations. La première, c'est que c'est quand même très révélateur du malaise, je dirais l'exposé rapide justement nous fait comprendre que les inégalités touchent tous les étages, j'ai noté le déroulement de carrière, j'ai noté l'inégalité salariale, et j'ai noté l'absence de femmes qui est liée à la Covid, à la crise sanitaire. Comme quoi, de nouveau, ça me rappelle aussi, souvenez-vous, la crise des Gilets jaunes où il y avait des femmes qui étaient très présentes, comme quoi, l'urgence sociale, la question des inégalités d'une manière générale, sont aussi genrées, si je peux dire, mais malheureusement, défavorablement pour les femmes. Et donc du coup, on retrouve de nouveau les femmes, à 85 % des femmes, l'absence des femmes lors de la crise du Covid, j'ai envie de dire assignées à résidence. Assignées à résidence, enfin, obligées de, enfin, peut-être l'expression est un peu forte, mais juste pour simplement dire que là encore, nous assistons à une inégalité des sexes, voilà. Donc merci.

Je voudrais rendre hommage également à l'élue qui avait porté également avec autant de passion que toi, d'ailleurs, ça me fait penser à Élodie Massé également quand elle portait ces questions-là, donc c'est une réponse à Madame Juhel, je lui rends hommage dans ce qu'elle a fait en avance, c'était du très bon travail, et je rends hommage également aux services qui portent avec toi cette question.

Moi, en revanche, là où je diffère un peu avec la lecture de... Madame Juhel, merci, c'est que je trouve au contraire que le programme est concret, et je dirais ambitieux. Il est très ambitieux, avec quand même un axe qui manquait, c'est le harcèlement de rue, c'est-à-dire ces questions de violences sur l'espace public qui étaient, qu'on a, ce n'est pas en soi une critique vis-à-vis de ce qui a été fait, je viens d'y rendre hommage, c'est tout simplement encore une fois une façon de dire qu'en matière d'accès aux droits effectifs, il y a tellement à dire, et il n'y a pas de choses qui soient plus concrètes que d'autres, ou d'autres plus abstraites que d'autres. Nous avons besoin de toutes ces actions, et pour une fois, enfin, pour une fois, j'espère que l'occasion nous en donnera d'autres, enfin qu'on aura d'autres occasions de converger vers un consensus, celui-ci en est un, on devrait s'en saisir d'une manière collégiale. Merci encore, Sabrina Fontaine.

M. le Maire : Bien, merci, Monsieur Id Elouali. Alors, concrètement, Madame Juhel tout de suite pour répondre à votre question importante sur le devenir de l'accueil des femmes en difficulté, battues ou autre, donc le local rue Waldeck Rousseau. Bon, vous avez peut-être vu que Batigère a entamé les travaux, nous ne les avons pas suspendus, quand même, et que nous avons nous-mêmes voté pour lors du précédent mandat. Simplement, je découvre quand même au niveau architectural des choses, mais ça, c'est à la marge, ça ne concerne pas le débat de fond qui nous anime, bien sûr, mais sur la conception architecturale, bon, nous sommes déçus. Nous, on ne nous avait pas expliqué que ça ne serait pas une rénovation, mais pratiquement une construction. D'ailleurs, j'ai des remarques de riverains qui s'inquiètent, qui m'ont fait parvenir le plan, mais ça, c'est une autre question, c'est les goûts et les couleurs, si on veut, et je vais interroger Batigère là-dessus, voir si, au niveau architectural, on ne pourrait pas faire quelque chose d'un peu plus joli, quand même, et qui respecte l'immeuble en question qui faisait partie du patrimoine de la Ville. C'est important. Mais sur le fond, ce qui importe, c'est que la construction, cet aménagement est en route, et que ça va voir le jour, et qu'il est là bien sûr pour accueillir des femmes en difficulté, ce sera bien le cas.

Pour ma part, je tiens à vous rassurer, nous serons extrêmement attentifs, toute mon équipe, et je pense vous-même, c'est un point de vigilance extrêmement important sur l'égalité hommes/femmes, le respect dû aux femmes, le respect dû aux femmes dans l'espace public, le respect dû aux jeunes filles, la liberté de se vêtir comme elles le souhaitent, la liberté de s'exprimer, la liberté de faire le sport qu'elles souhaitent, la liberté de faire l'activité qu'elles souhaitent. Nous sommes extrêmement vigilants là-dessus, c'est quelque chose qui va de soi pour nous. Je pense aussi que nous sommes dans un pays fort heureusement ou ceci a énormément progressé, heureusement. Au sein de notre commune, bien sûr, j'aurai aussi une vigilance particulière sur l'égalité de traitement. Nous allons y veiller. Voilà. Donc je tiens à rassurer toutes les personnes ici présentes et les personnes qui nous écoutent.

Ceci dit, il y a aussi certaines professions où ce sont les femmes, et je m'en réjouis, moi je n'y vois absolument pas d'inconvénient, où ce sont les femmes qui sont majoritaires. Bon. Et après tout, ce n'est pas grave, quelquefois, à titre personnel, peut-être même vous-même, nous pouvons être embêtés par cette règle qui est nécessaire, où il faut un homme, une femme, un homme, une femme, par exemple lorsque nous composons une liste électorale. Par contre, j'aimerais bien qu'il y ait quand même une certaine souplesse, parce que par exemple s'il y a plus de femmes que d'hommes, ça ne me pose pas de problème, c'est quand même dommage, parce qu'à une ou deux places près, non, mais la stricte égalité, bon, c'était absolument nécessaire, elle est toujours nécessaire, mais on pourrait l'assouplir un peu. Parce que moi, j'ai dû par exemple éliminer deux ou trois femmes qui avaient d'énormes qualités, et puis comme toutes les autres en avaient autant, je me suis résolu à éliminer deux ou trois femmes qui avaient d'énormes qualités. Ça ne veut pas dire que les hommes en avaient moins, bon. À titre personnel, les hommes, il faut se réveiller parce que je trouve, sur beaucoup de points, les femmes beaucoup plus courageuses, mais c'est un avis personnel. Mais voilà, il faudrait aussi que dans certains cas, on puisse avoir une petite souplesse, parce que des fois, c'est un vrai casse-tête. Je ne pense pas que ça remette en cause l'égalité hommes/femmes. Bon, c'était juste une petite parenthèse. Ceci dit, cette question, c'est un honneur pour tous ceux qui défendent cette cause.

Je voudrais aussi rendre un hommage à un temps peut-être au vieux monde, parce que moi, j'ai toujours baigné parmi les femmes, et étant petit, j'ai eu une admiration sans bornes pour des femmes à une époque où leurs droits n'étaient pas ceux qui sont aujourd'hui. Des femmes veuves ou autres qui ont assumé d'élever leurs enfants, de travailler dans des conditions très dures, ensuite de faire tout ce que vous savez, les femmes à la maison, que je fais de plus en plus, peut-être pas assez, mais que je fais de plus en plus...

Rires

M. le Maire : Je tiens quand même à rendre hommage à ces femmes admirables, voilà. Je tiens aussi à rendre hommage à ces femmes lorsque j'étais entraîneur à l'ASCR Football à Choisy-le-Roi, qui m'ont ouvert l'esprit sur pas mal de choses, sur des idées reçues, où souvent, le soir, je me retrouvais avec des petits gamins de 12 ou 13 ans qui étaient tout seuls et que je raccompagnais à la maison. Et puis un jour, j'ai arrêté, parce que je me suis dit : « S'il arrive quelque chose à ce gamin, qui va être responsable ? Quelle est la dernière personne qui l'a accompagné ? » D'ailleurs, j'en avais discuté avec ma femme, qui m'avait conseillé d'arrêter, parce que lorsqu'on raccompagne un gamin de 10 ans chez lui, le soir, tard, c'est vrai que je me posais des questions. Donc j'ai convoqué les parents. Et là, c'est la maman qui est venue. Et la maman qui m'a expliqué qu'elle travaillait toute la nuit. Des mamans qui partaient très tôt le matin, qui travaillaient le soir et qui étaient malheureuses de cet état de fait, mais malheureusement, ce n'est pas qu'elles ne s'occupaient pas de leurs enfants, mais c'est que pendant qu'ils étaient au football, et j'imagine un autre sport, elles, pour beaucoup, elles faisaient du ménage le soir. Donc ceci pour dire que ce n'est pas simple. Et je rends aussi hommage à ces femmes qui assument seules de porter une famille et qui acceptent n'importe quel travail pour que leurs enfants puissent aller à l'école et pour pouvoir leur donner à manger.

Bien sûr, il y a aussi des hommes qui sont dans cette situation. Bien sûr. Je suis un homme, je ne vais pas me taper dessus quand même.

Rires

M. le Maire : Voilà, on fait tous. Mais dans ce cas précis, cet exemple précis, c'est vrai que des fois je me mettais en colère, « Mais enfin, où sont les parents, que font les mamans ? » Bon, eh bien voilà, les mamans, elles travaillaient. Donc il nous appartient aussi, je m'adresse à Henrique, au sport, je ne sais pas si cette situation perdure, mais moi, je sais que j'avais des difficultés avec ça, quelquefois. Alors on nous disait : « Il faut les amener au commissariat ». Mais vous imaginez amener un gamin de 10 ans au commissariat ? Bon, donc on attendait, on essayait de trouver des solutions. Je ne sais pas où ça en est aujourd'hui, mais c'était très sensible au sport, parce qu'après l'école, l'entraînement, c'était le soir. Voilà. Mais en tout état de cause, de toute façon, je rends aussi hommage au genre humain, hommes et femmes de bonne volonté et qui veulent que les choses avancent. Voilà. Je vous remercie.

S'il n'y a pas d'intervention, je pense qu'il n'y a pas de vote. C'est un rapport, il faut acter que ce rapport a été présenté, ce qui est le cas. Ce qui tout à l'heure, pour le ROB, par contre, là, il faudra voter le fait qu'il a été présenté.

Rires

M. le Maire : Voilà, merci.

L'assemblée prend acte de la communication du rapport égalité femmes/hommes

FINANCES

→ 2. Rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour l'année 2021

M. le Maire : Donc nous allons passer au plat principal de ce soir, tant attendu, le ROB, le rapport d'orientation budgétaire pour cette année 2021. C'est donc notre premier rapport, nous sommes très fiers de le présenter. Je veux quand même vous rappeler dans quelles

conditions nous l'avons fait. Bien sûr, en parlant du ROB, il y a le budget derrière, nous sommes là depuis le 4 juillet, nous avons eu de nombreux défis à affronter, bon, le Covid, bien sûr, etc., et en même temps, il fallait se pencher sur le budget. Voilà, concevoir ce ROB, avec des informations qui pouvaient nous manquer, et c'est pour cela que nous pouvons, je vous le dis, chers collègues de la majorité, être fiers de ce travail. Le Code général des collectivités territoriales, qui a été modifié par la loi NOTRe, impose pour les communes une délibération spécifique devant faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante actant de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de l'existence du rapport d'orientation budgétaire sur la base duquel s'est tenu le débat, et non plus en débattre sans vote. C'est pour ça que tout à l'heure, nous voterons la présentation de ce ROB, c'est pour ça que cette délibération sera soumise donc à l'adoption du Conseil municipal.

Le contexte, donc nous reviendrons tout à l'heure sur le vote, le cadre de ce débat d'orientation budgétaire, donc vous avez tous eu, bien sûr, connaissance du ROB. Ce ROB représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il constitue donc la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, il précède l'élaboration du budget primitif et les décisions modificatives éventuelles. La clôture du cycle budgétaire, comme vous le savez, se concrétise par le vote du compte administratif. Le ROB doit être présenté dans les deux mois précédents l'examen du budget primitif, c'est pour cela que je puis vous annoncer que nous voterons notre budget 2021, je crois que c'est le 10 mars. Amandine, c'est ça ? Donc le 10 mars, nous procéderons au vote du budget.

Il a pour but de permettre à l'assemblée délibérante, je parle du ROB, d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informé sur l'évolution de la situation financière de notre Ville. Il doit permettre une vision précise des finances de notre Ville et des orientations poursuivies. Si depuis 1992, la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires est une obligation pour toutes les communes et établissements publics locaux dont la population est supérieure à 3500 habitants, ce sont la loi NOTRe du 7 août 2015 puis la loi de programmation des finances publiques 2018/2022 qui ont fixé la physionomie des débats et des rapports d'orientations budgétaires. Le contenu du ROB et sa présentation sont ainsi codifiés à l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales qui impose que le rapport présente les orientations budgétaires et notamment les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, fonctionnement et investissement, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette contractée. En outre, le Code général des collectivités territoriales prévoit que dans les communes de plus de 20 000 habitants, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire, les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport est donc présenté dans la même séance du Conseil municipal, voilà, ce que nous venons de faire.

Parce qu'il est le premier cycle budgétaire complet du mandat et qu'il s'inscrit dans un contexte économique totalement bouleversé par la crise sanitaire de la Covid-19, ce temps fort de la vie municipale prend cette année un relief tout particulier. Il s'agit en effet d'identifier des orientations budgétaires qui prennent en compte à la fois les objectifs des nouveaux mandats de la municipalité et les impacts sur les finances de la Ville d'une crise sanitaire et économique majeure subie par l'ensemble des acteurs à l'échelle du monde. L'exercice est d'autant plus incertain qu'il intervient alors que les projections macro-économiques n'ont jamais été aussi aléatoires, comme le relèvent tous les organismes en charge des prévisions économiques : l'INSEE, la Banque de France, la Banque postale, entre autres. À l'issue du débat du Conseil municipal, comme je vous l'ai expliqué précédemment, il conviendra donc de délibérer pour prendre acte d'avoir organisé le débat dans les délais prescrits.

Bon. Alors, le contexte. Alors que les mesures de confinement ont conduit à un repli de l'activité mondiale plus ou moins marqué selon les pays en fonction de la sévérité des mesures et de leur calendrier, un rebond mécanique de l'activité est intervenu une fois ces contraintes progressivement levées. La progression industrielle mondiale demeure cependant encore 10 % en deçà de son point haut de fin 2019. Ce rebond est toutefois hétérogène. En Europe, la consommation des ménages a retrouvé dès le mois de juin son niveau de février. Elle s'en est aussi rapprochée aux États-Unis, sans toutefois l'atteindre. Mais la production industrielle reste à la traîne des deux côtés de l'Atlantique. Sur ce point, le bon niveau de certains indices de climat des affaires ne doit pas faire illusion. Après un choc négatif de l'ampleur de celui observé au premier semestre, beaucoup d'entreprises indiquent que leur situation s'améliore, mais cela ne nous dit rien sur le niveau absolu de l'activité. À l'inverse, si la production industrielle en Chine est supérieure à son niveau de l'an passé, ce n'est pas encore le cas des ventes au détail. Le rebond de l'économie chinoise s'est notamment appuyé sur les exportations. Quant au Japon, l'activité reste atone malgré le bond des revenus des Japonais. La situation économique est aussi très différente selon les pays émergents, avec un recul impressionnant du PIB en Inde au deuxième trimestre et beaucoup plus limité en Russie. De nombreuses interrogations subsistent pour les mois à venir. Tout d'abord, la situation sanitaire reste très préoccupante. L'émergence de souches variantes du virus semble venir minorer l'espoir de la mise en place des campagnes vaccinales à l'échelle planétaire.

Dans ce contexte, les politiques économiques vont encore être beaucoup sollicitées. Après les décisions intervenues au printemps, une sorte de statu quo semble être de rigueur du côté des banques centrales. Sur le plan budgétaire, l'heure est au plan de relance. C'est vrai pour l'Europe, en particulier en France, c'est aussi une perspective outre-Atlantique. Les prévisions sur la croissance, le déficit et les dépenses publiques ont été revus par notre gouvernement au cours de la discussion budgétaire en raison de la deuxième vague d'épidémie de Covid-19 et du deuxième confinement. Pour 2021, la loi de finances publiée au Journal officiel du 30 décembre 2020 prévoit :

- Une croissance de plus 6 %,
- Un déficit public à 8,5 % du PIB après 11,3 % en 2020,
- Et une dette publique à 122,4 % du PIB après 119,8 % en 2020.

En 2020, le rythme de l'inflation, +0,5 %, en 2020... Le rythme de l'inflation, +0,5 %, a diminué par rapport à 2019, +1,1 % du fait notamment de la baisse des prix du pétrole et de la modération des prix résultants d'une demande en recul. Elle progresse ensuite en 2021 à +0,7 %.

Ces prévisions restent toutefois soumises à des aléas importants en raison de la situation sanitaire qui rend extrêmement difficile tout exercice de prévision budgétaire à court et moyen terme. Il ne fait pas de doute que la dépense publique s'accompagnera d'une dégradation exceptionnelle des comptes publics de l'État et de la Nation avec la dette publique qui pourrait s'envoler, quant à elle, à 122,4 % du PIB en 2021.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant. Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. En deux trimestres, l'ampleur des destructions d'emplois a ainsi dépassé les 692 000 créations d'emplois lentement accumulées au cours des deux ans et demi séparant le deuxième trimestre 2017 du quatrième trimestre 2019. Cette destruction massive d'emplois ne s'est pas immédiatement traduite par une hausse du taux de chômage. En effet, le nombre de chômeurs se déclarant activement à la recherche d'un emploi ayant diminué pendant le confinement, le taux de chômage a nettement diminué au premier semestre 2020 passant de 8,1 % au quatrième trimestre 2019 à 7,1 % au deuxième trimestre 2020, alors même que la

situation sur le marché du travail se détériorait. L'assouplissement des restrictions durant l'été aura eu raison de cette baisse du chômage en trompe-l'œil. Au troisième trimestre, le nombre de chômeurs a augmenté de 628 000 en France, et atteint 2,7 millions tandis que le taux de chômage s'élevait de nouveau à 9 %. Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards d'euros, 1,3 % du PIB, et à 6,6 milliards d'euros pour 2021. Malgré cela, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11 % d'ici à la mi-2021 pour diminuer ensuite et atteindre 8 % vers la fin de 2022.

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'intervention publique massive en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB selon le quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020. Pour 2021, le gouvernement prévoyait, avant le nouveau confinement, une baisse du déficit public à 6,7 % du PIB et une dette publique à 116,2 % du PIB. Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la Banque Centrale Européenne. En effet, compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant au moins un certain temps. Or, si la Banque Centrale ne réduit pas son bilan dans les années à venir, les obligations achetées par la Banque Centrale Européenne deviendront perpétuelles, et le taux d'endettement ne différera de la période pré-crise que d'un point de vue comptable.

Alors, ce préambule un peu long était important, que ce soit au niveau international ou national, puisque bien sûr, il impacte les politiques de notre pays, que ce soit au niveau du gouvernement qu'au niveau des collectivités, et donc de notre commune. Donc je vais maintenant entrer, nous allons entrer dans le détail de ce ROB, je vais donner la parole à Madame Amandine Francisot qui va donc nous présenter et vous expliquer ce ROB. Merci.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, chers collègues, je vous remercie. Donc j'ai le plaisir ce soir de vous présenter le rapport d'orientation budgétaire de la Ville, étape obligatoire de la procédure budgétaire de la collectivité. Avant tout propos, je tiens à remercier Monique Dos Reis pour son travail sur les finances, Catherine Jacq pour son apport sur les ressources humaines et notre nouveau directeur général des services, Denis Baranger, qui, malgré son arrivée récente et les contraintes temporelles qui lui ont été imposées, a su rédiger et améliorer ce rapport notamment de quelques focus prenant en compte les remarques de la Cour régionale des comptes.

Avant de parler plus précisément de notre Ville, il convient que je fasse un point sur le contexte général, au risque d'avoir une redite, et législatif de cette année budgétaire. Donc cette année budgétaire a, comme vous le savez et comme il a déjà été dit par le maire, été marquée par la crise de Covid-19 qui a bouleversé notre quotidien depuis son apparition.

Sur le plan économique, cette pandémie est à l'origine de la plus grave crise depuis au moins la Seconde Guerre mondiale. Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, le PIB accuserait une perte cumulée de plus de 10 milliards de dollars entre 2020 et 2021. Ces 10 milliards de dollars, c'est environ 8 200 milliards d'euros. Ces 10 000 milliards de dollars, pardon, soit environ 8 200 milliards d'euros, correspondent peu ou prou à deux années de PIB de l'Allemagne. Une des caractéristiques de cette crise économique, c'est qu'elle touche la quasi-intégralité des pays du globe, et la zone euro apparaît plus gravement touchée que les États-Unis, notamment du fait d'une récession plus sévère en 2020. Il est fort probable que la récession qui a été provoquée par cette épidémie de Covid-19 continuera à avoir un impact sur l'économie mondiale au-delà de 2023, année au cours de laquelle cette économie mondiale devrait avoir retrouvé son niveau d'activité d'avant

épidémie selon toutes les estimations. Dans un contexte marqué par une grande incertitude, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 % en 2021. La reprise de la croissance prévue pour cette année a fait suite à un lourd effondrement en 2020 qui a eu des conséquences déléteres pour les femmes, les jeunes, les pauvres, les travailleurs de l'économie informelle et ceux des secteurs où les contacts sont fréquents. L'action des pouvoirs publics doit assurer un soutien efficace jusqu'à ce que la reprise soit fermement enclenchée en mettant l'accent sur les priorités, à savoir relever le potentiel de production, garantir une croissance participative profitant à tous et accélérer la transition vers une économie moins tributaire du carbone, avec le développement notamment des investissements verts.

En France, pour 2021, la loi de finances prévoit une croissance de 6 %, alors que le gouvernement visait une récession de 11 % en 2020. Le déficit public devrait s'établir à 8,5 % de PIB après 11,3 % en 2020, et la dette publique s'alourdir à 122,4 % du PIB après avoir été à 119,8 % du PIB en 2020. Christine Lagarde, présidente de la BCE, disait dimanche dernier dans le JDD que tous les pays de la zone euro émergeront de cette crise avec des niveaux de dette élevés, mais qu'il ne fait aucun doute qu'ils parviendront à la rembourser, car les dettes se gèrent dans un temps long. Les investissements réalisés dans des secteurs déterminants pour l'avenir engendreront une croissance plus forte.

Donc il faut le dire, et comme l'a déjà dit le maire tout à l'heure, la BCE pratique aujourd'hui une politique très accommodante avec des coûts d'emprunt très bas qui ne devraient pas affecter la viabilité de la dette française, bien que la crise continue d'alourdir le poids de cette dette pour les générations futures.

Au-delà d'avoir l'ambition de limiter l'impact financier de la crise pour les différents acteurs économiques, la loi de finances 2021 met l'accent sur le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le grand acteur de l'investissement public. Alors que la vaccination massive débute et que les règles de confinement se durcissent, le gouvernement entend préparer l'avenir en favorisant la reprise économique par l'investissement autour de la transition énergétique et écologique, des nouvelles mobilités de la santé, du sport et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires. La loi de finances annonce un plan de relance de 100 milliards d'euros dont 1 milliard sera réservé au bloc communal pour la rénovation énergétique des bâtiments, les infrastructures de transport, la stratégie hydrogène et la biodiversité. Ce plan entend également être un soutien à destination des publics les plus fragilisés par cette crise.

Cette loi de finances annonce également une baisse de 10 milliards d'euros sur les impôts économiques locaux afin de soutenir les entreprises, l'activité et l'emploi dans les territoires. Cela entraînera une suppression de 1,75 milliard d'euros de recettes de taxe sur le foncier des propriétés bâties sur les impôts fonciers des établissements industriels qui seront réduits de moitié. Pour l'heure, même si le gouvernement a répondu aux associations d'élus locaux que la compensation accordée aux communes et aux EPCI serait à l'euro près et prendrait en compte l'évolution des bases, les modalités de ce dispositif de neutralisation restent à préciser au regard des surprises qui nous ont été réservées en ce qui concerne la taxe d'habitation sur laquelle je reviendrai.

En ce qui concerne la dotation globale de fonctionnement, le gouvernement poursuit la politique d'écêtement engagée par les gouvernements successifs afin de financer les hausses de dotations de péréquation, dont la dotation de solidarité urbaine, la DSU. La Ville de Choisy-le-Roi a d'ailleurs largement subi cet écêtement, puisqu'en dix ans, comme démontré page 24 du rapport, c'est près de 53 millions d'euros cumulés de moins qu'a perçu la Ville de la part de l'État, quand, dans le même temps, elle a vu s'accroître son champ de

compétences. Il faut noter que la Ville est bénéficiaire de la DSU, puisqu'elle se place désormais au 233e rang de la strate des communes défavorisées. Nous devrions donc être exemptés de contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, le FPIC. Et sur ce point, je voudrais quand même préciser que la super-machine territoriale en a décidé autrement, puisqu'au titre de sa perte de recettes et malgré le fait que nous soyons exemptés sur le plan national de participation à ce fonds, elle a décidé grâce ou à l'aide d'indicateurs, qui, de notre point de vue sont biaisés, de nous appliquer une contribution supplémentaire d'un peu plus de 30 000 euros en 2020. Il est fort probable que cette participation soit reconduite en 2021.

S'agissant des dotations destinées à l'investissement local, 150 millions d'euros sont inscrits pour le financement de la dotation politique de la Ville, la DPV, et 570 millions d'euros sont réservés à la dotation de soutien à l'investissement local, la DSIL. La Ville de Choisy-le-Roi a déjà sollicité des financements de ce complément DSIL pour des projets de rénovation thermique de bâtiments dans l'école élémentaire Victor Hugo, le gymnase René Rousseau ou encore la végétalisation des cours des écoles élémentaires Langevin et Mandela.

Je terminerai ce point contextuel par un point sur la fiscalité, puisqu'elle est la ressource principale de nos collectivités. En ce qui concerne la taxe d'habitation, la réforme de la fiscalité locale entamée en 2019 se poursuit, puisqu'en 2021, ce sont désormais les ménages les plus aisés qui entrent dans le dispositif, alors que 80 % de la population française ne payent déjà plus cette taxe. Alors, pour rappel, les communes et les EPCI ne peuvent plus augmenter leur taux de TH depuis 2019, le taux applicable en 2021 sera d'office celui de 2019. L'État, quant à lui, devrait reverser l'équivalent de ce qu'auraient dû percevoir les collectivités avec une prise en compte de l'évolution des bases. Seulement, nous voici là dans une difficulté supplémentaire, puisque nombre de villes, dont Choisy-le-Roi, avons vu notre produit de TH diminuer en 2021 contrairement aux estimations faites par la direction générale des finances publiques en début d'année, et alors même que la population communale croît. Comment peuvent-ils nous expliquer une diminution subite et corrélée de nos bases d'imposition ? En 2020, cela représente 700 000 euros de moins sur notre budget, ce qui restreint nos marges de manœuvre communales pour les années à venir. L'enveloppe du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France n'ayant pas bougé en loi de finances alors que la population et le rang de classement de la ville ont évolué, nous prévoyons une hypothèse prudente de l'évolution de cette recette.

La loi de finances pour 2021 entérine également le transfert aux communes dès 2021 de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, afin de permettre la compensation de la suppression de la taxe d'habitation comme il a été annoncé dans la loi de finances 2020. Pour autant, il n'y aura pas d'impact pour les contribuables. Si l'État, par ces mesures, redonne un pouvoir d'achat aux ménages, il n'en reste pas moins qu'en reprenant la main sur les produits de fiscalité des collectivités, le principe de libre administration de celle-ci est bien remis en cause. Pour autant, nous ne reculerons pas devant notre volonté de voir diminuer les taux de la TFPB dans notre ville. Faire cette diminution cette année aurait été, nous semble-t-il, précipité au regard des incertitudes liées à la crise d'une part, et face aux changements qu'implique la réforme de la fiscalité locale d'autre part. En effet, à compter de 2021, le transfert de la part départementale de la taxe sur le foncier bâti vers les communes induira un taux communal de TFPB à 39,84 %. Pour autant, ce changement, encore une fois, n'aura aucun impact sur les contribuables Choisyens.

J'en viens maintenant plus précisément à nos affaires communales. Si depuis son investiture le 4 juillet, notre équipe n'a eu de cesse d'œuvrer au maintien et au renforcement d'un service public de qualité pour l'ensemble des Choisyens, c'est dans un contexte sans précédent que le premier budget de notre mandature se construit, nous laissant peu de

temps à son élaboration. Malgré les nombreuses incertitudes qui nous animent, malgré une année 2020 dérangée par la crise Covid, les engagements que nous avons pris auprès des Choisyens, nous entendons bien les tenir. C'est dans l'espoir que la situation s'améliore, mais aussi parce que nous sommes conscients qu'ils sont des domaines importants pour aider les Choisyens à traverser cette crise sanitaire, économique et sociale, que nous ne retirerons rien des budgets alloués à l'aide sociale, à la jeunesse, à l'enfance, à la culture et au sport par rapport à ce qu'ils ont effectivement dépensé en 2020. D'ailleurs, page 14 de la notice, vous pourrez observer la prévision d'une nette augmentation des dépenses à caractère général en 2021, comparé à ce qui a été réalisé ces quatre dernières années.

Pour autant, nous avons fixé à 2 % les objectifs de diminution de ces dépenses à caractère général. Cette diminution des charges à caractère général devrait nous permettre de conserver une capacité d'autofinancement que je qualifierais de raisonnable autour de 2,2 millions d'euros. Tenant compte que les comptes administratifs du CCAS et de ses budgets annexes présentent un excédent de 792 000 euros, dont 536 000 euros en section de fonctionnement, nous pensons qu'il est de bonne gestion comptable que de réduire la contribution de la Ville au budget du CCAS sans que cela n'impacte une politique d'action sociale, que nous souhaitons d'ailleurs beaucoup plus ambitieuse afin qu'elle permette à tout un chacun d'accéder à des jours meilleurs. Il s'agit là simplement d'un exercice comptable de régularisation. En revanche, nous envisageons une stabilité du poids de la masse salariale qui représente une part non négligeable dans notre budget de fonctionnement. Il est vrai que le taux de vacances dans les services, tant par les effets du Covid que des départs qui n'ont pas été remplacés immédiatement, font que cette masse salariale a été anormalement basse en 2020, et le sera encore vraisemblablement au premier trimestre 2021. Vous pouvez voir à partir de la page 18 de la notice les détails de l'évolution de la masse salariale à compter de 2017. Pour 2021, on devrait observer un chapitre 012 en légère augmentation par rapport au réalisé 2020, notamment en raison du recrutement d'une dizaine de policiers municipaux dès le deuxième semestre.

Il faut noter qu'à compter de 2021, nous ne percevrons plus la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, puisque les recettes de cette taxe seront directement perçues par l'EPT. La perte de cette recette induit également une perte annuelle d'environ 500 000 euros pour la Ville. Nous prévoyons également une légère augmentation de la contribution au fonctionnement de l'EPT.

En ce qui concerne les investissements, comme je vous l'ai déjà dit, nous entendons bien tenir les engagements que nous avons pris auprès des Choisyens. Ainsi, pour 2021, les dépenses d'investissement devraient représenter une enveloppe globale d'environ 16 millions d'euros. Tout d'abord, vous trouverez à partir de la page 10 du rapport les opérations déjà existantes en AP/CP qui avaient été envisagées dès 2020 et qu'il a fallu, pour certaines, réaménager en raison du retard pris avec la crise sanitaire. C'est le cas pour l'opération de refonte du bâti Langevin/Mandela dont les travaux devraient désormais s'échelonner de cet été 2021 à 2024, mais aussi pour le groupe scolaire Marcel Cachin initialement prévu pour 2020 et 2021, et repoussé d'une année avec une modification du projet initial suite aux nouvelles projections d'évolution des effectifs. Les crédits de paiement des travaux de voirie ont eux aussi été réaménagés, puisque les travaux prévus pour 2021 sont essentiellement ceux qui n'ont pas pu être réalisés en 2020. Enfin, le programme destiné aux aires de jeux pour enfants a lui aussi été réaménagé en fonction des marchés passés pour la réalisation de ceux-ci.

D'autres opérations seront à programmer en cours d'année, ce sera notamment le cas sur les espaces verts pour apporter notre contribution choisyenne pour les Choisyens dans la lutte contre le désordre climatique en redonnant de l'espace à la nature dans notre ville. Ce sera également le cas sur les projets plus importants comme le nouveau programme de

renouvellement urbain pour le quartier des Navigateurs, dont le montant global de l'opération est estimé à 134 millions d'euros, avec 14 millions restant à charge de la Ville. Il ne faudra pas oublier non plus l'opération d'intérêt national de la ZAC du Lugo avec la construction prévue d'un nouveau groupe scolaire dont les détails seront à préciser en cours d'année.

En 2021, nous poursuivrons aussi les engagements visant à améliorer la performance énergétique de nos équipements publics, ainsi que l'accessibilité de ceux-ci. Nous poursuivrons la mise en place du schéma de mobilité à la faveur de modes de déplacements alternatifs. Nous investirons, comme nous l'avons annoncé, dans la création d'une police municipale et d'un système de vidéosurveillance. L'année 2021 sera une année de transition, une année d'études, puisqu'un certain nombre devrait être programmé. Malgré une élection très tardive et le temps nécessaire à la prise en compte, la prise de connaissance des dossiers, nous vous proposerons un budget 2021 solide, équilibré et d'une grande qualité. Nous entendons marquer cette année 2021 et les suivantes par une politique d'investissement ambitieuse pour notre ville. Nous aurons bien entendu recours à l'emprunt pour financer ces projets, pour autant, ceux-ci ne mettront pas en péril nos finances compte tenu du désendettement prévu ces prochaines années, comme cela vous est décrit dans la notice à partir de la page 16.

L'autofinancement dégagé par une optimisation de nos dépenses de fonctionnement et les capacités d'endettement résultant d'une situation d'emprunt maîtrisée et que nous entendons garder ainsi, nous permettront de préparer et de réaliser des projets inscrivant notre politique, notre ville dans une politique d'avenir. Je vous remercie.

M. le Maire : Bien, merci, Amandine. Nous avons pu mesurer toute ta détermination qui est partagée, bien sûr, par tous tes collègues, par le maire en premier lieu. Tu l'as rappelé, nous avons eu peu de temps, un contexte difficile, mais nous sommes parvenus à établir un ROB qui n'a rien oublié de toutes les perspectives qui doivent paraître dans un ROB, qui doivent être portées à la connaissance au sein de ce Conseil, et à notre population, et tu as bien fait d'y faire transparaître notre détermination qui sera transcrite dans le budget 2021 que nous voterons le 10 mars, à notre volonté de réaliser tout notre programme. Bien sûr, celui-ci sera poursuivi, je l'espère, et je n'en doute pas, au-delà de 2026, parce qu'il est ambitieux, parce qu'il apporte un avenir différent à notre ville, parce qu'il apporte une espérance, parce qu'il apporte du souffle, parce qu'il est attendu. Merci, Amandine.

Je donne maintenant la parole aux intervenants. Y a-t-il des questions ? Il n'y a... Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs. J'avais une question dans le cadre dans la présentation de ces orientations, la question de la place de la participation citoyenne en cette période si particulière. Comme nous le savons, les processus participatifs ont été mis à l'écart durant le premier confinement, mais aujourd'hui, la crise sanitaire perdure, donc il est important de changer notre approche de la gouvernance locale pour s'adapter aux défis du monde post Covid. Alors, la population est en demande, elle est en attente, elle souhaite s'impliquer dans les processus décisionnels au niveau local. La Ville de Choisy-le-Roi doit, au nom de la démocratie locale, développer de nouveaux outils numériques, plate-forme de concertation, de consultation pour favoriser la participation des habitants. Alors, à l'épreuve de la pandémie, la Ville de Choisy-le-Roi doit s'engager dans une transition numérique pour faire vivre la démocratie locale, tout en prenant en compte aussi une autre réalité, c'est la fracture numérique, parce qu'il va falloir développer de nouveaux outils pour engager cette nouvelle démocratie locale, mais avec l'ensemble de la population. Je voulais connaître un petit peu quelles étaient les orientations dans ce sens, parce qu'il me semble que dans le cadre de la présentation, la question n'a pas été, ou très peu, abordée. Merci.

M. le Maire : Alors, je vais répondre à vos interrogations, Madame Benkahla, bien que ce ne soit pas tout à fait dans le sens d'un ROB, mais je vais quand même y répondre. Mais bien sûr qu'un budget est prévu pour le numérique, pour la fracture numérique, et bien sûr que la démocratie participative est au cœur de nos préoccupations. Elle figure en bonne et due forme dans notre programme, et nous sommes les premiers désolés de la situation que nous vivons tous parce que nous sommes conscients que nous ne pouvons procéder à aucune réunion de quartier, et vous le savez très bien, que ce qui compte dans ce type de réunion, c'est quand même le présentiel. C'est difficile, bien que des villes s'y engagent, et ce sera sûrement notre cas si cette situation doit perdurer, de faire des réunions de quartier en visio. Et moi, ça me déchire le cœur de faire des réunions de quartier en visioconférence. L'essence même des réunions de quartier, c'est le contact avec nos habitants, un contact direct, un contact franc, un contact de partage, et c'est pour nous une priorité. Mais vous savez bien que la situation commande, et nous ne pouvons pour l'instant lancer ces réunions de quartier, et j'espère que cette crise sera bientôt dernière nous, parce que dès que ce sera le cas, la priorité, ce sera de les organiser.

D'ores et déjà, Madame Sasu, qui est en responsabilité sur ce sujet, je lui ai demandé de commencer à prendre contact malgré tout avec les habitants à travers des questionnaires à ce que les habitants se positionnent pour savoir qui veut être président de quartier, parce que comme nous l'avons écrit et dit, ce n'est pas nous qui allons décider de la personne qui sera présidente, ce n'est pas nous qui allons décider de l'ordre du jour. La parole sera totale et libre auprès de nos concitoyens. Nous allons uniquement leur apporter une logistique, et un budget sera donné à chaque quartier pour les réalisations qu'il souhaiterait concrétiser, bien sûr, si tant est qu'elles soient raisonnables et techniquement, bien sûr, réalisables. Alors nous nous sommes interrogés il n'y a pas plus longtemps que la semaine dernière pour savoir effectivement comment malgré tout donner la parole aux habitants. Vous avez sans doute remarqué, ou peut-être pas, que nous avons en ce qui concerne la rénovation des Navigateurs lancé un questionnaire qui a eu énormément de succès, parce qu'en pleine période Covid, de l'avis même de ceux qui ont l'habitude d'en faire, nous avons quand même eu 300 réponses. Et même lorsqu'il n'y avait pas le Covid, ces résultats-là n'étaient pas atteints. Donc nous sommes ravis de la participation des habitants concernés par ce quartier, de ces réponses que nous analysons. Voilà, mais je suis d'accord avec vous, c'est important. Et dès que la situation le permettra, bien sûr, nous organiserons ces réunions de quartier, mais d'ici là, nous allons voir, comme d'autres villes ont essayé, mais j'ai pris mes renseignements, ce n'est pas si évident, nous allons peut-être essayer de commencer par de la visioconférence ou de continuer sur des questionnaires par rapport à des quartiers, ou demander l'avis des habitants sur les sujets qu'ils voudraient voir abordés rapidement, parce qu'effectivement, on ne peut pas attendre indéfiniment que ce Covid disparaisse. Voilà, merci.

Y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur Guillaume, vous avez la parole.

M. Guillaume : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues. Nous sommes dans un rendez-vous habituel et annuel, donc tout le monde doit être préparé à l'exercice. Pour notre part, nous parlerons et nous répartirons notre intervention à deux voix, avec Sébastien Hutin et aussi, en trois temps, donc j'interviendrai dans un premier temps, Sébastien poursuivra le développement, et je ferai une courte conclusion.

Bien, l'an dernier, en présentation du rapport d'orientation budgétaire 2020, je disais ces mots : « Malgré des contraintes inédites, la construction du budget primitif 2020 affirme les choix de la majorité en matière de politique sociale et de solidarité, sur l'espace public, l'agenda 21, la préservation de l'environnement et des services publics de qualité. Sans recours à l'augmentation de la fiscalité et avec le souci de préserver la capacité de financement durable des investissements, la collectivité investit à un bon niveau pour le

développement harmonieux de notre ville et de ses habitants ». Je poursuivais en disant que je réaffirmais que la baisse de la dépense publique et des incertitudes politiques et institutionnelles fragilisent considérablement l'action publique dans son ensemble. Et pour conclure, j'employais ces mots : « Je considère que la commune doit rester la collectivité de proximité, indispensable, utile, protectrice et toujours plus à l'écoute des besoins des habitants, c'est tout le sens de notre rapport d'orientation budgétaire ». Au moment de prononcer ces mots, nous étions bien loin, bien loin d'imaginer combien ils raisonneraient aussi fort et aussi vrai en ce début d'année 2021, profondément marquée par une crise sanitaire, une crise sociale, économique inédite, et ceci pour l'ensemble de l'humanité, de notre pays, de notre ville.

Dans ce contexte, les communes doivent être le premier maillon de la démocratie de proximité, les chefs de file des solidarités notamment envers les personnes fragiles, et elles ont pris d'ailleurs leur part dans cette crise face aux défaillances de l'État, en appui d'autres collectivités, ensemble, mais aussi en s'aidant des associations et des citoyens bénévoles. En plus du fait d'assumer leurs responsabilités légales, et alors que les recettes sont affectées par des effets induits du premier confinement, il reste essentiel de saisir toutes les opportunités pour accompagner les Choisyennes et les Choisyens dans cette crise. Crise exceptionnelle qui, nous le savons, va s'inscrire, durablement dans le temps et dont nous ne connaissons pas encore toutes les conséquences financières et humaines pour les habitants, pour les acteurs économiques et pour les collectivités.

Ce rapport d'orientation budgétaire va donc prendre cette année un caractère d'autant plus singulier, puisqu'il devrait impulser les orientations du mandat 2020/2026. 2020 a été, à l'image de cette période difficile pour tous, une année de fragilisation. Il est constaté une accentuation des disparités, la crise ne touchant pas uniformément tous les secteurs de l'économie, et donc pas uniformément tous les territoires non plus. À des dépenses de fonctionnement en hausse malgré les efforts de gestion anciens et constants, se superposent des recettes fiscales et tarifaires en repli. Cela entraîne une contraction nette de l'épargne et un recul des dépenses d'équipement. La commune peut absorber ce choc grâce à une situation financière antérieure saine et solide, un autofinancement qui a été en progression, une dette toujours maîtrisée, un recours à l'emprunt justifié avec des taux d'intérêt très faibles. Le pilotage des dépenses de fonctionnement a limité la ponction de l'État au titre du contrat Cahors pour non-respect du plafond scandaleux imposé par la loi de programmation des finances publiques. Si la Ville avait été signataire de ce fameux contrat Cahors, elle aurait renoncé au principe fondamental de libre administration, comme vous venez de l'évoquer, Madame l'Adjointe, pour suivre le dictat imposé par l'État sur ses propres dépenses et ainsi, par exemple, réduire la masse salariale. Est-ce cela que souhaite la majorité actuelle ? Mais nous y reviendrons un peu plus tard dans mon propos.

Notons aussi les efforts de gestion et la reprise au budget supplémentaire 2020 d'un excédent brut qui amoindrit l'impact financier sur la commune. Cette solidité financière a permis en 2020 de faire face à des conséquences d'une crise inédite. Toutefois, cette crise et ses impacts sont appelés à perdurer en 2021, voire au-delà. Les incertitudes sanitaires et les contraintes financières vont peser certainement sur le projet de budget primitif 2021 de notre collectivité. Et même si nous devons prendre acte, comme le mentionne Jacqueline Gourault, vous savez, notre ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, dans la Gazette des communes, elle dit que « les collectivités ne sont pas si fortement impactées que cela ». Dans ce contexte, votre budget 2021 sera-t-il un budget de crise, marqué par des incertitudes inédites à la fois sur l'évolution de la situation sanitaire, la crise économique qui influence les recettes et les dépenses ? Comment allez-vous répondre aux besoins des Choisyens et des Choisyennes et préparer l'avenir ? Allez-vous maintenir un haut niveau d'investissement ? Vous écrivez qu'il n'y aura pas d'impact pour les Choisyens avec la TFPB en 2021. Mais après ? Quelles sont les orientations de

l'exécutif sur la fiscalité locale ? Aucune décision dans ce sens, et ceci dès le premier budget. Cela demandera certainement des éclaircissements à l'avenir.

Il serait, je pense, irresponsable de réduire les actions sociales ou celles en faveur du pouvoir d'achat dans un contexte socio-économique très morose. Il serait dangereux de réduire l'assistance aux plus fragiles, le soutien aux personnes âgées ou vulnérables, l'ambition en faveur de l'autonomie, de la santé, du logement pour toutes et tous, de la petite enfance, de la jeunesse, du sport, de la culture, du soutien inconditionnel à la vie associative. Après une année de Covid, des traces profondes de cette situation vont marquer nos concitoyens. Il y a certainement de la souffrance. Alors, nous pensons qu'un rapport social s'impose, un rapport social pour mesurer les incidences de cette crise sur les Choisyennes et les Choisyens, et nous vous demandons de prendre acte et de réaliser ce rapport social sur notre commune. De même, des mesures d'urgence devraient être prises en complément de celles déjà décidées par le CCAS avant l'été. Pourquoi ne pas réfléchir à une réaffectation de crédits qui seront utilisés cette année au budget en direction des jeunes, et notamment des étudiants vivants à Choisy-le-Roi qui pourraient prendre la forme d'une aide exceptionnelle, par exemple ? Vous écrivez dans le rapport en parlant de la masse salariale : « Il s'agit d'une variable clé de l'équilibre budgétaire de la Ville pour 2020 comme pour les années à venir ». Nous considérons qu'il serait dangereux d'amoindrir le rôle indispensable des services publics de notre collectivité, à moins que je n'aie pas bien compris la phrase, l'enjeu étant de continuer de répondre aux besoins et d'engager une dépense publique toujours plus protectrice.

M. Hutin : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je remercie tout d'abord mon collègue Didier Guillaume pour la synthèse qui souligne l'excellent état dans lequel l'ancienne municipalité a géré les finances de la Ville, malgré un contexte difficile, et insiste sur l'importance du rapport d'orientation budgétaire dans la stratégie municipale. Et c'est sur ce point-là que je voudrais intervenir, car je ne vois pas se dessiner la stratégie de la nouvelle majorité.

En matière d'investissement d'abord, qu'il s'agisse de la modernisation des éclairages publics, de la rénovation urbaine, de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, du schéma mobilité, de l'aménagement des rues, vous ne faites que réaliser les investissements prévus par l'ancienne majorité, en retard, en raison de la crise sanitaire. L'ambition écologique nous semble bien modeste, la réduire à planter 100 arbres de plus dans l'année, une fois remplacés les 150 qui doivent chaque année être replantés pour maintenir 7500 arbres sur le patrimoine existant. On pense que l'écologie doit être vue dans son ensemble, incluant les composantes sociale et environnementale. Il faut un plan prenant en compte l'évolution climatique dans l'ensemble de la politique de la Ville. Et à ce jour, mis à part les arbres, on ne voit pas réellement ce qui se dessine. Quant au programme d'investissement scolaire, ce ralentissement risque d'être extrêmement préjudiciable. Le retard pris dans la construction du collège et le renoncement à une partie des travaux de l'école Jean Macé qui étaient stipulés dans le rapport, mais qui n'a pas forcément été dit tout à l'heure, nous pensons que c'est une grande erreur d'appréciation sur le besoin à venir en matière d'accueil et de scolarisation des enfants du quartier des Gondoles. Il importe de ne pas se fier aux modifications provisoires de la démographie et de la fréquentation de la restauration scolaire dans un quartier en pleine mutation où nos aînés partent et sont remplacés par des jeunes qui fondent des familles. Si l'épidémie a pu freiner l'évolution, nous savons que dans une ville qui devient plus attractive, notamment grâce à l'offre de transports, à l'avenir, nous risquons dans les prochaines années de faire face à une montée d'effectifs qui n'aura pas été anticipée. Je me permets d'ailleurs de souligner que par rapport à l'extension de la salle de restauration, qui ne se ferait a priori pas à l'école Jean Macé, elle a été réclamée par les parents d'élèves depuis 2009, et que depuis 2012, et non 2015, une partie des enfants est obligée de déjeuner au centre de loisirs du Calypso. Il n'y a donc pas

de lien entre le projet de collège et le fait que les enfants y déjeunent, cela est principalement dû à un manque de place. D'ailleurs, pour en revenir au collège, où en sommes-nous sur l'analyse préalable des sols du terrain proposé par le Département ? C'est ce que vous avez évoqué dans le précédent Choisy Infos.

S'agissant du fonctionnement, ensuite, j'ai mal compris, avec les 7 % de recettes et les - 2 % de dépenses, comment vous pensez pouvoir financer la création des postes de policiers municipaux et le système de vidéosurveillance. D'ailleurs, sur ce point, je suis toujours en attente de votre invitation à participer au groupe de travail que vous deviez créer sur la tranquillité publique. Par ailleurs, dans un contexte particulièrement difficile pour une partie de la population qui voit s'aggraver la précarité et la pauvreté, nous remarquons l'absence dans votre projet de tout effort de solidarité. Est-ce vraiment le moment de baisser le budget du CCAS ? Le plan de soutien au tissu associatif, quelle aide aux jeunes en situation de précarité ? S'agissant des secteurs en difficulté, vous évoquez les commerçants, mais sans véritablement de précision. On peut aussi parler de sport ou de la culture, quelles sont vos ambitions pour soutenir les clubs sportifs en difficulté ? Au niveau de la culture, on peut parler aussi, par exemple, de la tannerie, le conservatoire de Choisy-le-Roi qui manque cruellement de moyens pour travailler en distanciel.

Voilà, ce rapport d'orientation budgétaire manque, selon nous, beaucoup de vision et d'ambition, même si nous mesurons la difficulté de la période. Donc je laisse conclure notre intervention par Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Oui, en effet, pour conclure, je serai bref, nous pensons donc que ce rapport, je parle bien de celui-là, même si Madame Francisot a donné des éléments complémentaires dans son intervention, mais sur celui que nous avons reçu, nous pensons donc que ce rapport prend strictement en considération à la fois sur la forme et sur le fond uniquement les exigences réglementaires, mais il devrait permettre à notre assemblée de débattre des choix politiques que la nouvelle majorité mettra en œuvre à l'avenir. Malheureusement, ce document ne détermine pas vraiment de grandes orientations, voir même laisse un petit peu perplexe quant à la traduction opérationnelle de votre programme. Ce rapport donc ne permet pas réellement un débat politique, puisqu'il ne dit rien sur les grandes orientations budgétaires à venir. Mais vous l'avez dit, d'ailleurs, Madame Francisot, le budget 2021 sera un budget d'attente, de réflexion, de transition, donc nous attendrons, mais si nous osions, nous pourrions même imaginer que les arbitrages ne sont peut-être même pas faits, pas encore bien clairs dans la majorité. Mais comme le disaient les biens nommés Inconnus, « cela ne nous regarde pas », en tout cas, pas à ce stade, mais je ne doute pas que les chiffrages à venir sur le coût des promesses et de revalorisation salariale notamment des agents aura une traduction budgétaire à l'avenir. En tout cas, nous y serons attentifs.

Merci de votre écoute.

M. le Maire : Bien, écoutez, c'est un débat d'orientation budgétaire, bien sûr, vous représentez l'opposition. Il faudrait quand même être un tant soit peu sérieux, moi je veux bien qu'on soit dans l'incantation, dans les procès d'intention, au vu de tout ce que vous déclinez, ce que vous faites, vous et vos prédécesseurs lorsque vous étiez élus, c'est-à-dire qu'à chaque fois, c'est la fin du monde, c'est la Bérézina. Je ne vois pas où vous avez pu lire que nous allons réduire nos efforts vis-à-vis de la jeunesse, vis-à-vis de la culture, vis-à-vis de l'action sociale, vis-à-vis du développement économique. Nous allons l'amplifier, mais surtout, nous allons la qualifier. Il y a quand même, Monsieur Hutin, par exemple, vous savez, avant de dire des choses, je ne voudrais pas vous donner de conseils, mais il serait bon que vous vous renseigniez. Vous nous dites que nous allons baisser l'aide sociale parce que nous baissons le budget du CCAS. Je vais vous lire quelque chose, quelque chose qui a été dit ici en 2017 à propos, si j'interprète comme vous, d'une baisse du CCAS : « *Il ne s'agit*

pas d'une diminution de la subvention annuelle de la Ville au CCAS. Le budget du CCAS laisse en effet apparaître des excédents cumulés et constatés au BS 2017 du CCAS », mais il en était de même en 2018, 2019, 2020, « Afin de résorber ces excédents, le CCAS reverse à la Ville cette somme de 300 000 euros ». Je vais lire aussi autre chose, et je poserai ensuite une question à Monsieur Didier Guillaume : « Parmi les minorations de dépenses d'administration générale, plusieurs sont à noter et à expliquer en complément de la page 3 de la notice. Si nous diminuons de 300 043 euros le montant initialement prévu au budget primitif de la subvention d'équilibre du CCAS, cela ne signifie pas pour autant que nous amputons notre politique d'action sociale des moyens financiers qu'elle nécessite. Il s'agit tout simplement de réduire par ce procédé les excédents cumulés au fil des ans sur le budget principal du CCAS et ses deux budgets annexes. Ces excédents sont produits mécaniquement par les amortissements et les transferts obligatoires entre les sections de fonctionnement et d'investissement. Le Conseil d'administration du CCAS, qui examinera le BS de son budget, aura les explications détaillées qui s'imposent sur ce point».

Monsieur Didier Guillaume, pouvez-vous nous dire qui a fait cette déclaration au Conseil municipal ?

M. Guillaume : Je trouve qu'elle est très bien écrite.

M. le Maire : Moi aussi.

Rires

M. le Maire : Moi aussi. Je dis bravo à celui qui a écrit ça, à celui qui l'a déclaré, parce que...

M. Guillaume : Et en plus, c'est justifié.

M. le Maire : Exactement, comme l'est notre décision. Alors, pour les gens qui nous écoutent, celui qui a fait cette déclaration, Monsieur Hutin, voilà, vous faites partie d'ailleurs de son groupe, il était PS, c'était l'adjoint aux finances de Monsieur Guillaume qui venait de retirer 300 000 euros au CCAS. Diriez-vous que Monsieur Didier Guillaume a baissé ces aides à la population ? J'attends votre réponse. Il n'y en a pas ? Ma réponse, c'est celle que vient de faire Monsieur Tisler, voilà, je la prends pour moi, cette réponse.

Maintenant, nous allons parler du reste. Vous nous dites vous inquiéter du collège, ce collège attendu depuis 18 ans, Monsieur, 18 ans. J'ai reçu les délégués de parents d'élèves, j'ai reçu les professeurs dans une salle de réunion au premier étage. Je leur ai dit : « Le plus en colère sur cette affaire, c'est moi. » En 2019, si vous cherchez dans les archives, le quatrième collège était... Il y a 18 ans, le quatrième collège était annoncé à Choisy-le-Roi. De l'aveu même de militants communistes que j'ai reçus, qui travaillent au collège Jules Vallès, textuellement, devant témoins, ils m'ont dit : « Monsieur Panetta, vous n'avez aucune responsabilité dans la non-édification de ce collège, nous le savons », et c'est eux, ou elle, puisqu'il s'agit d'une femme, qui m'a dit : « Il y a 18 ans déjà, on nous annonçait le quatrième collège. » Et moi, depuis que je suis conseiller municipal, j'entends parler de ce quatrième collège.

Ce choix incongru, nous parlions tout à l'heure de démocratie participative, elle est où, la démocratie participative dans cette affaire ? Contre l'avis de la population, jamais la population n'a été autant unie contre un projet, il a été décidé de détruire la Calypso pour soi-disant faire un collège dans un secteur qui est complètement inondable, en dépit des avis du service technique, en dépit des mises en garde. Et Monsieur Hutin, ça a une répercussion aujourd'hui, ça nous coûte 2,7 millions que le Département devait verser, mais nous, courageusement, nous n'avons pas cédé. La Calypso ne sera pas détruite, et il y aura un quatrième collège, sauf si le Département continue dans sa mauvaise foi.

Vous parlez, Monsieur Hutin, de la cuisine qui devait être faite à Jean Macé, du mécontentement des parents ou du directeur. Là aussi, Monsieur Hutin, s'il vous plaît, essayez d'être au courant de ce qu'il se passe dans la ville, essayez d'écouter les gens, essayez de vous intéresser à la vie de notre ville. Je me suis déplacé à Jean Macé, je me suis déplacé. J'ai rencontré les parents d'élèves, j'ai rencontré le directeur, j'ai écouté les services de la ville, j'ai écouté le démographe embauché par Monsieur Didier Guillaume. Lorsque vous aviez prévu d'agrandir la cantine, c'était uniquement, et ce qui n'a jamais été fait, d'ailleurs, ça avait été promis, mais jamais été fait, quand même, il faut le souligner, c'était uniquement parce que les effectifs de cette école montaient. Or, maintenant, ils descendent. J'ai demandé confirmation au directeur qui me l'a confirmé. J'ai demandé si la cuisine était aux normes, elle l'est. J'ai demandé si la cuisine, si la salle de restauration pouvait actuellement accepter le nombre d'enfants inscrits, oui. Et plus tard ? Oui, à tel point que les enfants qui mangeaient donc à la Calypso, il est possible de les rapatrier dans la salle de restauration de l'école Jean Macé. Voyez-vous, et ces parents sont ravis, malgré tout, de pouvoir laisser les enfants déjeuner à la Calypso. Donc heureusement que nous ne l'avons pas détruite, heureusement que nous l'avons sauvegardée, parce que sinon, si je vous écoute, ils auraient mangé où, si la salle de restauration était trop petite ? Pour faire plaisir à ces parents, j'ai dit qu'on maintienne les enfants à la Calypso. Mais nous allons malgré tout entreprendre dans une école, et ça, c'est très bien que l'ancienne majorité l'ait fait, il a déjà été dépensé près de 340 000 euros, nous allons dépenser 120 000 euros pour améliorer la salle de restauration, notamment à cause du bruit, ce que tous les parents ont compris. Ce que le directeur a compris. Sauf une personne qui m'a dit : « De toute façon, je n'ai pas voté pour vous ». Vous voyez le niveau du débat de cette personne, c'est important de savoir si elle a voté pour moi ou pas par rapport à ce qui se dessinait pour les enfants. Voilà, sauf cette personne, et qui fait flèche de tout bois pour nous discréditer.

Ce qui compte dans notre action, dans cette majorité, c'est d'écouter. C'est d'écouter nos services, c'est d'écouter leur avis, c'est d'écouter les parents, c'est d'aller rendre compte, c'est d'écouter les directeurs, et c'est d'être objectif. Il est impensable de dépenser, d'engager une somme de 340 000 euros pour agrandir une cuisine qui n'a pas lieu d'être, alors que l'urgence d'une école se fait de plus en plus sentir. Notre choix, c'est de construire une école au nord de Choisy, nous avons le projet dans le quartier du Port, il faut choisir d'après le démographe, là aussi, ceux qui vont à Mandela nous disent, et les services nous disent que Mandela est en capacité encore d'accueillir des enfants pour les années qui viennent, donc nous allons porter notre choix important sur la construction d'une nouvelle école au-dessus du collège Zola pour atténuer l'école Cachin qui, effectivement, commence à craquer.

Voilà. Donc vous voyez, il faut quand même faire attention lorsqu'on veut affirmer des choses. Voilà. Je ne vous en veux pas, mais soyez plus objectifs, plus réalistes, ne faites pas de procès d'intention.

Quant au social, il y aurait beaucoup à dire sur votre politique sociale. J'ai demandé plusieurs fois ici à Monsieur Didier Guillaume et à sa présidence, la majorité, qu'il me présente une famille qui, grâce à l'action sociale de la Ville, a pu s'élever socialement. Parce que ce n'est pas tout de faire courir, d'ailleurs, des employés de la Ville avec des paniers de légumes, comme ça a été filmé, de faire courir des employés de la Ville avec des paniers pleins de légumes après des habitants qui n'en voulaient pas pour dire : « On fait une politique sociale ». La politique sociale que nous voulons pour notre ville, pour les jeunes, c'est qu'ils puissent prendre l'ascenseur social, mettre en route cet ascenseur social, pour qu'ils puissent s'élever socialement, chacun selon ses capacités, parce qu'il y a de la place pour tous. Il y a de la place pour tous, et ça, ça n'a jamais été fait, et je le découvre tous les jours.

La politique salariale de la Ville, malheureusement, dans ce qui a été dit tout à l'heure et dans ce qui a été dit dans le rapport sur l'égalité hommes/femmes, il y a des choses que je ne peux pas encore vous annoncer, puisque vous savez qu'il y a eu la Cour régionale des Comptes qui nous a inspectés, la première fois en 19 ans, et qui nous a édicté certaines choses obligatoires, qui peuvent avoir un impact sur certaines actions, notamment en ce qui concerne les femmes, ou sur la politique salariale. Alors après, il y a deux choses. On se dit qu'on est au-dessus de la loi, et qu'on fait ce qu'on veut, et que le contrat Cahors, on n'en a rien à faire. C'est bien joli, tout ça, mais vous savez combien ça a coûté de ne pas avoir respecté le contrat Cahors ? 800 000 euros. Une fois 500 000, une fois 200 000, et on l'a échappé belle, j'ai rencontré le préfet, j'ai trouvé un accord avec lui, parce que de nouveau... Oui, mais vous avez fait quoi ? La Ville a payé 500 000 euros, attendez, ça, c'est acquis, la Ville a payé 500 000 euros. Voilà. Et la Ville a payé aussi 280 000 euros, et on était de nouveau condamné à repayer plus ou moins la même somme, sauf que j'ai trouvé un accord avec le préfet, nous ne les payerons pas. Voilà. Eh oui, eh oui, mais vous, vous ne l'avez pas fait, Monsieur Didier Guillaume. Et non, vous, vous avez préféré faire le beau en disant : « On s'insurge, on est généreux » etc., ça a coûté 800 000 euros à la Ville. Bon.

En ce qui concerne la politique salariale, je suis désolé, j'y suis plongé tous les jours, dès mon arrivée, j'ai fait un geste très fort que l'ancien maire ici présent a toujours refusé, au niveau de la montée en grade, très important pour les agents, demande de la CGT qui datait de trois ou quatre ans, dès que je suis arrivé, j'ai fait sauter les verrous. Ce qui m'a été reproché, d'ailleurs, et ce qui m'a été déconseillé, mais je ne le regrette pas. Alors, il y a la politique sociale de façade, par exemple prenons Renault. Renault, sur notre ville, qui va fermer, et le combat que nous menons auquel notre territoire ne veut pas s'associer, auquel Monsieur Didier Guillaume ne veut pas s'associer, auquel le Département ne veut pas s'associer, auquel le PC ne veut pas s'associer à travers son tract parce qu'ils disent tout simplement : « Non, Renault ne doit pas fermer ». Très bien, quelle belle action. Je dis la même chose, Renault ne doit pas fermer. Et le jour où cela sera fermé, qu'il n'y aura rien sur le site et que des promoteurs auront acheté le terrain, on fera quoi ? On fera quoi ? Lorsque je vois le tract, de mauvaise foi, proche de la diffamation, qui a été distribué dans la Ville par l'associé de Monsieur Didier Guillaume, le secrétaire, vous savez, départemental qui était à Villejuif il y a quelques mois et qui a été parachuté à Choisy pendant les élections... Il était au Kremlin ? Bon, il était au Kremlin, très bien, et puis il a été parachuté à Choisy-le-Roi il y a quelques mois pour aider Monsieur Guillaume à garder la Ville. Il aurait peut-être pu se passer de cette alliance, puisqu'apparemment, ça s'est mal passé.

Et bien ce monsieur qui ose m'attaquer dans ce tract, qui ose dire que j'ai abandonné les salariés de Renault, ce monsieur qui n'a jamais mis les pieds chez Renault, ce monsieur qui n'a jamais rencontré les syndicats, ce monsieur qui n'a jamais vu aucun employé de Renault. Dès que je suis arrivé, que j'ai pris mes fonctions, j'ai reçu les syndicats. Il y a une intersyndicale, j'ai reçu la CFDT, j'ai reçu FO, j'ai reçu la CGT, ils étaient tous là, dans cette salle. La seule question, ça a été de dire : « Quelle action envisagez-vous ? Je suis avec vous. Voulez-vous occuper l'usine ? Voulez-vous manifester ? Je transfère mes bureaux à l'usine Renault, je travaille de là-bas, j'irai jour et nuit, je vous soutiens, mais il ne m'appartient pas à moi, politique, de décider pour vous de l'action que vous voulez mener ». Or, vous, vous décidez pour eux, vous ne les rencontrez pas, vous ne demandez pas leur avis, mais vous décidez pour eux. Encore de la façade politique. Moi, ce que je fais pour Renault, ce que j'écris et ce que je suis en train de faire avec l'ADEME, excusez-moi du peu, avec la Banque des territoires, avec la Chambre de Commerce, avec le préfet en soutien, avec la Région en soutien, ce que nous essayons de faire, en accord avec les syndicats, c'est de sauver ce site. C'est beaucoup plus difficile à faire que de sortir un tract immonde en m'accusant d'abandonner les salariés de Renault alors que c'est vous qui les abandonnez, comme vous avez toujours fait durant toute votre politique, comme ça a été fait à Goodyear, où jusqu'au-boutisme, « Goodyear ne doit pas fermer, Goodyear ne doit pas fermer ». Ça a

fermé. D'ailleurs, le leader syndical qui défendait tellement les gens, je crois qu'il s'en est bien sorti, lui, il s'est fait élire député européen. Il était bien loin de Goodyear, après. Voilà. Et moi, je suis proche de Renault, je suis proche des employés, je suis proche des Choisyens. Et avant tout, notre politique sociale, elle est celle-ci, de respecter les gens, les écouter, leur permettre de monter un à un les barreaux de l'échelle sociale qui devra les emmener le plus haut possible, et nous les accompagnerons.

Lorsqu'on me parlait de fracture numérique, vous n'ignorez pas que nous avons un programme d'école numérique et une pépinière d'entreprises sur le numérique qui ne sera pas au Lugo, mais qui sera quartier du Port. Lorsque vous dites que vous ne voyez pas dans le ROB notre ambition, vous ne voyez pas ce que nous voulons faire, mais vous avez vu d'autres programmes ? Il en est où le projet du Port ? Je suis arrivé, bien sûr, avec des chemises vides, avec rien parce qu'on ne m'a mis au courant de rien, tout était vide, j'ai tout repris à zéro, tout était au point mort. Elle est où la rénovation des Navigateurs ? Le contrat chapeau n'est pas signé, le financement n'est pas assuré, il manque 15 millions d'euros. Est-ce que je me retire en arrière ? Une ville à côté, pour ne pas la citer, face au même problème, face à une ZAC vide qui est sur notre territoire, face à une ZAC qui n'est pas financée, ils ont tiré un trait dessus, ils renoncent. Nous, on ne renonce pas. Nous allons mener à bien la rénovation des Navigateurs.

La Sablière, la reconstruction de la Sablière, j'en découvre, des choses. J'en découvre, des choses, ce n'est pas exactement ce qu'on nous a présenté ici. Là aussi, c'est un dossier que je reprends à fond. Nous allons mener le programme du Port avec la BNP, très amendé, qui sera nettement amélioré, mais qui verra le jour, alors qu'il est au point mort depuis trois ans. Les Navigateurs, nous allons mener ça au bout malgré les crises, avec l'accord des habitants, avec des rencontres avec les habitants, avec le risque énorme de 15 millions d'euros. Le Lugo, nous allons mener ça au bout, l'école Langevin, nous allons mener ça au bout, et vous nous dites : « Ça manque d'ambition ». Citez-moi un seul programme, je suis conseiller municipal depuis 14 ans, dans aucun programme où j'étais conseiller municipal, et même avant lorsque j'assistais au Conseil en spectateur, je n'ai vu une telle ambition et des programmes aussi lourds, aussi difficiles à mener.

J'ajoute pour nos concitoyens, vous nous dites : « Où, comment nous allons financer la police municipale ». Vous le verrez dans le budget, elle est dedans, elle sera financée. À côté de... À côté de ces programmes très ambitieux, nous avons effectivement une police municipale qui nous est réclamée tous les jours, qu'il faudra mettre en œuvre. Un système de vidéo-protection qu'il faudra mettre en œuvre. Le renforcement de la propreté, vous savez, je travaille 12 heures par jour, 6 jours sur 7, et ça fait chaud au cœur, et mon équipe qui m'accompagne aussi, ça fait chaud au cœur d'avoir des lettres de Choisyens qui nous remercient, qui commencent à voir les progrès dans la ville, qui commencent à voir des rues plus propres, qui ont eu la joie à Noël de voir des illuminations qui étaient complètement abandonnées. D'ailleurs, il n'y en a plus, on a dû en racheter, et il faudra encore en racheter, et ça va coûter cher, mais c'est nécessaire pour éclairer les Choisyens, amener de la joie dans cette période. Nous avons fait un effort important pour nos anciens, à Noël. Je vois que Marina Brulant s'est absentée un instant, mais là aussi, avec le CCAS, avec Monsieur Panzani, avec qui j'ai très bien collaboré avant son départ, nous avons fait un effort très important sur un panier gourmand vis-à-vis des personnes âgées. Tous nous ont remerciés, tous, ils étaient ravis, et ce n'est pas dans un but politique, nous qui les avons distribués sans publicité, sans publicité sur les quatre coins de la ville. Ça nous faisait chaud au cœur de voir des gens heureux, voilà, un petit moment de bonheur dans ce moment difficile. C'est pour ça que nous avons fait cela, et nous allons continuer. Mais dans notre politique sociale, vous ne nous verrez jamais sur des vidéos, vous ne nous verrez jamais courir après les gens avec de prétendus sacs pour les aider. Non. Nous avons une aide qualificative, et nous n'allons pas, merci, Monsieur le Premier adjoint, et nous n'allons pas créer des problèmes où

il n'y en a pas. Nous n'allons pas rajouter du malheur au malheur, parce que c'est nécessaire à une certaine politique, parce que c'est nécessaire pour se faire élire. Nous restons sereins, nous restons au-dessus de la mêlée. Malgré ces cas difficiles, il faut assumer le fonctionnement de notre ville et nous n'oublions personne en chemin avec les possibilités que nous avons.

Sur le débat d'orientation publicitaire... Heu, excusez-moi, budgétaire, bon, je m'enflamme de trop, mais je suis passionné. Toutes les mauvaises surprises que nous avons par rapport aux investissements, lorsque Monsieur Didier Guillaume, ancien maire, nous dit effectivement, qu'on a des marges de manœuvre sur l'endettement, mais qu'il se restreint, mais par contre, sur notre autofinancement, et notre autofinancement dépend du fonctionnement, là, il y aurait beaucoup à dire, là, nous sommes en danger... Là, nous sommes en danger, et c'est pour ça que nous avons dû rééquilibrer les comptes avec le CCAS, et qu'on ne pouvait pas supporter ces excédents. Sinon, nous n'aurions pas eu de marge sur notre marge à nous, et là, il faut faire attention. La situation, elle n'est pas si saine que ça, elle n'est pas si saine que ça, et nous sommes sur un fil, mais nous affronterons.

Et pour répondre encore à vos questions, tout ce programme, nous allons le mettre en œuvre, et il n'y aura pas un centime d'augmentation d'impôt, et nous baisserons dès que possible la taxe foncière, nous le ferons. Et ça sera possible, parce que nous allons nous y employer de toutes nos forces, et toute mon équipe est prévenue. On ne lâchera rien là-dessus, nous travaillerons, nous ferons les sacrifices nécessaires, mais il n'y aura pas d'augmentation d'impôt, et ce programme sera tenu.

Alors, si ce programme n'est pas ambitieux, si ce programme n'est pas social, eh bien écoutez, je ne sais pas sur quelle planète il faut aller vivre pour trouver un programme aussi ambitieux, aussi social, aussi respectueux de nos habitants. Dites-le-moi, Monsieur Hutin, peut-être que vous êtes un fervent admirateur de la science-fiction, vous avez peut-être découvert dans les astres une planète où il y a mieux, où sans contrainte, on peut claquer des doigts et apporter tout ce que l'on veut. Il faut quand même rester raisonnable. Que vous soyez en désaccord avec notre volonté de faire une police municipale, ce que vous n'avez jamais fait, avec la vidéo-protection, ce que vous n'avez pas fait, ça veut dire que nous avons là-dessus 15 ans de retard, ça, je l'admets. Dans le passé, vous avez été élu pour une certaine politique. Aujourd'hui, les Choisyennes et les Choisyens, je m'adresse à Monsieur Didier Guillaume, mais vous êtes dans le groupe, et votre parti passé, vous faites partie de cette majorité. Dans le passé, vous avez été élu pour une certaine politique qui, malheureusement, sur certains points que j'ai soutenus, parce que tout n'était pas à jeter, il y a eu des choses bien, et mes votes au Conseil lorsque j'étais simple conseiller municipal en attestent, mais cette politique, les Choisyennes et les Choisyens n'en veulent plus. Ils ont voté pour un nouveau programme, nous allons faire ce programme. Et là, effectivement, si vous avez des arguments pour nous dire que ce programme n'est pas bien, je peux l'entendre, mais que vous disiez qu'il n'est pas ambitieux, qu'il n'est pas social alors que j'en rajoute tous les jours, du social... Je ne vais pas m'étendre ici sur quelques petites modifications que nous allons faire, et qui n'étaient pas faites avant. Je ne vais pas ici m'étendre sur des gens qui viennent nous voir au cabinet, qui se présentent, qui veulent voir le maire sur des promesses faites et qui n'ont pas été tenues. Je rends hommage à Monsieur Frédéric Druart sur sa politique du logement, il travaille tous les jours, il reçoit des gens tous les jours, et je peux rendre hommage aussi à son prédécesseur parce que s'il y a un poste qui est difficile, c'est bien celui d'adjoint au logement. C'est bien difficile effectivement de faire comprendre aux personnes comment fonctionnent les attributions de logements, sauf que nous, nous l'avons dit dans notre programme, nous serons transparents. Tout le monde sera traité de la même façon. Il n'y a pas de passe-droit, ni pour la famille ni pour les amis. Et si un logement est refusé, nous continuerons à essayer de trouver des solutions, à accompagner la personne. Mais malheureusement, la Ville n'a pas

de logements, ce sont les bailleurs qui ont les logements. Et les règles, ce sont les bailleurs qui les édictent avec l'État et le préfet. Nous faisons de notre mieux pour accompagner les Choisyens, monter les dossiers, Monsieur Didier Guillaume, qui est passé par là, le sait très bien, mais par contre, on ne fait pas de fausses promesses. Et je déplore qu'il y ait tant de fausses promesses qui aient été faites, parce qu'aujourd'hui, c'est nous qui devons recevoir ces personnes.

Quant aux CCAS, Madame Marina Brulant n'enlève rien au CCAS. Ses choix sur le panier gourmand, je lui rends hommage, on a cherché une solution en très peu de temps qui soit aussi sociale, parce que parmi les retraités, bien sûr qu'il y a des gens qui sont en difficulté. C'est pour ça que nous avons tenu à offrir quelque chose de qualité qui ne s'était jamais fait jusqu'à maintenant.

Bon, je pourrais encore parler pendant des heures, mais j'accepte tout à fait votre opposition, mais parlez de faits précis, renseignez-vous. Renseignez-vous.

Monsieur Ali Id Elouali a demandé la parole, après, je vous la redonne.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur Hutin, ça va être de nouveau une réponse pour vous, puisque bon, on va dire que c'est votre quart d'heure de gloire puisque vous disiez que vous ne voyez pas d'ambition écologique dans le projet, enfin dans les orientations budgétaires. Permettez-moi d'être très concis, je vais être concis surtout très factuel. Très factuel.

Vous parlez des arbres. Eh bien c'est très simple, ce qu'on affecte, la dépense qu'on affecte à la plantation des arbres, et je suis bien placé pour le savoir, est beaucoup plus importante que celle des mandats précédents. Et je le redis, je suis bien placé pour le savoir. Et je souligne, et c'est important, je n'ai pas quémandé pour avoir une dépense supplémentaire. C'était une conviction très partagée qui découlait naturellement des convictions de toute notre majorité. Une fois l'exposé des faits, une fois la prise de conscience sur les risques climatiques, que les risques, en fait, que les changements climatiques font peser sur notre ville en matière de cadre de vie, en matière de résilience, en matière d'orientation écologique, il était, il est devenu convenu qu'on puisse amplifier la question des arbres. Mais ça ne s'arrête pas que sur la question des arbres.

La question de la transition écologique qu'on amorce dans le budget, vous voulez que je vous fasse également un petit inventaire ? Nous sommes en train de modifier le PLU, soit le plan local d'urbanisme, pour faire en sorte que notre outil fondamental, c'est-à-dire le PLU, puisse lutter contre le bétonnage. On a été élu, et c'est une promesse que porte également notre engagement, de faire une ville plus verte, moins bétonnée, et qui lutte contre justement le bétonnage. Eh bien nous, on s'y attelle, on s'y attelle avec les outils de planification comme le PLU qui va de nouveau connaître une modification importante en faveur de la biodiversité. Je peux parler de la végétalisation des cours, celle, enfin, amorcée déjà, en effet par l'ancien mandat à Casanova, mais qu'on va amplifier et qui va voir le jour également sur les écoles, sur le groupe scolaire de Langevin/Mandela. Je peux parler, et c'est inédit dans l'histoire de la ville, de la transition alimentaire, nous avons un élu dédié à cette question de transition alimentaire. Nous avons saisi le président du Siresco pour lui dire qu'on ne veut plus de sa bouffe, qu'on en veut plus de sa cuisine anti-écologique. On attend, et ça, c'est aussi du volontarisme, c'est de l'écologie, c'est de la trajectoire, c'est de la transition écologique, ça ne s'arrête pas aux arbres. Je peux vous parler de la Calypso, préserver la Calypso est un acte fondamentalement écolo. Démolir pour reconstruire, vous vous rendez compte de l'empreinte carbone que ça coûterait pour notre ville et pour la planète ? Préserver la Calypso est un acte écolo très fort, parce que ça préserve également le poumon vert qu'est le parc interdépartemental juste à côté.

Monsieur le Maire a évoqué la question de Renault avec le projet d'y installer, je croise les doigts, et puis on peut aussi y arriver si vous y mettez en fait également de la volonté, un pôle autour de l'économie circulaire, c'est de l'écologie, c'est de l'innovation, c'est du volontarisme. Et puis, après, justement, je termine par la cerise sur le gâteau, on vient de vous présenter à table, Monsieur le Maire l'a présenté en préambule, notre souhait de préserver des terres agricoles dans un milieu urbain. Vous vous rendez compte ? Plus de 3 ha. On essaie de trouver des sous d'une manière offensive, sans se lamenter, sans rentrer dans le compassionnel, et d'être offensif. C'est de l'écologie, c'est de la transition écologique. Avoir un projet, je dis bien un projet de ferme urbaine, de préserver cette terre contre le bétonnage, contre l'industrialisation qui ne fait que détruire le cadre de vie des villes, enfin de notre ville, c'est un acte écologique extrêmement fort. Alors, après, ça et là, vous allez voir Madame Hache qui va vous exposer également une nouvelle convention avec les écoles, avec Nature & Société sur la question de l'apprentissage en dehors des écoles, en fait, de faire en sorte que la nature soit un support pédagogique. Je peux aussi vous parler, mais c'est encore en prémisses, de notre projet de lutter contre le plastique dans les écoles avec un concept de l'école à zéro plastique. Monsieur Hutin, voilà, mais enfin, c'était juste pour vous dire qu'on est extrêmement offensif.

Et pour répondre à Monsieur Guillaume, puisqu'il m'a donné, je ne savais pas par quelle attaque j'allais prendre l'intervention, en posant la question « Est-ce que c'est un budget de crise ou pas ? », je dirais, moi, ce n'est pas un budget de crise, c'est un budget d'ambition. On ne joue pas à la défensive, on joue l'offensive, on joue le volontarisme, on ne joue pas le repli sur soi, on ne joue pas le compassionnel, on ne joue pas la faute à l'autre, on ne joue pas la faute à l'État... Nous prenons nos responsabilités, toutes, bien sûr, en remettant l'État devant les siennes, nous prenons notre part. Donc c'est un budget de volontarisme, un budget d'ambition et un budget que je qualifierais d'agile, parce que bien malin celui qui sait ou qui prétend savoir les incertitudes de demain. Vous nous dites une trajectoire sur 6 ans, qu'est-ce que vous en savez ? Mais qu'est-ce que vous en savez ? Personne ne sait aujourd'hui. Qu'est-ce que vous savez de la sortie de crise ? Parce qu'on parle de la gestion de crise, mais qu'est-ce qu'on sait de la sortie de crise qui est aussi une autre paire de manches ? Donc nous devons être à la fois agiles, à l'écoute, proches et surtout inventifs. Voilà, merci.

M. le Maire : Juste, et je vous donne la parole, Monsieur Guillaume, une précision. Bon, d'abord, Monsieur Hutin, non, on n'est pas dirigé vers vous, mais je tenais à quand même rétablir certaines vérités. Je sais que vous n'êtes pas un mauvais garçon et que quand vous le voulez bien, vous savez comprendre les choses. Alors, je vous donne quelques chiffres pour vous encourager à les comprendre.

Ce que vient de dire quand même Monsieur Id Elouali, et j'espère qu'à la fin, enfin, au bout de ce Conseil municipal, en ce qui concerne les terrains dont il a été question, vous vous rendez compte quand même, 1,1 million, alors que nous avons bouclé notre budget, etc., il y a 1,1 million d'euros qui nous tombent comme ça dessus, mais tout le monde aurait pris peur. Qui aurait accepté de prendre ce risque ? Pourquoi nous avons pris ce risque ? 1,1 million d'euros. Et je dirais que ces 1,1 million d'euros dépensés, et encore une fois, nous croisons tous les doigts, ce n'est pas gagné, mais si nous y parvenons, ces 1,1 million d'euros, mais ça représente beaucoup plus que les deux ou trois mandats passés en ce qui concerne l'écologie. On pourrait en rester là. 1,1 million d'euros. Nous n'avons pas peur.

Et pourtant, d'autres chiffres. Comme l'a évoqué Madame Francisot, la dernière bonne surprise que vient de nous faire l'État sur la valorisation des recettes en taxe d'habitation, c'est la première fois depuis que je suis au Conseil municipal, et là, effectivement, l'ancienne majorité avait été sage, en début d'année, dans les projections, sur ce que nous devions toucher, la somme avait toujours été en deçà. C'est la première fois qu'en fin d'année,

lorsque les sommes réelles tombent, que nous avons des recettes en taxe d'habitation inférieures à ce qui était prévu dans le budget primitif. Et ce n'est pas inférieur de 10 000 euros, ce n'est pas inférieur de 50 000 euros, ce n'est pas inférieur de 300 000 euros, c'est 700 000 euros qu'ils veulent nous enlever. Et vous savez, suite à la suppression de la taxe d'habitation, cette année, là où il manque 700 000 euros, c'est ce qui va servir de compensation, puisque comme nous n'allons plus toucher la taxe d'habitation pour les 5,5 ans qui restent de notre mandat, c'est cette base-là qui veut dire, ça veut dire qu'il va nous manquer 3,5 millions s'ils ne reviennent pas sur cette décision.

Madame Francisot l'a dit, on va transférer la TEOM, taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Notre TEOM est excédentaire de près de 500 000 euros. Eh bien en 2021, c'est 500 000 euros qui nous manquent, 700 + 500, 1,3 million. Qu'est-ce qu'on fait ? On s'évanouit ? On part dans la nature ? On affronte. C'est la faute de l'État, oui, c'est la faute de l'État. Et après ? Il faut bien assumer, il faut bien monter notre budget.

Autre mauvaise surprise, et là, je tiens quand même Monsieur Guillaume responsable, eh bien on a la surprise d'apprendre que l'EPFIF, qui portait des locaux sur la dalle commerciale, ce portage arrive à terme, il y en a pour 1,5 million. Et là aussi, nous devons déboursier 1,5 million. Alors, on s'est mis d'accord pour ne sortir que 750 000 euros sur 2021, mais là aussi, alors ajoutez, 700 000, 500 000, 700 000, 2,7 millions que le Département ne nous verse pas, mais il y aurait eu de quoi en effaroucher plus d'un. Et nous, qu'est-ce qu'on fait ? On apprend qu'il y a des terrains qui ont été vendus pour qu'il y ait des entrepôts dessus et que ça va représenter 1,1 million, eh bien, on y va. On y va pour le bien de notre ville, on y va pour l'intérêt général. Et j'espère, sur ce point-là, compter sur votre aide, et je pense que votre aide ne manquera pas, sinon, c'est que je ne comprends plus rien à ce que vous avez dit précédemment.

Mais vous voyez, d'ailleurs, Monsieur Guillaume, les 500 000 euros d'excédent de la TEOM, vous avez quand même bien roulé les habitants dans la farine. « Vous pouvez faire ceci », mais vous saviez très bien que c'était illégal, que la TEOM doit... Oui, Monsieur. Vous demanderez à Madame Leclère, elle vous l'expliquera. Même s'il elle n'est plus aux affaires, vous pouvez l'appeler, elle vous l'expliquera. La TEOM doit représenter, on ne peut pas prélever plus de TEOM que ne représente la dépense y afférant. Comme il y avait 500 000 euros d'excédent, vous deviez baisser la TEOM. Et vous ne l'avez pas fait, parce que ces 500 000 euros, vous les avez utilisés à d'autres fins. Et c'est interdit. On ne peut pas utiliser le produit de la TEOM à d'autres fins que pour l'enlèvement des ordures ménagères. Je suis désolé, pardonnez-moi, oui, vous ne me pardonnez pas, ce n'est pas grave, mais c'est la réalité. Donc quand je dis que vous avez roulé les Choisyens dans la farine, c'est qu'ils auraient pu payer moins d'impôts, eh oui, sinon, le prochain Conseil, je vous amène les textes. Et c'est pour ça que ça aussi, quand vous dites que vous laissez les finances dans un bon état, les finances, je vous sais gré, Monsieur Didier Guillaume, les finances de la Ville, puisque le ROB doit en rendre compte, ne sont pas catastrophiques, mais elles sont tendues notamment à cause du fonctionnement. Et les impôts, vous les aviez augmentés pendant votre mandature. Non seulement vous n'aviez pas baissé la TEOM, mais vous aviez augmenté les impôts, ce que nous ne ferons pas. C'est important d'entendre ça.

Mais très sincèrement, je pense que beaucoup d'équipes municipales à notre place se seraient posé la question : « Faut-il continuer ? Faut-il continuer ? » J'apprends par la SADEV que sans doute, dans les 2, 3 ans qui viennent, il faudra aussi rembourser du foncier à la SADEV à cause, tiens, un vieux débat qui nous avait passionnés, de la construction de la médiathèque. Il resterait 900 000 euros qu'il faudra leur payer, ils me l'ont annoncé hier matin. La seule chose qui pourra nous sauver, c'est si la ZAC du quartier du Port est positive, ce qui est loin d'être gagné parce que nous apportons des amendements qualitatifs importants pour notre ville. Mais là aussi, on a cette épée de Damoclès des 900 000.

J'apprends aussi que le SAF 94 que vous connaissez bien, Monsieur Didier Guillaume, qui fait partie de vos amis, le SAF 94, sur les Gondoles, là aussi, d'ici deux ans, trois ans, puisqu'ils ont une opération de portage et que rien n'a été fait dessus pendant 8 ans, comme l'EPFIF sur la dalle, et bien là aussi, il faudra leur racheter. Alors, excusez-moi, chers collègues de la majorité, je n'ai pas voulu en rajouter, et je ne vous l'ai pas dit, mais je vous l'annonce comme je l'annonce au Choisyens, là aussi, d'ici deux ou trois ans, ou dans deux ans, je crois, il faudra mettre la main à la poche pour racheter ces biens au SAF pour 1,2 million. Mais ça, c'est la loi. Ce que je reproche, c'est de faire du portage et de ne rien faire derrière. Alors, on va voir si en deux ans on peut faire quelque chose, ou si on peut rallonger, avec l'EPFIF, on ne pouvait pas parce que ça avait déjà été fait, ou si on peut trouver un autre portage, mais c'est difficile.

Alors vous voyez, je ne sais plus où j'en suis avec mes millions d'euros, mais on doit être à 5, 6 millions, etc. Bon, heureusement que j'ai le cœur bien accroché, mais alors nous dire qu'on manque d'ambition, reconnaissez au moins qu'on ne manque pas de courage. Moi, je dis qu'on a de l'ambition, du courage et de la transparence.

Monsieur Guillaume, allez-y.

M. Guillaume : Je vais être beaucoup plus court que vous, Monsieur le Maire, je sais que ce n'est pas dans votre culture politique, mais vous prenez quasiment le temps qu'aurait pu prendre Fidel Castro en intervention.

M. le Maire : J'ai pris le temps que prenait Monsieur Diguët... Non, non, mais j'ai pris le temps que prenait...

Brouhaha

Je prends ça comme de l'humour.

Monsieur Guillaume : Bien sûr, ça en est.

Rires

M. le Maire : Et je vous réponds que je prends, ni plus ni moins que Monsieur Diguët qui était adjoint, et comme je suis maire, j'ai rajouté un petit peu. Voilà.

M. Guillaume : Monsieur Diguët restait dans les 10 minutes, or je crois qu'on est à 1 h 30 de monologue, mais je pense que vous pouvez nous remercier. Pourquoi ? Parce que si on n'avait pas posé ces questions, et si on n'avait pas lancé ce débat dans un esprit d'interpellation, on n'aurait pas eu les éléments et les explications que vous venez de nous donner les uns et les autres, parce que je vous rappelle qu'on parle du document, de celui-là, le rapport d'orientation budgétaire. Et dans les interventions que vous avez pu émettre les uns et les autres suite à nos interpellations, et bien vous parlez de budget, mais de fait, on ne peut pas l'avoir, parce qu'on en est pour le moment qu'aux orientations, et vous avez déclaré un certain nombre de choses. Je pense que pour le prochain ROB, ça pourrait être intéressant que vous puissiez enregistrer par avance votre intervention qui pourrait être retranscrite et écrite, et donc c'est là-dessus qu'on pourrait se baser après pour discuter d'un rapport d'orientation budgétaire, comme ça, on aurait eu un certain nombre d'éléments. Je ne vais pas reprendre point par point parce que sinon, ce serait trop long, mais je pense que ce sera important de faire un point sur les éléments historiques sur le choix et le lieu du collège, et aujourd'hui, le choix qui peut être fait si les...

M. le Maire : Excusez-moi, Monsieur Guillaume, j'ai oublié une réponse, que Monsieur Hutin avait posé une question sur...

Rires

M. le Maire : Non, non, mais, je vous redonne la parole, mais c'est important. Vous parlez du collège. Sur l'étude des sols...

M. Guillaume : Voilà, c'était...

M. le Maire : En principe, nous devrions avoir le résultat de cette étude, et j'espère que comme nous, vous souhaitez qu'elle soit positive, ce résultat devrait avoir lieu avant fin février, d'après nos services. Voilà.

M. Guillaume : Donc je pourrais expliquer les éléments historiques, parce que celui-là a été un des lieux identifiés à l'époque, je pourrais développer ça, mais je pense qu'aujourd'hui, le plus important est qu'un collège puisse être sorti, même si les délais, de fait, sont reportés à 2026, alors qu'on en aurait bien eu besoin en 2022. Après, c'est des choix faits par le maire et sa majorité de changer de lieu, et de vouloir préserver la Calypso. Alors, je ne sais pas si c'est un acte écologique, parce que la Calypso ne sera pas démolie, ceci étant, tout le monde sait ici autour de la table que c'est une passoire énergétique et qu'elle n'est pas automatiquement opérationnelle dans l'état où elle est. En tout cas, il faudra certainement, dans les PPI à venir, imaginer une reconstruction, si vous ne voulez pas la démolir, mais il y a quand même un gros travail sur le bâti, parce que vous ne pouvez pas la laisser en l'état. Et en tout cas, il y aura quand même démolition, puisqu'il y a démolition d'un centre de loisirs. Alors je ne sais pas qu'est-ce qui est le plus écologique l'un dans l'autre, sachant que les deux sont quand même sur des terrains en PPRI, mais au regard de la situation de la commune, c'est compliqué de ne pas être en terrain PPRI. Donc il y a de fait des incidences sur le bâti et la démarche architecturale. Mais je ne veux pas aller plus...

M. le Maire : Juste une dernière précision.

M. Guillaume : Vous êtes incroyable, Monsieur le Maire.

Rires

M. le Maire : Je ne vous coupe plus, mais c'est important, c'est important, sur le collège, sur le PPRI. Le collège, sur le nouveau site que nous avons proposé, sera construit à 80 % hors zone inondable. Il n'y aura...

M. Guillaume : C'est normal, c'est obligatoire, puisque votre rez-de-chaussée...

M. le Maire : Ah non, je veux dire sur des terrains non inondables, alors que la Calypso, toute l'emprise est inondable. C'est ça que je veux dire.

M. Guillaume : Et donc, voilà, sur le lieu d'accueil pour femmes en rupture d'hébergement, ce qui est important, s'il y a encore un certain nombre de personnes qui sont derrière leur écran pour regarder cette transmission, c'est important qu'ils sachent quand même qu'il y a déjà eu, à l'époque, à deux reprises, des réunions de quartier pour présenter le projet, la démarche architecturale. Donc je suis étonné que vous le découvriez, ça veut dire que vous n'étiez peut-être pas présent dans ces réunions de quartier.

Je ne vais pas revenir sur le contrat Cahors, parce que le contrat Cahors est une vieille histoire, et d'ailleurs, un conflit essentiel avec le Grand Orly Seine Bièvre, puisque de fait, je considère que, et d'ailleurs le préfet de l'époque avait interpellé Bercy sur le sujet et était d'accord avec moi-même, et ça, c'est le rôle des maires de discuter avec le préfet, je vois que vous le faites, donc c'est très bien, vous prenez le costume de maire, c'est important de

le prendre et de ne plus parler de l'ancien maire, parce que je pense que l'ancien maire avait assumé ses choix...

M. le Maire : Monsieur Guillaume...

M. Guillaume : Maintenant, c'est bien de...

M. le Maire : Je pense que je l'avais avant d'être maire, c'est pour ça que...

M. Guillaume : D'accord.

M. le Maire : Que j'ai été élu, je pense.

M. Guillaume : D'accord, mais en tout cas, j'ai découvert la nouvelle coupe de costume, et elle vous va beaucoup mieux.

Ceci étant, le contrat Cahors avait déjà, et la base, au départ, vous le savez, c'est le différend que l'on a sur le budget annexe d'assainissement avec le territoire, et le préfet de l'époque avait convenu que nous ne devrions pas être éligibles à cette contractualisation. Donc ça va au-delà d'une démarche, et c'est une volonté évidemment politique pour être sur une démarche de libre administration des communes. Et d'ailleurs, c'est bien ce que dit Madame Francisot, j'ai bien cru comprendre ça dans son esprit.

Le Port, vous dites que la ZAC du Port est au point mort depuis trois ans, c'est faire quand même injure aux techniciens de la SADEV et tout le travail qui a été fait par le consortium autour de BNP Paribas immobilier qui a travaillé. Alors après, qu'on ne soit pas sur les mêmes volontés de choix et de programmation, ça, c'est autre chose, mais la démarche qui était la nôtre était fortement avancée sur les projets architecturaux et même sur la planification de dépôt des permis. Après voilà, c'est la volonté de la majorité actuelle de faire d'autres choix, je crois qu'il y aura plus d'habitations, plus de résidences et un prix de sortie plus élevé, mais bon, ça, c'est votre choix.

Concernant le nouveau programme de renouvellement urbain sur le quartier du Port, j'ai été d'ailleurs assez honoré, j'espère que vous aussi, bien que nous ne partageons pas ni l'un ni l'autre les choix politiques de Madame la Ministre, mais qu'elle vienne et qu'elle acte l'importance du travail qui avait été fait, et que le comité de pilotage partenarial de l'ANRU de ce programme ait acté ce projet qui a demandé beaucoup de sueur et de volonté, et d'engagement, a été signé en 2019, et la démarche de contractualisation en 2020, et donc je ne peux pas laisser dire qu'il était laissé au point mort, puisque vous-même, Monsieur le Maire, et de bonnes façons, c'est le jeu de l'alternance, vous réappropriez la question du centre socioculturel qui sera sur ce site et aussi la nouvelle démarche de réhabilitation pour certains des bâtis et de démolition/reconstruction pour d'autres. Donc je ne peux pas laisser dire que les choses étaient à l'abandon.

De même pour la nouvelle école sur le quartier Sud, je ne sais pas si ce sera la même démarche que celle qui était envisagée sur le quartier du Lugo, mais le travail aussi avec l'EPA-ORSA a été engagé en termes de réflexion avec la Sablière, puisqu'il y a un contrat entre ICF la Sablière et la commune, et l'EPA-ORSA a été engagé pour la démolition/reconstruction, et vous le savez très bien.

Donc, ce que je ressens, c'est que les démarches actuelles ne sont pas écrites, en tout cas dans le rapport d'orientation, et puis vous annoncez, sous forme d'effets d'annonce, des choses qui sont peut-être actuellement au stade d'idées, de l'ordre d'intentions, de l'ordre de volonté d'agir, mais il faudra les transformer évidemment en démarche de projet tout au long de votre mandat.

En ce qui concerne la situation financière, vous évoquez quelques millions, mais comme on l'a bien précisé, les baisses de dotation globale sur l'ensemble de la dernière mandature, c'était 53 millions. Donc quasiment, allez, à quelques millions près, à un exercice complet. Donc là aussi, c'est de la responsabilité de ceux qui sont élus devant les citoyens d'assumer, je vous invite à ne pas démissionner, sauf vraiment si vous êtes acculés ou si vous vous sentez en difficulté, mais je pense que la responsabilité d'un maire, c'est de découvrir en effet les sujets et de les porter de bonne façon.

Sur les questions d'actions foncières, tout le monde sait ce que c'est le portage foncier. Et d'ailleurs, ce que l'on votera tout à l'heure, comme ça, vous pourrez poser la question, puisqu'on va voter évidemment la dernière délibération qui a été mise sur table de la SAFER, c'est le principe aussi d'un portage foncier. Un portage foncier, c'est quoi ? Il y a des terrains, des difficultés pour une ville...

M. le Maire : Ce n'est pas la même chose.

M. Guillaume : Attendez, mais j'ai bien compris la différence, mais c'est pour les auditeurs.

M. le Maire : Oui, mais, alors donc ne trompez pas, ne trompez pas les auditeurs, on ne parle pas de la même chose.

M. Guillaume : Pas tout à fait, mais pour dire quoi ?

M. le Maire : Et je dirai ce que je pense du portage foncier.

M. Guillaume : La commune ne peut pas acquérir un bien suite à une DIA (déclaration d'intention d'aliéner), ou pas une DIA, etc., et n'a pas la capacité financière d'élaborer un projet. C'est pour ça que je dis que c'est à peu près la même chose dans l'immédiat. Et donc, il y a des organismes qui aident, et ça, c'est vrai partout, dans tous les départements, qui aident les communes au portage foncier jusqu'à ce qu'un projet puisse être réalisé. C'est pour éviter la démarche de spéculation foncière, et ça tout le monde le sait, tout le monde le fait quelles que soient les couleurs politiques, les familles politiques des communes, et c'est de la responsabilité, en effet, du maire, de sa majorité, en gros, de l'exécutif, de faire le choix qui va faire le portage foncier. Sur certains sujets, ça peut être l'EPFIF, l'établissement foncier d'Île-de-France, ça peut être le SAF 94 ou la SAFER sur un autre projet, quand il a une orientation plus à vocation rurale et agricole. Voilà. Donc la question des fins de portage foncières, c'est aussi le rôle du maire d'être en démarche de négociation et d'avoir les arguments nécessaires, et on a fait, d'ailleurs, sur l'EPFIF, et vous continuerez à le faire, et ça ne posera aucun problème, pour repousser les échéances, parce qu'on sait très bien, ils savent très bien que les communes n'ont pas les dos suffisamment larges, bien que notre situation financière, comme ça a été évoqué dans le rapport, soit saine. Voilà, je ne suis pas plus long.

M. le Maire : Très bien, eh bien écoutez, je pense que nous avons eu un bon débat. Quand même une précision importante, parce que je ne veux pas laisser déformer la réalité, surtout que je sais que notre Conseil municipal est de plus en plus suivi en visio, donc je suis bien d'accord avec vous, Monsieur le Maire, que ce soit, ce n'est pas l'EPFIF qui est en cause, que ce soit...

M. Guillaume : Non, non, c'est vous, Monsieur, le maire.

M. le Maire : Oui, c'est vrai. Mais vous avez tellement exprimé l'envie du devenir, que pendant un moment, j'ai voulu vous laisser un espoir.

M. Guillaume : Ça me touche.

M. le Maire : Voilà, bon. Voilà. Un peu d'humour ne gêne rien.

Donc ce que j'expliquais, ce que je veux expliquer aux Choisyennes et aux Choisyens qui nous écoutent, c'est qu'effectivement, de nombreuses villes, et encore heureux que nous ayons cette arme, ont recours au portage. Bon. Mais lorsqu'on fait recours à un portage, après, il ne faut pas que ça devienne la Belle au bois dormant, il faut qu'il y ait un prince qui vienne faire un petit bisou pour que ça se réveille.

Rires

M. le Maire : Ce que je vous reproche, c'est que vous faites du portage, et ça ne débouche sur rien, et c'est pour ça qu'on doit racheter. Donc nous, nous allons continuer à faire du portage, mais nous allons nous activer pour que sur ce portage, ça débouche sur une opération. Ben oui.

M. Guillaume : C'était bien l'objet du portage avec l'EPFIF sur la dalle, et si vous retrouvez les archives au sein du service urbanisme, vous verrez qu'on n'est pas resté sans rien faire.

M. le Maire : Monsieur le Maire, Monsieur le Maire bis.

Rires

M. le Maire : Monsieur le Maire 3, ça fait trois fois que je vous le dis. Ce que je veux vous dire, c'est que, en ce qui concerne la SAFER et le terrain, non, mais c'est quand même un vieux jeu entre nous, parce que nous sommes au Conseil, c'est un opposant politique, mais on se connaît bien, avec Monsieur Didier Guillaume. Choisy-le-Roi est un village, nous ne sommes pas des ennemis, nous sommes des adversaires politiques. Voilà. Et j'ai même travaillé avec sa femme dont j'étais le président. Permettez-moi de le dire, et nous avons très bien travaillé ensemble. Bon. Donc. À la FCPE, pour tout dire, parce que j'étais président FCPE, ça va en étonner pas mal, ça. Et j'avais le droit à la faucille et au marteau avec un type qui votait tous les ans depuis 10 ans. Bon, ça n'a rien à voir avec le débat, mais ça fait du bien, des petites histoires.

M. Guillaume : Vous n'avez pas d'autres histoires avec mon épouse, quand même ?

M. le Maire : Non, on n'a que celle-là, non, non, alors là, je n'ai que celle-là, la faucille et le marteau, je n'ai que ça.

Rires

M. le Maire : Bon, on va redevenir sérieux, on va redevenir sérieux.

Donc lorsqu'on fait un portage, c'est qu'il faut donc un projet derrière. En ce qui concerne la SAFER, si on prend ce risque, c'est parce que nous avons des projets derrière, et c'est parce qu'on espère que la Région va plutôt, elle, racheter que nous, avec les mêmes conséquences, c'est-à-dire que les terrains seront gelés en jardins familiaux ou en terres agricoles. Ou d'autres, parce qu'il y a aussi par exemple 40 Choisyens qui actuellement possèdent, enfin ne possèdent pas, exploitent des jardins familiaux sur ces terrains, et ces 40 Choisyens avaient réuni 400 000 euros parce qu'ils voulaient se porter acquéreurs, sur les 900 000. Alors, je ne crois pas trop aux 400 000 euros, mais s'ils ont 200 000 ou 300 000 et qu'ils veulent s'unir à nous pour racheter, pourquoi pas. Parce que ce n'est quand même pas rien, 1,1 million avec les frais. Voilà. Donc lorsqu'il y a du portage, il faut que ça débouche sur quelque chose. Voilà, on ne laisse pas ça en héritage à une autre équipe, on ne laisse pas ça s'endormir, il faut agir, et toute mon équipe va agir. Nous avons des idées, si ça ne se fait pas, bon, très bien, on reconnaîtra que ça ne s'est pas fait, mais dans la

plupart des cas, ça débouche. Ça peut déboucher, nous avons suffisamment de projets pour que ça débouche. Voilà.

Donc ce débat, comme vous l'avez dit, ben oui, c'est bien pour ça, le ROB n'est pas le budget. Donc ce que vous évitez, vous évoquez, vous aurez les détails dans le budget. Le ROB, c'est un débat d'orientation budgétaire. On ne peut pas en mettre, voilà, mais ça m'a fait plaisir de répondre à vos préoccupations. Et effectivement, je ne vais pas aller jusqu'à vous remercier, vous dites qu'il faut qu'on vous remercie. Mais enfin quoi, vous êtes là pour ça. C'est la démocratie, que je respecte. Voilà. La République. Voilà. Et je pense que nous avons eu un beau débat.

Alors pour rester dans la plaisanterie, on n'a pas fait comme deux personnages que chacun à notre niveau ont connu, ou peut-être que les plus jeunes n'ont pas connu, on n'a pas fait comme les débats entre Monsieur Elkabbach et Monsieur Georges Marchais, que vous deviez bien aimer, ou l'un disait : « Ce n'est pas ma question », et l'autre répondait : « Mais c'est ma réponse. » Au moins, nous avons répondu à vos questions. Voilà. Si vous en avez d'autres, nous allons y répondre. Sinon, on va procéder, puisqu'il faut voter, au vote, acter que ce débat a eu lieu. Donc je propose qu'on passe au vote.

Alors, y a-t-il des votes contre ? Il ne s'agit pas de voter pour ou contre le ROB, mais de voter pour acter le fait qu'il y a eu débat. S'il n'a pas été assez long, on peut continuer.

Rires

M. le Maire : Alors, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non... Donc c'est voté, vous voyez, je m'autocensure comme faisait l'ancien maire quelquefois.

Rires

M. le Maire : Nous avons voté à l'unanimité, et je vous en remercie. Voilà. Bon.

La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Avant, dans le vieux monde, au cinéma, il y avait un entracte. On allait au bar, on buvait un coup et on revenait. Ce serait bien d'instituer ça au Conseil municipal. On fait un entracte, on va boire un coup et on revient.

Allez, le point suivant.

HABITAT

→ 3. Approbation des conventions pour la reconduction des mesures d'accompagnement social liées au logement pour l'année 2021

M. le Maire : Alors, approbation des conventions pour la reconduction des mesures d'accompagnement social liées au logement pour l'année 2021. Monsieur Frédéric Druart.

M. Druart : Alors, bonsoir à tous, après le plat de résistance, on va passer au fromage.

Donc pour l'approbation des conventions, nous avons cinq conventions, dont deux pour le Relais 94. Alors, le Relais 94 accompagne les ménages en détresse psychologique ou ayant un handicap psychique, et les ménages en voie d'insertion. Donc pour la première convention que vous avez en pièce jointe, le public visé, c'est les ménages en difficulté sociale et/ou économique issus du fichier des demandeurs de logements de la ville qui

nécessite une intervention spécifique de l'association pour une acceptation de leur candidature en Commission d'attribution des logements d'un bailleur social.

Alors, le deuxième, c'est un tout petit peu différent. Les ménages suivis dans le cadre du groupe local du Conseil de secteur de santé mentale, alias CLSM, en difficulté d'insertion par le logement et issus du fichier des demandeurs de logements de la ville. Pardon. Alors, pour le petit bilan, il faut savoir que cette convention est renouvelée depuis 2001, que 72 familles ont été suivies pendant toutes ces années, et des dossiers ont été abordés dans le cadre du CLSM, ce qui fait à peu près 110 familles, enfin, 110 ménages qui ont été suivis en totalité. La petite différence, c'est que pour la deuxième convention, on ne suit plus deux ménages maximum, mais trois, donc une augmentation de budget pour le social. Une petite parenthèse pour la remarque qui a été faite tout à l'heure.

Après, nous avons une autre convention avec l'aide d'urgence du Val-de-Marne, l'AUVM, qui prend en charge les ménages en situation de grande exclusion qui nécessitent une période transitoire dans un logement relais, donc 7 ménages suivis en 2020 dont une entrée en début d'année, deux ménages ont été acceptés en Commission d'attribution et attendent leur entrée dans le parc public, ainsi, deux nouveaux ménages pourront entrer dans le dispositif en 2021. Donc cette convention est renouvelée depuis 2011, ce qui représente 5 ménages, enfin, fois neuf, donc 45 ménages depuis l'existence de cette convention. C'est déjà pas mal.

Après, une autre convention sur le Comité local pour le logement autonome des jeunes, le CLLAJ, qui accompagne les jeunes de moins de 30 ans étudiants ou en voie d'insertion professionnelle justifiant des ressources liées à l'emploi, contrat d'alternance, contrat pro, CPD, temps partiel... Quatre jeunes sont donc en collocation dans un appartement du bailleur Valophis Habitat au centre-ville, ils ont tous été acceptés en CAL, enfin, en Commission d'attribution, en fin d'année 2020, et quatre nouveaux jeunes pourront faire leur entrée en début de l'année 2021. Le CLLAJ travaille en partenariat avec le Conseil départemental pour l'entrée de quatre jeunes majeurs issus du programme « Renforcer l'autonomie des jeunes pour leur insertion », le REAJI.

Et puis la dernière convention, pardon, alors, le Pari Solidaire, qui est beaucoup plus récent, qui favorise la collocation intergénérationnelle dans le but de rompre l'isolement des seniors et d'aider au relogement des jeunes. Dans la convention jointe, vous pouvez voir qu'il y a deux dispositifs qui sont détaillés, et nous avons pu voir dans le dernier Choisy Infos un petit article sur justement une collocation intergénérationnelle. Donc ces conventions sont prévues pour une durée d'un an, et un an reconductible avec accord des deux parties. Et je vous propose de voter tout d'abord ces conventions. Merci.

M. le Maire : Bien, quand même, pour résumer, en écho des baux que nous venons d'avoir. Si ça, ce n'est pas du social... Nous accompagnons les ménages en détresse psychologique et/ou en handicap psychique, et les ménages en voie d'insertion. Ces conventions sont aussi pour prendre en charge les ménages en situation de grande exclusion, nous avons aussi une convention pour le logement autonome des jeunes. Tout à l'heure, vous nous avez demandé : « Que peut-on faire pour les jeunes ? », nous avons aussi une convention pour encourager quelque chose qui me tient à cœur et qui doit se développer et qui a beaucoup de succès, c'est la collocation intergénérationnelle. Quand même, on ne fait pas de social ? On laisse tomber le social ? Enfin, quoi.

Y a-t-il des questions, on peut procéder au vote ? Il y a des questions ? Monsieur Guillaume.

M. Guillaume : Oui, c'est une explication de vote. Bien évidemment, nous voterons pour l'ensemble de ces renouvellements de conventions d'accompagnement social au logement, parce que c'est une démarche qui est inscrite dans l'ADN de notre ville, et comme ça a été

mentionné à la Commission qui s'est réunie, pour celle-là, comme pour les deux délibérations qui suivent, nous approuvons l'ensemble de cette démarche puisqu'on est dans un principe de reconduction, bien évidemment, qui est important pour les jeunes et les familles concernées.

M. le Maire : Bien, merci, donc je comprends que c'est un vote à l'unanimité. Très bien, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

→ 4. Acquisition-amélioration de l'immeuble situé au 86 bd de Stalingrad : 37 logements locatifs sociaux - 33PLUS/4 PLAI, et garantie d'emprunt complémentaire pour la réhabilitation

M. le Maire : Donc point suivant, c'est toujours Monsieur Druart. Il s'agit de l'acquisition-amélioration de l'immeuble situé 86, boulevard de Stalingrad. Monsieur Druart, du classique.

M. Druart : Oui, c'est du classique, en effet. Donc l'acquisition, ça concerne l'amélioration d'un bâtiment qui se trouve près de la bretelle de l'A 86, 86 boulevard de Stalingrad, qui fait partie du bailleur social Toit et Joie, anciennement RATP, un petit clin d'œil à Monsieur Guillaume qui avait fait la remarque en Commission. Donc Toit et Joie a fait un prêt de 600 000, 611 000 euros, et demande tout simplement une garantie d'emprunt de la Ville au prêt contracté auprès des banques du territoire pour le financement de la réhabilitation complémentaire d'isolation thermique et phonique.

Donc en contrepartie, il y aura 5 logements qui seront attribués au quota de la Ville, ce qui porte la réservation municipale sur cet immeuble à 13 logements, soit à peu près 35 %. Donc je ne rentre pas dans le détail sur les typologies des appartements, vous les avez dans la note explicative, et puis le détail de la convention en pièce jointe. Merci.

M. le Maire : Très bien, donc je pense que c'est des choses que nous avons habituellement votées, d'ailleurs, en général, à l'unanimité, donc je pense qu'il y a unanimité, très bien.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

→ 5. Approbation de la convention d'objectifs 2021-2024 entre la Ville et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne (ADIL)

M. le Maire : Ce que je propose sur les points suivants, comme ils ont été vus en Commission, je demande si c'est possible aux intervenants de faire un résumé pour la compréhension des Choisyennes et des Choisyens qui sont en visioconférence, mais de résumer l'essentiel, de quoi il s'agit sans tout lire, parce que là, effectivement, nous avons deux gros sujets, et moi, finir à 3 h 00 du matin, ça ne me dérange pas, mais je pense que certains ou certaines, et puis les gens qui nous regardent, peut-être, voilà. Donc on va faire en sorte d'aller à l'essentiel, de bien résumer, et puis d'aller au vote.

Donc c'est toujours Monsieur Druart, voilà, qui est réclamé par l'assemblée pour l'approbation de la convention d'objectifs 2021 entre la Ville et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne, l'ADIL. Monsieur Druart.

M. Druart : Alors, c'est une convention qui a été mise en place en 2013, donc c'est pour assurer une permanence mensuelle à Choisy-le-Roi pour :

- Informer les habitants sur des conseils pratiques sur le logement, voilà, et aux habitants et aux professionnels à titre gracieux,

- Renseigner et former les acteurs de logements publics et privés du Val-de-Marne,
- Observer les dynamiques de marchés immobiliers,
- Produire de la connaissance sur les problématiques en matière d'habitat.

Donc je voulais aussi dire, parce que c'était une question à propos, dans cette convention, il est prévu des séances d'informations thématiques de 600 euros à destination du public, c'était pour dire que c'était optionnel, voilà, et qu'on n'en avait pas fait, notamment en 2020.

Donc cette convention, elle est pour une durée de... Attendez, que je ne me trompe pas, il me semble que c'est un an. D'un an, oui, un an renouvelable par tacite reconduction.

M. le Maire : Un an, très bien.

M. Druart : Un an, oui.

M. le Maire : Alors...

M. Druart : J'ai vérifié, parce que comme il y en a plusieurs, voilà. Merci.

M. le Maire : Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.

ESPACE PUBLIC

→ 6. Approbation de la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation et à la maintenance du Tram 9 à passer entre la commune et Ile-de-France Mobilités après la réception des travaux

M. le Maire : Alors, l'espace public. Alors, Monsieur Bolle va nous parler de l'approbation de la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation et la maintenance du Tram 9. Monsieur Bolle, vous avez la parole.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vais faire très court. Pour le coup, je vais vous épargner les quelque 40 pages de cette convention qui est tout simplement un préalable obligatoire à la mise en circulation du T9, du tramway qui arrive sur notre ville, enfin, après cinq années de travaux retardés par la crise du Covid. Donc mise en circulation qui est prévue pour le mois d'avril.

Cette convention est vraiment typique, elle a été proposée par Île-de-France Mobilités, et présente l'ensemble des points techniques qui permettent de spécifier les modalités d'intervention de l'avenue de Choisy, d'Île-de-France Mobilités sur le périmètre de la ville, sur les deux rues sur lesquelles le tramway intervient sur notre voirie communale. Donc il s'agit de la rue Robert Peary et de la rue Christophe Colomb, et très facilement, sur l'emprise du tramway Île-de-France Mobilités devra faire son entretien, sur l'emprise restant à la commune, les trottoirs et le restant de la voie, reste évidemment à la charge de la commune, bien évidemment. En cas de force majeure, il est bien entendu que l'un ou l'autre des partenaires, dans cette convention-là, peut intervenir en prévenant soit Île-de-France Mobilités soit la Ville, bien sûr.

Cette convention, elle n'a pas de limite de date d'existence, en fait, elle existe tout le temps, toute la durée sur laquelle le tramway existera également. Donc il s'agit encore une fois d'un

texte obligatoire pour mettre en circulation le T9 sur lequel il n'y a pas de discussion à avoir, puisqu'on est vraiment sur des aspects techniques tout à fait classiques. Merci à vous.

M. le Maire : Bien, des votes contre ? Abstentions ? Ah, Monsieur Terence veut la parole. Vous l'avez, Monsieur.

M. Essone Mengue : Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, puisque c'est la soirée des hommages, je vais en faire un par rapport à l'arrivée du tram à Choisy, parce qu'il s'agit d'un travail qui a été mené par Monsieur Daniel Davisse qui s'est impliqué, qui s'est battu, qui a fait pas mal de choses pour la ville de Choisy-le-Roi, malgré tout ce que vous avez pu reprocher aux majorités précédentes. Je crois que sur ce point-là, sur ce projet-là, il faut quand même lui rendre hommage, parce que c'est un projet qui englobe de nombreux aspects, notamment écologiques, parce que le T9 va vraiment permettre de désengorger les rues, il va permettre à de nombreuses Choisyennes et de nombreux Choisyens de pouvoir se déplacer encore un peu plus, et pourquoi pas d'abandonner la voiture, donc ce qui aura aussi un effet sur donc sur l'environnement.

Et puis, pour faire un petit peu de provocation, pour finir, j'ai envie de vous poser une question au regard de certains propos que vous avez eus, notamment sur l'inutilité du tramway au moment où vous siégiez dans l'opposition, pour savoir comment vous vous sentez aujourd'hui, à l'orée de l'inauguration de ce Tram 9 ?

M. le Maire : Très bien, Monsieur Terence. Je pense que ce n'était pas à l'ordre du jour, mais je tiens à vous rassurer, je vais très bien, je me sens très très bien, et pour paraphraser un grand homme, je ne me prétends pas du tout son égal, mais peut-être pour vous rassurer, peut-être qu'un jour je me sentirai mal, peut-être, ça arrivera, mais sur le plan du tramway, je persiste et signe sur tout ce que j'ai dit, je suis en désaccord complet avec ce que vous venez de dire. Je vous ferai la même information que Monsieur Hutin, vous n'avez pas assisté aux débats du tramway, je suis désolé, je n'ai jamais été contre le tramway, je l'ai été sur le choix de ce tramway qui est dépassé, et sur sa conception qui me donne raison tous les jours. Vous osez parler d'économie, d'écologie lorsqu'on parle de tramway, ça a été la grande tromperie de ces dernières années. Là où le tramway passe, les arbres trépassent. Sur notre ville, des arbres qui avaient 70, 80 ans ont été abattus. Dans toutes les villes où il y a le tramway, c'est l'écologie qui en prend un coup. Désolé, mais mes amis écologistes, on peut avoir quelques divergences parfois, il y avait des tramways aujourd'hui, et il aurait mieux valu apporter un T Zen, et on ne va pas refaire ce débat sur la ville.

J'avais aussi mis en garde contre les possibilités d'embouteillage, puisqu'ils ont réduit l'avenue de la République à partir de la Demi-Lune à une voie, je vous invite, alors que la plupart des Choisyennes et des Choisyens sont au télétravail, à voir comment ça se passe à 17h00. C'est embouteillage, embouteillage, pollution, et de plus, j'ai assisté plusieurs fois avec des ambulances ou des voitures de pompiers qui étaient coincées, sans aucun dégagement possible. Alors bravo comme réalisation, j'estime qu'on a détruit notre ville, qu'il était possible de la moderniser en transport par un autre choix. Je persiste et je signe auprès de la population qui s'en rend compte maintenant chaque jour, mais c'est un peu tard.

J'ajouterai que, pas plus tard qu'il y a 15 jours, j'ai eu une réunion avec Île-de-France Mobilités envers qui je n'ai pas mâché mes mots, ils se moquent de nous notamment sur ce qui avait été prévu en végétation, il nous manque 60 arbres, 60 arbres non plantés, et ils s'étaient engagés à les planter. Et je ne les lâcherai pas, ils nous doivent ces 60 arbres.

Voilà, Monsieur Terence. Donc je me sens très bien, et pour paraphraser un autre Monsieur, comment il disait ? Je ne vais pas le dire, car je ne veux pas finir comme lui, il a dû partir au Canada. Ceux qui suivent la politique comprendront.

Rires

M. le Maire : Voilà. On va procéder au vote et revenir à l'ordre du jour. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. Donc c'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous en étions sur le Tram 9... Bon, si à un moment, vous entendez le mot « médiathèque », s'il vous plaît, moi je veux bien, mais on ne refait pas le débat de la médiathèque. Ou alors, vous le dites tout de suite. Bon.

RENOUVELLEMENT URBAIN

→ **7. Quartier Sud : Modification des principes de concertation réglementaire en raison de la pandémie, en vue de l'aménagement des Navigateurs/Cosmonautes et préalable à la création d'une ZAC sur le secteur**

M. le Maire : Le quartier Sud. Modification des principes de concertation réglementaire en raison de la pandémie, je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Oui, Monsieur le Maire, je vais être très bref. Il s'agit tout simplement d'une des conséquences de la pandémie qui bouscule nos habitudes de participation et nos pratiques démocratiques sur la ville en matière de concertation de la population, et ça rejoint une des observations qui a été posée ce soir.

Donc la délibération que je vous présente est une alternative à cela, c'est-à-dire tout simplement l'idée, c'est de substituer d'autres modes opératoires à ce qui a été prévu, en l'occurrence, la tenue d'une réunion publique, je rappelle le contexte, on est dans le contexte d'une concertation réglementaire liée à la question de la ZAC des quartiers sud. Donc la tenue d'une réunion publique pourrait avoir lieu en présence des habitants, des associations locales, mais c'est pour ça qu'il faut être agile. Il serait aussi envisagé que la tenue de cette réunion publique soit substituée par des ateliers avec un nombre de participants restreints.

Deuxième point, c'est la mise en œuvre d'une exposition pendant une durée d'un mois. Là, pour le coup, ce qui a été prévu et ce qu'on envisage, c'est que cette exposition puisse être diffusée par voie digitale, par voie numérique, soit sur le site de la Ville, soit sur le site de Valophis. Et puis, quelque chose qui ne change pas, c'est la mise à disposition du public d'un registre papier et d'une adresse e-mail via laquelle chacun pourra consigner ses observations. Voici de quoi il s'agit. Merci.

M. le Maire : Voilà, et comme je vous l'ai dit en préambule, il y a eu une concertation en ce qui concerne l'espace socioculturel, nous allons aussi continuer dans ce sens. Monsieur Didier Guillaume s'est absenté, bon, eh bien, c'est dommage, parce que j'avais une remarque à lui faire puisqu'il est toujours administrateur, je crois, à moins que je me trompe, mais il a beaucoup d'amis, chez Valophis, et on rencontre quelques difficultés avec Valophis. Donc, si Monsieur Didier Guillaume pouvait, tout à l'heure, j'ai parlé du cinéma où il y avait un entracte, mais c'était une plaisanterie, il n'y a pas d'entracte pendant le Conseil, mais... Enfin, il a peut-être... Bon, eh bien tant pis. Je lui en ferai part après le Conseil.

En fait, il y a une difficulté, vous savez que sur ce programme, il y a des constructions neuves et une partie à réhabiliter. Et d'ailleurs, l'ANRU fait la même remarque. Ce que nous

demandons à Valophis, qui a déjà acté un choix, c'est, et ça ne va pas retarder leur programme, c'est de tenir compte de ce qui va être construit pour qu'il y ait osmose, quand même, entre ce qui est rénové et ce qui va être construit. Et d'ailleurs, l'ANRU qui finance, est quand même du même avis, et ça n'est pas demander grand-chose que de veiller, dans l'intérêt des habitants, pour la réussite de ce programme, que l'architecture ne soit pas trop discordante et qu'elle puisse avoir un rappel. Voilà, c'est tout. Ce n'est pas du tout mettre en concurrence des architectes qui seraient choisis par Valophis pour la réhabilitation, et puis des architectes qui vont faire les nouvelles constructions. Donc je voulais demander à Monsieur Didier Guillaume, s'il en était d'accord, de nous soutenir là-dessus, ça ne retardera pas le programme, et c'est quand même important pour la population. Mais bon, ce n'est pas... Voilà.

Bon, on va procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, parce que je suppose qu'il n'ira pas contre ça.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Ah, ce n'est pas Monsieur Guillaume. Bon. Alors, le prochain point, donc là, nous allons passer... Comment ? Si, si, c'est à l'unanimité. Si, si, si.

Alors, ressources humaines... Ah, revoilà Monsieur Didier Guillaume. Écoutez, je n'osais pas vous le dire, mais là, vous nous avez manqué.

Rires

M. le Maire : J'avais une demande à vous faire.

M. Guillaume : Je vous demanderai l'autorisation la prochaine fois...

M. le Maire : Comment ? Voilà. Normalement, l'entracte qu'il y a au cinéma, pour l'instant, on ne l'a pas actée au Conseil. Mais bon, mais je comprends qu'il puisse y avoir des besoins.

Rires

M. le Maire : OK. Non, ne faites pas comme Depardieu dans l'avion, il a eu des ennuis.

Rires

M. le Maire : On parlait de Valophis, et donc de... D'une modification des principes de concertation. Bon, ça va se faire par un atelier parce que nous allons quand même continuer ces concertations. On a, nous avons un petit différent avec Valophis, et comme je sais que vous y avez de nombreux amis et que c'est dans l'intérêt de la ville, et c'est quand même ce qui peut, sur certains points, nous unir, c'était le cas dans le passé et je sais que ce sera le cas aussi ce soir et dans l'avenir, dans l'intérêt de notre ville. Il y a, comme vous l'avez dit tout à l'heure, une partie à rénover et puis des constructions nouvelles. Donc les architectes, le cabinet d'architecte mandaté par Valophis a déjà fait des propositions de restructuration, de concepts pour rénover. Nous lui avons juste demandé, et l'ANRU appuie là-dessus, qui est quand même le grand financeur, de se concerter avec l'atelier d'architecte qui, lui, va être à la manœuvre, et qui va notamment faire la construction du centre socioculturel et autre, de s'accorder pour qu'il n'y ait pas de différenciation criarde dans le traitement de la rénovation par rapport aux constructions nouvelles, pour qu'il y ait une certaine harmonie. Et Monsieur « Ouali », excusez-moi, le Directeur... Monsieur ?

M. Guillaume : Farid Bouali, le directeur général adjoint de Valophis.

M. le Maire : C'est ça, Monsieur Farid Bouali est un peu chafouin, un petit peu colère quand on lui a demandé ça. Bon, pourtant, ça ne va pas retarder... Il dit que ça va retarder le programme, etc., et bon, il dit qu'il ne veut pas de concurrence entre... Mais non, il n'y aura pas de concurrence du tout, il y aura une simple concertation pour savoir ce que fait l'un ou l'autre, et essayer dans l'intérêt des habitants de la ville pour que voilà, c'est juste si on pouvait être d'accord, mais comme ça, gentiment, parce que bon, j'ai de très bons rapports avec lui. Je le comprends, il voudrait lancer très vite l'opération et nous aussi, mais voilà, juste faire attention que ça ne discorde pas de trop lorsque l'ensemble sera réalisé. Voilà, on est sur cette... Et d'ailleurs, l'ANRU est de cet avis, c'est quand même le plus grand financeur. Voilà, donc bon, parce qu'il y avait une réunion de prévue justement là-dessus, il n'a pas donné son accord, c'est dommage. Donc si vous en parlez, voilà, puisque le Département est aussi acteur sur ce sujet, je pense que c'était une remarque que j'ai faite, une remarque qu'a fait l'ANRU qui me paraît sensée.

M. Guillaume : Oui, sur ce sujet, lorsqu'on est notamment sur une réhabilitation/démolition/reconstruction d'un ensemble, je pense déjà d'une part, avant la démarche architecturale, qu'il ne faut pas qu'il y ait trop de différence entre les nouvelles constructions et ce qui a été réhabilité, parce que de fait, ça créerait une séparation visuelle, et donc il faut travailler en bonne intelligence dans ce cadre-là. Donc ça me paraît évident, et si vous parlez de l'ANRU, c'est certainement Frédéric Léonard qui a dû intervenir, de fait, je me rapprocherai de Frédéric Léonard pour savoir ce qu'il a dit et intervenir auprès de Farid Bouali sans problème, parce que sur un sujet comme ça, il faut être cohérent, en effet.

M. le Maire : Il a dit ce que je viens de... Mais enfin, vous pourrez le contacter, il a dit ce que je viens de vous dire, c'est-à-dire uniquement qu'il y ait un échange, une concertation, enfin qu'on revoie bien les choses, qu'on ne fasse pas... Il a ajouté même que ce qui risque de se voir le plus, c'est les anciennes constructions réhabilitées par rapport aux nouvelles. Donc ce serait dommage de dépenser autant d'argent dans de nouvelles constructions et, en fait, ce qui serait le phare, ce serait la réhabilitation s'il n'y a pas de symbiose avec la nouvelle. Il a dit ça, vous pouvez l'interroger, mais il n'est pas du tout question de mettre des architectes en concurrence ou de créer un conflit. Pas du tout, c'est une simple concertation. Voilà.

Bien, merci d'aller dans ce sens. Voilà.

RESSOURCES HUMAINES

→ 8. Approbation du mandant donné au Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) pour la négociation d'un contrat-cadre d'assurances sur les risques statutaires

M. le Maire : Alors, le point suivant, donc c'est les ressources humaines... Donc approbation du mandat donné au Centre Interdépartemental de Gestion pour la négociation d'un contrat-cadre d'assurances sur les risques statutaires. Bon, ça, c'est du technique classique. Je donne la parole à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Chers collègues, chère direction générale et chers Choisyens, voilà les enjeux et les objectifs de cette délibération :

- S'associer à la procédure de mise en concurrence et de négociation organisée par le CIG de la petite couronne durant 2021 pour la passation d'un contrat-cadre assurances à risques statutaires. La commune recherche un contrat qui réponde au mieux aux choix de la collectivité concernant les garanties de ses agents, tout en respectant une situation financière acceptable. Alors, information à souligner, le contrat actuel est avec la compagnie Groupama, et depuis deux ans, le coût de ce contrat est en augmentation constante.

- Étude de l'ensemble des risques statutaires proposé par le CIG pour les agents de la collectivité affiliée à la CNRACL, donc il y a le décès, les accidents de service, la maladie professionnelle, la maladie ordinaire, la maternité et l'adoption, les congés de longue maladie et les congés de longue durée.

Une fois les conditions et tarifs connus, une délibération ultérieure cadrera la décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées par le contrat-cadre fixé à compter du 1er janvier 2022. Cette dernière autorisera Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents afférents au présent dossier.

Il est précisé à l'assemblée délibérante que le mandat donné au CIG n'engage nullement la collectivité à adhérer au contrat-cadre. Il permet juste de le faire, si la commune le souhaite, dès le 1er janvier 2022.

M. le Maire : OK, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

→ 9. Modification du tableau des effectifs du personnel communal par création d'un poste de chargé.e de mission développement durable

M. le Maire : Alors, toujours Monsieur Coelho. Bon là, c'est très vite, c'est la modification du tableau des effectifs. Vas-y, cher Vasco.

M. Coelho : Voilà les enjeux et les objectifs de cette délibération :

- Répondre aux attentes des habitants dans la modernisation de la collectivité et sa volonté de s'inscrire dans une politique de développement durable active, une ville qui s'adapte aux défis auxquels est confrontée notre société, climat, ressources naturelles et énergie, santé et alimentation, justice sociale.
- Renforcer une coordination de ses besoins avec la création de ce poste rattaché au DGS pour une action en toute transversalité. Alors, information à souligner, à ce titre, les délégations données aux nouveaux élus soulignent cette évolution des pratiques en matière de transition énergétique, alimentaire, économique, sociale et solidaire.
- Recruter un agent avec un domaine d'expertise correspondant à ces attentes.

C'est une création de poste par la transformation d'un autre existant, ceci n'ayant pas d'incidence ou d'impact budgétaire supplémentaire. Je tiens à vous dire, c'est bien une transformation de poste, du fait qu'il n'y a pas d'impact financier, et nous sommes également en situation de création de poste dans la mesure où il n'existait pas au préalable de poste relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux catégorie A, prioritairement adressé aux agents titulaires. En cas d'impossibilité, un recours à un contractuel est envisagé en conformité avec la réglementation actuelle par contrat d'une durée de trois ans maximale, renouvelable par expresse reconduction, loi du 26 janvier 1984.

M. le Maire : Bien, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.

→ 10. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Alors, modification du tableau des effectifs, toujours Monsieur Coelho.

M. Coelho : alors, c'est une proposition de transformation de poste, comme vous pouvez le voir dans la délibération qui est en votre possession. Donc c'est un intitulé d'ingénieur en chef qui auparavant avait l'intitulé d'ingénieur principal. Bon, c'est tout à fait classique.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Donc votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Bien, merci.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

CULTURE

→ 11. Proposition de nomination d'une nouvelle directrice de la régie autonome du Théâtre-Cinéma Paul Éluard

M. le Maire : Alors, la culture. Proposition de nomination d'une nouvelle directrice de la régie autonome du théâtre-cinéma Paul Eluard. Madame Sushma Ostermeyer, qui est experte dans les exposés concis.

Rires

M. le Maire : La parole est à Madame Ostermeyer.

Mme Ostermeyer : Rassurez-vous, ça va être très rapide, oui. Bonsoir à toutes et tous.

Cette délibération concerne la régie autonome du théâtre-cinéma Paul Éluard. C'est un établissement public qui dispose de son Conseil d'administration et d'un président élu par celui-ci. Un certain nombre d'entre vous savaient déjà, avaient eu connaissance du départ volontaire de la directrice, Madame Cécile Marie, et ça s'est passé au mois de décembre 2020. Maintenant, la procédure qui permet son remplacement est définie comme suit : le président nomme le directeur désigné par le Conseil municipal sur proposition du maire, sur la base d'un projet artistique. Il vous est donc proposé ce soir de désigner Madame Vanessa Mestre comme directrice de la régie théâtre-cinéma Paul Éluard.

Mais avant cela, le président de la régie tient à vous dire quelques mots, je crois.

M. Desroches : Merci, Sushma, bonsoir à tous. Bon je vais essayer d'être rapide, bon, tout d'abord je suis honoré de prendre la parole pour la première fois au sein de ce Conseil municipal. Donc là, je mets ma casquette de président de régie donc pour dire que je me réjouis de cette nomination, puisque dès ma prise de fonction, j'ai travaillé directement avec elle, en fait, lorsqu'elle était encore directrice adjointe, donc avec une relation de confiance et de bienveillance, qui nous permet de travailler efficacement, à la fois pour permettre la continuité du projet de scène conventionnée qui avaient été initié, et à la fois de faire des spectacles locomotives pour faire plaisir aussi aux Choisyens de temps en temps tout au long de la saison culturelle.

Donc je voudrais également effectivement saluer le travail de Madame Cécile Le Vaguerèse-Marie donc qui nous quitte pour de belles perspectives professionnelles, et elle sera toujours la bienvenue au théâtre-cinéma. Et enfin, je voudrais juste, pour terminer très rapidement, adresser un petit clin d'œil à mon prédécesseur, Monsieur Gabriel Roche. Au moment du Conseil d'administration pour la passation de pouvoir, il avait eu ce bon mot en disant à tous les membres qu'ils ne seraient pas perdus, parce qu'après Roche, ils ont Desroches. Comme ça, au moins... Voilà.

Rires

M. Desroches : D'ailleurs, je salue au passage tous les membres du Conseil d'administration qui siègent à chaque fois avec moi. Voilà. J'en ai terminé, merci.

M. le Maire : Bien, merci. Je crois qu'en fait, cette nomination tombait sous le sens, puisqu'après le départ de Madame Cécile Marie, il était important quand même de nous assurer de la continuité, et en plus, dans le sens d'ouverture qui est manifestée, qui s'est manifesté avec Madame Mestre qui était surtout adjointe et qui connaît très bien le fonctionnement du site du théâtre-cinéma, cette candidature a fait l'unanimité parmi nous.

Et donc je demande l'avis du Conseil ce soir. Y a-t-il des votes contre ?

M. Guillaume : Monsieur le Maire.

M. le Maire : Ah, il y a une question. Pardon.

M. Guillaume Oui, oui, une demande d'intervention. Dans la délibération, et c'est bien normal dans la modification d'un poste tel que celui-là, l'essentiel, c'est la base et les axes du projet artistique et culturel, sachant qu'un directeur d'équipement tel que celui-là a son autonomie dans sa démarche notamment de directeur de programmation. Donc ma question est la suivante, il y en a deux, en réalité, Vanessa, qu'est-ce qu'elle a proposé comme grand axe de démarches artistiques pour le théâtre cinéma ? Première question.

Deuxième question, comme la démarche artistique induit, et c'est très lié à la personne, que la scène conventionnée reste scène conventionnée à la DRAC du fait de la direction artistique, donc quel avenir pour la scène conventionnée au regard du projet ?

La dernière question, c'est : Vanessa aura-t-elle un ou une adjointe ? Puisqu'elle était adjointe voilà.

M. Desroches : Si vous me permettez, je vais...

M. le Maire : Vas-y, Damien.

M. Desroches : Oui, alors donc, pour répondre sur les deux questions, enfin, oui, pour la scène conventionnée, nous la continuons, nous avons eu des rendez-vous avec effectivement tous les partenaires, la DRAC et le Département, qui sont très enthousiastes de la nomination de Madame Mestre qui s'inscrit dans la continuité du projet de diversité linguistique qui avait été initié par Madame Cécile Marie.

Et pour la deuxième question, et vous faites bien de la poser parce que du coup, je me sens honteux de l'avoir omis, mais effectivement, en fait, Madame Aurore Desbois va être la directrice adjointe, en fait elle travaillait déjà au sein du théâtre, en collaboration avec Vanessa Mestre, en fait, c'est l'évolution naturelle, c'est un glissement de poste pour ces deux personnes, et on en est très content. Voilà.

M. le Maire : Madame Juhel.

Mme Juhel : Oui, en tant que membre du Conseil d'administration du théâtre, moi je peux dire qu'on se réjouit beaucoup du fait qu'il y ait continuité de projet artistique et continuité de direction, et j'allais dire aussi continuité de Roche à Desroches, parce que nous apprécions beaucoup le nouveau président.

M. le Maire : Merci pour elle. Matthias a demandé la parole.

M. Fondeneige : Oui, je donnerai juste une précision par rapport à la convention et à la...

M. le Maire : Alors, juste, Matthias, il fait partie du Conseil d'administration également.

M. Fondeneige : Oui, tout à fait, merci pour cette précision, Monsieur le Maire, que j'ai omis de dire. Donc je donnerai juste une précision par rapport au projet artistique et à la scène conventionnée, je parle sous votre contrôle, Monsieur le Président de la régie. La nomination de Vanessa Mestre a été accueillie très favorablement, comme Monsieur Desroches l'a dit, à tel point que normalement, dans un cas comme celui-là il y a une période d'observation du projet artistique qui est mis en place de six mois par la DRAC, et nous avons été exemptés de cette période d'observation puisque c'était une continuité de travail et de personnes.

M. le Maire : Peut-être, si Madame Ostermeyer veut... non ? Alors je me permets, je vais juste vous apporter quelques précisions plus précises sur le projet de Madame Vanessa. Comme l'a dit Matthias et le président Damien du cinéma-théâtre, pour l'instant, il y a une continuité sur les programmes passés. De plus, les programmes qui n'ont pas pu avoir lieu sur 2019 ont été reprogrammés sur 2020, donc il n'y a vraiment pas de rupture, si ce n'est que nous avons discuté avec elle, je tiens à le dire et je la remercie parce que c'était un désaccord que nous avions avec Madame Cécile Marie, c'est d'amender un petit peu sur l'année, de mettre quelques pièces un petit peu populaires, je vais dire le gros mot qui fâche tous les intellectuels de la culture, quelques pièces, osons-le, de théâtre de boulevard parce que de temps en temps, il y a aussi une demande après des journées fatiguées, après une traversée du Covid, une bonne pièce où on se marre bien, je ne dis pas que ce n'est pas le cas actuellement, mais bon, c'est quand même quelquefois assez élitiste, donc nous avons conclu qu'il y aurait, c'est juste pour répondre à Madame Juhel et Monsieur Didier Guillaume sur le projet de route, qui est important, effectivement, de Madame Mestre, il est à 80 % identique à ce qui se faisait jusque-là. Il y aura quelques pièces de plus grand public, peut-être plus connues, plus dans un sens peut-être, je n'allais pas dire... Et, oui, important, merci Madame Ostermeyer, nous avons demandé au moins une fois par an, ce qui se fait dans d'autres villes, s'il était possible d'inviter la Comédie-Française à jouer une pièce à Choisy-le-Roi. Elles le font dans d'autres villes, nous verrons si c'est possible. Voilà, c'est juste ces petits ajustements à la marge, et surtout, grande nouvelle pour tous les cinéphiles, où j'invite tous les membres du Conseil à venir, il y aura... Je parle du projet, vous m'avez posé la question, je réponds, et on passe au vote.

Rires

M. le Maire : Ah, d'accord. Bon, donc...

M. Guillaume : Nous serons en désaccord avec vous sur la Comédie-Française, puisque si vous regardez bien leur programmation, il y a des sujets très élitistes.

M. le Maire : Oui, « *Les Fourberies de Scapin* ».

Rires

M. le Maire : Mais ça, c'est parce que dans « les quartiers », entre guillemets, il y a une attente, ils apprécient, regardez les rappeurs de qui ils s'inspirent. C'est... Donc il ne faut pas croire, et c'est leur faire honneur que de leur présenter une pièce de la Comédie-Française, parce qu'ils sont tout à fait capables, au niveau, de l'apprécier. Si, si, ça se fait, et ça sera bien. Et aussi, grande nouveauté et je m'en réjouis, il y aura un ciné-club le premier jeudi de chaque mois, voilà, avec un petit débat, et là, il y aura une pause. Une pause, on n'est pas d'accord si c'est avant le film ou après le film, alors, avant le film, ce n'est pas une pause...

Rires

M. le Maire : Donc il y a ce grand débat, vous pouvez participer, nous aider à trancher. Mais il y aura un ciné-club le jeudi soir qui a eu lieu dans le passé avec des débats, nous espérons faire ça en lien avec la cinémathèque française, je suis sûr que ça passionnera les jeunes et moins jeunes, ce sera pour les jeunes de 7 à 77 ans. Décidément, j'aime bien le vieux monde, parce qu'il y avait un excellent journal que je lisais dans ma jeunesse, qui était intitulé « *Les jeunes de 7 à 77 ans* », donc nous sommes tous jeunes dans cette salle.

Voilà pour les petites modifications à la marge, mais à 85 %, c'est la même feuille de route qu'il y avait avec Madame Marie.

D'autres questions, ou... ? Non, on vote. Alors, y a des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Donc on est en période Covid, mais on ne manquera pas de nous amener le champagne, je suis sûr.

Rires

DÉVELOPPEMENT DURABLE

→ 12. Actions d'éducation au développement durable à destination du public scolaire sur l'année 2020-2021 : approbation du renouvellement de la convention à passer avec l'association Nature et Société

M. le Maire : Alors, développement durable, vie éducative. Actions d'éducation au développement durable à destination du public scolaire. Madame Bénédicte Hache, vous avez 28,5 secondes.

Mme Hache : Je vais essayer de tenir le pari. Bonsoir, messieurs-dames, bonsoir, Monsieur le Maire. Merci de me donner la parole.

Il s'agit ce soir de vous présenter la convention que la Ville souhaite signer avec l'association Nature et Société. Ce partenariat s'inscrit dans le prolongement des actions de sensibilisation au développement durable en direction des enfants de la ville. Il s'agit ici de permettre aux professeurs des écoles de faire école dehors, c'est-à-dire d'utiliser les espaces verts de la ville comme support pédagogique, balayer différents champs du programme scolaire en prenant appui sur la nature qui nous entoure, et favoriser la curiosité et l'apprentissage des enfants. Ces séances d'école dehors seront élaborées et menées en partenariat avec l'association Nature et Société, et c'est un projet qui a reçu l'aval de l'inspectrice d'académie. Ce sont donc 9 classes d'écoles différentes qui vont bénéficier de 6 séances d'une demi-journée chacune, et pour un budget qui s'élève à 14 960 euros.

Ai-je tenu les 28 secondes, Monsieur le Maire ?

M. le Maire : C'est parfait, et d'ailleurs, si vous voulez ajouter quelque chose, parce que c'est quand même un sujet qui nous tient à cœur, l'éducation des enfants, ça mériterait effectivement même une plus longue présentation, mais bon, vous avez dit l'essentiel. Si vous voulez rajouter un petit mot, j'en rajouterai un aussi.

Mme Hache : Je présenterai quelque chose de plus élaboré peut-être à un prochain Conseil, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Très bien. Décidément, le vieux monde n'était pas mal. Parce que moi, je me souviens d'un bouquin très joliment dessiné avec des feuilles, des arbres, la nature, et comme je collectionne les vieux fascicules scolaires, je lance un appel à ceux qui auraient dans leur tiroir des fascicules de 1960, pas avant, à partir de 1960. C'est les plus jolis. Donc il y avait un merveilleux petit livre sur lequel les écoliers étudiaient qui s'appelait « *La leçon de choses* ». Et ça se passait dans les forêts, dans les rues, partout. Rien que le titre, « *La leçon de choses* », c'est magnifique. Voilà. Et nous allons renouer avec ça.

Un vote ? Non, vous voulez intervenir, Monsieur Guillaume ?

M. Guillaume : Oui, explication de vote. Bien évidemment, on va voter cette nouvelle convention qui s'inscrit dans l'histoire et dans le temps, pas l'histoire que vous venez d'évoquer, mais tout le travail d'éducation et pédagogique auprès des enfants et en collaboration avec l'Éducation nationale. Donc nous nous en félicitons, et nous sommes heureux aussi de voir que vos propos ont évolué par rapport à Nature et Société.

M. le Maire : Monsieur Guillaume, vous faites référence à ma très bonne amie Nadia Brahimi avec qui j'entretenais les meilleures relations, en tout bien tout honneur, voilà. Nous nous respectons et nous nous apprécions. J'aimais bien la taquiner sur le brossage des dents, c'est tout. Je remets dans le contexte.

Rires

M. le Maire : Vous voyez qu'on va plus loin que le brossage des dents, quand même. Si, si, elle nous présentait ça, mais ce qui est utile.

M. Guillaume : Oui, oui, je ne veux pas polémiquer, mais vos propos, par rapport au brossage de dents, tout ça, je ne saisis absolument pas.

M. le Maire : Mais je suis comme vous, j'étais dans l'opposition, Monsieur Guillaume. Maintenant, c'est à votre tour.

Rires

M. le Maire : Bon, ce n'est pas tout à fait la même chose, mais bon. C'est... L'important, c'est que ça se fasse.

Rires

M. le Maire : Alors, on vote, ou il y a encore des remarques ou des questions ? Monsieur... Non ?

Alors, des votes contre ? Abstention ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

POPULATION

→ 13. Présentation du rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP)

M. le Maire : la population, on va revenir à Monsieur Coelho. Donc là aussi, 24,2 secondes, parce que...

M. Coelho : Impossible pour moi, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Impossible.

M. Coelho : C'est un rapport, et encore, je vais survoler tout ça.

M. le Maire : Non, non, mais là, les rapports...

M. Coelho : Je vais survoler tout ça très vite...Donc le SIFUREP, évidemment, c'est un syndicat qui est très occupé actuellement par rapport à l'épidémie du Covid-19 qui a eu de lourdes conséquences sur l'organisation des obsèques, et a révélé... Je m'arrête ou je continue ?

Rires

M. Coelho : Comment ?

M. Guillaume : C'est une responsabilité toujours difficile, nous faisons pareil avec Anne-Marie Arnaud quand elle me représentait...

M. Coelho : Ce n'est pas facile.

M. le Maire : ce n'est pas évident, mais bon.

M. Coelho : Mais bon, les réunions, elles sont moins macabres, on n'est pas en présentiel.

M. le Maire : Un peu de sérieux.

Rires

M. le Maire : Bon, c'est...

M. Coelho : Bon, alors, ... L'épidémie du Covid-19 a eu de lourdes conséquences sur l'organisation des obsèques et a révélé l'importance du funéraire dans la chaîne sanitaire. Suite aux élections municipales, les élus du Comité syndical ont été renouvelés en septembre, et s'engagent pour 5 ans dans les décisions et le développement du SIFUREP. Donc je suis le délégué titulaire, et ma collègue Marina Brulant est la suppléante.

Alors, je vais vous lire un petit peu la lettre, l'édito de Monsieur le président, Monsieur Jacques Kossowski, maire de Courbevoie. Je peux continuer ?

M. le Maire : Non, non, mais OK, Vasco. Non, mais ce n'est peut-être pas nécessaire... Si ?

M. Coelho : Si je peux.

M. le Maire : Eh bien, vas-y.

M. Coelho : Vous voulez que je passe aux enjeux et objectifs ? C'est important, tout ce que j'ai à vous dire.

M. le Maire : Les objectifs, on va s'en passer. Les enjeux, oui.

M. Coelho : Non, mais c'est important.

M. le Maire : Non, mais c'est important.

M. Coelho : Bon, la prochaine fois...

M. le Maire : Non, non, c'est important, Vasco. Non, mais...

M. Coelho : C'est un dont acte, non ?

M. le Maire : L'édito, ils l'ont sur la table.

M. Coelho : Non, non, ils ne l'ont pas, ça.

M. le Maire : Mais tu peux... Ils ne l'ont pas ? Bon, allez-y, Monsieur Coelho.

Rires

M. Coelho : Oui, là, vous me perturbez dans mon intervention, Monsieur le Maire, quand même.

M. le Maire : Non, on en est à l'édito.

M. Coelho : Ce n'est pas sympathique.

M. le Maire : Mais non, on en est à l'édito.

M. Coelho : Oui, oui. Non, mais, je saute.

Un Intervenant : Un peu de sérieux, la mort est un sujet sérieux.

M. le Maire : Non, non, mais tout à fait. Non, c'est quand même quelque chose, là, qui... Si vous voulez, c'est un peu comme aux enterrements, il y a toujours des personnes tellement nerveuses ou qui sont prises d'un four rire qui ne se contrôlent plus. Voilà. Mais c'est effectivement très sérieux, non, non, mais je te redonne la parole, Vasco. C'est un sujet sérieux, mais bon, on a tellement de chapes de plomb de ceci, de cela, bon. C'est toujours délicat de présenter ces choses-là, effectivement, ce n'est pas le plus joyeux dans un Conseil municipal, ça fait partie de notre vie, et d'ailleurs sur les années à venir, peut-être un jour il y aura un débat là-dessus, sur la crémation qui sera peut-être obligatoire, etc. Donc vous voyez que c'est quand même des enjeux importants qui se jouent.

Donc je redonne la parole à Monsieur Coelho, allez-y.

M. Coelho : Donc je vais sauter tout ce paragraphe.

M. le Maire : Non, non, mais vas-y, Vasco, vas-y.

M. Coelho : Alors, un service public funéraire, le syndicat mixte intercommunal funéraire de la région parisienne, SIFUREP, a pour mission d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire sur le territoire de l'Île-de-France pour le compte des collectivités qui sont adhérentes. Une gouvernance plurielle, chaque commune, donc il y en a 105 à ce jour, adhérente est représentée au sein du comité du SIFUREP. Les décisions sont prises dans un esprit de consensus, respectueux de la spécificité de chaque collectivité, et dans la défense de l'intérêt général. Tous les 6 ans, selon le calendrier des élections municipales, les conseils municipaux des communes adhérentes élisent un délégué et un suppléant pour les représenter. Les délégués composent le Comité de syndicat qui délibère sur les choix stratégiques arrêtés, arrêtent le budget et la politique générale du syndicat. L'activité du Conseil est réfléchi et discutée autour du bureau élu par le Comité et le début du mandat qui est composé de 12 membres.

Il y a les chiffres clés dans le rapport à la page 8 et 9, et il y a la présentation des services extérieurs des pompes funèbres page 10 à 13, et les équipements pages 14 à 17.

À savoir, le tarif est garanti et contrôlé dans le cadre du contrat de service public. Toutes les entreprises des pompes funèbres habilitées peuvent accéder au service de l'équipement. Ils disposent tous d'une ou de plusieurs salles de cérémonie. La famille peut y célébrer une cérémonie civile ou religieuse. Le personnel du crématorium peut assurer la demande de la famille, une cérémonie d'adieu simple et gratuite. La législation permet aux familles de laisser l'urne un an au crématorium, dont trois mois gratuits, le temps de décider du lieu de destination des cendres. Des temps de mémoire ou journées de souvenirs sont proposés aux familles ayant perdu un proche dans l'année, il s'agit de profiter d'un moment privilégié de recueillement civil et collectif.

Alors, maintenant, j'y viens justement aux enjeux et aux objectifs de la délibération. L'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales prévoit la communication d'un rapport d'activité au Conseil municipal en séance publique, dans le cadre d'une délégation de service public, le syndicat ayant transmis à la Ville son rapport d'activité pour l'année 2019. Il est demandé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication de ce rapport,
- D'informer les élus sur la situation financière et l'activité du SIFUREP, à souligner donc le SIFUREP est en charge d'organiser, gérer et contrôler le service public funéraire, la collectivité de Choisy-le-Roi étant adhérente, le syndicat est tenu d'informer la collectivité en lui transmettant un bilan de son activité. C'est ce que nous avons.
- Mise à disposition du rapport d'activité et du compte administratif pour 2019 avec la possibilité de consulter ces documents. Il faut noter par ailleurs l'obligation d'affichage de la collectivité du fait qu'elle en ait pris acte, et que ce rapport soit mis à disposition de quiconque qui voudrait le consulter. Il compte 105 collectivités sur un territoire de plus de 4 millions d'habitants.

Voilà, Monsieur le Maire. On va pleurer tous maintenant ? Non.

Rires

M. le Maire : Non, non, restons sérieux. Merci, Monsieur Coelho, parce que bon, ce n'est pas une tâche facile. En plus de sa délégation en ressources humaines qui n'est pas non plus la plus facile et celle qui demande le moins de travail, je sais qu'il apporte un soin particulier à cette mission sur le SIFUREP, au sein de notre cimetière, où il suit les aménagements avec les agents, etc., et merci de ce travail que tu fais, Vasco. Je dirais aussi qu'en écoutant Vasco, je pensais et j'ai une pensée, et vous l'aurez avec moi, pour les familles lors du premier confinement qui étaient condamnées à ne pas pouvoir rendre un dernier hommage à leurs proches, à un frère, à une sœur, à des parents. J'ai revu l'autre soir ces images traumatisantes où des personnes étaient dans des sacs, presque jetées à même le sol. C'est vraiment traumatisant, et voilà, j'ai une pensée pour toutes ces familles, pour toutes ces personnes qui ont subi cela par l'ignorance qu'il y avait alors de ce virus, et je me réjouis aujourd'hui que, comme ce fut le cas pour notre ami Bernard Bismuth et d'autres, de pouvoir accompagner à leur dernière demeure nos défunts. J'espère qu'il n'y aura pas d'indications du gouvernement qui aillent contre cela, ou qui diminuent encore le nombre de personnes autorisées. C'est quand même un moment de la vie extrêmement important, qu'il faut tout à fait respecter et travailler pour que ça aille le mieux possible et que les gens puissent continuer à avoir le choix de leur sépulture, ce qui n'est pas garanti dans l'avenir. Donc il n'y a pas de vote, c'est juste une présentation, un dont acte. Monsieur Coelho, voilà, merci.

Il est pris acte de la présentation du rapport d'activité 2019 du SIFUREP.

VIE INTERNATIONALE

→ 14. Approbation d'une convention type de mécénat pour les projets de la commune dans le cadre de ces échanges internationaux

M. le Maire : Alors, nous allons passer au point suivant. Vie internationale, donc approbation d'une convention type de mécénat que Monsieur Damien Desroches va nous expliquer en 12,4 secondes, puisque oui, le temps se rétrécit de plus en plus. Vas-y, Damien, je sais que tu es un sportif.

M. Desroches : Merci, Monsieur le Maire, alors, par contre, avant, ça va rester un peu dans le thème du point précédent, très rapidement, je vous promets, je vais juste, j'aimerais juste rendre un hommage personnel à ma maman qui est décédée en mai 2020. Alors ce n'était pas du Covid, c'était des suites d'une longue maladie, mais bon, je vais lui rendre hommage pour deux raisons.

La première, c'est qu'elle a été agent du patrimoine, donc en travaillant 20 ans pour notre Ville, à la bibliothèque qui est maintenant dans le quartier du Port, mais elle avait fait toutes les anciennes bibliothèques, voilà. Et puis aussi, justement, je voulais vous dire que Monsieur Guillaume et Monsieur Davisse, dont je salue la mémoire, ont fait appel à ses compétences de traductrice et interprète en français et en roumain, quand il y avait à l'époque encore le comité de jumelage, donc quand on recevait les délégations roumaines de Tirnova, notre ville jumelle. Et c'est pourquoi je voulais vous remercier, Monsieur le Maire, publiquement, de m'avoir attribué cette délégation, parce que symboliquement, vous lui permettez de continuer à vivre à travers ça, donc voilà, ça me touche beaucoup et je vous remercie.

M. le Maire : Eh bien j'en suis très heureux, Damien, et je me souviens du dévouement de votre maman, effectivement, auprès de notre collectivité. Et là aussi, nous avons une pensée pour elle, bien sûr.

M. Desroches : Merci à tous pour votre écoute.

Donc je vais présenter très rapidement, en 12,4 secondes, comme vous disiez, la convention de mécénat. Je vais lire rapidement, et puis je vais m'en expliquer, mais ça ira très vite. Donc : *« le mécénat constitue un acte non négligeable de soutien financier aux différents projets prévus par les collectivités territoriales, et notamment le service relations publiques/vie internationale. Donc ce mécénat est un soutien matériel, c'est-à-dire un apport financier et/ou en nature sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire »*.

En gros, ça veut tout simplement dire qu'on peut passer une convention avec une entreprise, une société très connue qui peut effectivement sans contrepartie soit nous faire, un don d'argent, soit effectivement nous fournir du matériel ou du personnel pour aider à la mise en place des projets de vie internationale. Donc actuellement, le secteur de l'international travaille sur différents projets comme la coopération décentralisée Choisy-le-Roi/Tringa, où en fait, on va, on aide à construire un marché dans cette région reculée du Mali, et puis évidemment des participations aux projets d'action socioculturelle avec les villes jumelles ou amies, entre autres. Et aussi, pour finir, de soutien de projets pour la culture de paix.

C'est une convention, en fait, qui existe depuis déjà quelques années, donc je sais que c'est assez connu. Donc voilà, je vous la soumetts pour délibération.

M. le Maire : Très bien. Merci, Damien. Alors, y a-t-il des votes... S'il y a une intervention, sinon les votes. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 15. Approbation de la modification du règlement intérieur du Conseil municipal

M. le Maire : Maintenant, alors, on passe à l'administration générale, approbation de la modification du règlement intérieur du Conseil municipal. Donc il s'agit là de la demande donc de l'opposition, nous avons modifié une phrase, et aussi, à la demande du contrôle de légalité, où nous avons calqué, en fait, les demandes d'intervention du Conseil municipal sur le temps nécessaire avant le Conseil, exactement sur ce qui se faisait depuis 10, 15 ans, 20 ans sur les règlements précédents, donc nous avons été surpris que les règlements précédents sur ce point-là n'étaient pas à jour. Donc ils nous demandent qu'il soit permis qu'une demande qui devrait être traitée au Conseil municipal puisse être présentée même la veille du Conseil, ben oui, j'étais surpris, puisque c'est toujours ce que... J'ai remis les dates que nous utilisions auparavant, mais bon, voilà, dont acte, ils veulent que ce soit comme ça. Très bien, moi, de toute façon, il n'y a aucun souci.

Il nous faut approuver cette résolution ce soir. Y a-t-il... Bon, je vois mal comment on pourrait être contre, puisque c'est... Donc il n'y a pas de vote contre, il n'y a pas d'abstention, donc je pense que c'est un vote à l'unanimité. Merci.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

→ 16. Approbation de la convention-cadre à passer entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour la période 2021-2023

M. le Maire : Alors, approbation de la convention-cadre à passer entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale pour la période 2021-2023. La parole est à Madame Brulant.

Mme Brulant : Bonjour à toutes et tous. Alors, il s'agit en fait, de clarifier et de formaliser les relations entre la commune et le Centre d'Action Sociale. Donc il y a lieu d'établir cette convention. Elle vise à définir et à formaliser la nature des liens fonctionnels existants entre le CCAS et les services de la Ville. Elle a pour but de définir d'une part le champ d'action du CCAS en vertu des textes qui en déterminent le cadre et en lien avec les politiques municipales, et d'autre part par la nature et l'étendue de concours apportés par la Ville au CCAS, qu'ils soient financiers, humains et matériels.

Je vous remercie.

M. le Maire : Y a-t-il des questions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

→ 17. Désignation des représentants de la commune à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Val-de-Marne

M. le Maire : Alors, désignation des représentants de la commune à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Val-de-Marne. Voilà. Ça, c'est du classique.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

→ 18. SIGEIF : adhésion de la commune d'Ormesson-sur-Marne

M. le Maire : Alors, le SIGEIF, adhésion de la commune d'Ormesson-sur-Marne. Bon, alors, ça, c'est traité en quatre secondes. Allez, Monsieur Chirrane, la parole est à vous.

M. Chirrane : Merci, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers. Non, je vais prendre plus de temps, ne serait-ce que pour vous expliquer ce qui n'est peut-être pas la chose la plus connue, ce qu'est le SIGEIF et à quoi il sert.

Donc un mot, si vous permettez, très rapidement, avant d'aborder la question de la demande d'adhésion de la ville d'Ormesson-sur-Marne. Donc le SIGEIF, syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France, est un des plus vieux EPCI, établissement public de coopération intercommunale, existant à ce jour. Il a été créé par diverses communes franciliennes avec pour objectif principal, et ça date d'il y a longtemps, d'assurer la distribution de gaz d'éclairage dans la banlieue parisienne. La Ville de Choisy est adhérente pour sa distribution de gaz depuis un temps que les moins de 120 ans ne peuvent pas connaître, puisque l'adhésion date du début du siècle dernier. Aujourd'hui, le SIGEIF, c'est essentiellement une compétence en termes d'achat et de distribution d'énergie, gaz, électricité, ainsi que diverses actions en lien avec la transition énergétique, soutien des collectivités dans la maîtrise de la demande d'énergie, mobilité durable, avec par exemple la mise en place d'IRVE, d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, production d'énergies renouvelables, financement d'enfouissement des réseaux, notamment électriques.

Cinq chiffres clés pour vous donner un peu l'ampleur du SIGEIF, le SIGEIF, c'est :

- 185 collectivités adhérentes pour 5,6 millions d'habitants couverts,
- C'est le premier acheteur public de gaz en Île-de-France,
- C'est un réseau gaz de 9435 km,
- C'est un réseau de distribution d'électricité de 8903 km.

Bon, venons-en maintenant à l'affaire de l'adhésion de la commune d'Ormesson-sur-Marne. Ormesson-sur-Marne, charmante petite commune de l'est du Val-de-Marne, 10 500 habitants, enclavée entre les communes de Chennevières-sur-Marne, Sucy-en-Brie et La Queue-en-Brie. Très jolie ville. Petite, mais très jolie.

M. le Maire : Tu peux nous raconter son histoire, non ? Tu remotes à Napoléon ?

M. Chirrane : Alors, non, je vais peut-être remonter à Louis XIV, puisque pour l'anecdote, Ormesson-sur-Marne, Jean d'Ormesson, il y a un lien, la famille Lefèvre d'Ormesson, en légère disgrâce sous Louis XIV, exilée dans ce coin de l'Île-de-France, le château, qui appartenait à la famille de Jean d'Ormesson. Feu, Jean d'Ormesson.

M. le Maire : Et son frère, Olivier.

M. Chirrane : Exactement, qui a été élu du Val-de-Marne et conseiller départemental. Voilà, on a un connaisseur.

Fin 2020, le 2 novembre 2020 très exactement, la commune d'Ormesson-sur-Marne a fait part au SIGEIF de son souhait d'adhérer au titre des compétences gaz et électricité à ce

syndicat intercommunal. Comme le prescrit l'article L5211-18 du Code général des collectivités territoriales, cette demande d'adhésion doit recueillir l'accord des communes déjà membres de l'EPCI, donc du SIGEIF. Choisy étant membre du SIGEIF, son accord sur cette nouvelle adhésion est donc requis. Toujours conformément au CGCT, notre assemblée doit se prononcer dans le délai de trois mois suivants la date de la demande faite au SIGEIF. À défaut de délibération dans ce délai, sur le principe dit du « qui ne dit mot consent », la décision est réputée favorable.

Il nous est donc demandé de nous prononcer expressément sur cette demande d'adhésion. Monsieur le Maire, si vous souhaitez procéder au vote, c'est maintenant.

M. le Maire : Bon, alors, tu préconises quoi, on va l'accepter, cette jolie ville illustre ?

M. Chirrane : J'y ai quelques intérêts particuliers, donc oui.

Rires

M. le Maire : Ah, d'accord.

Rires

M. le Maire : Oui, Monsieur Guillaume ?

M. Guillaume : Non, bien évidemment, c'est de l'humour, simplement comme on dit dans les milieux initiés, la prochaine fois, si une nouvelle présentation, on ne dit pas « SIGEIF », dans le milieu, on dit « SIGèF ». Voilà, c'est plus simple, mais on a tous compris de quoi il s'agit, et il n'y a pas de souci pour cette jolie ville d'Ormesson et sa jolie maire.

M. Chirrane : Son joli château.

M. Guillaume : Et sa jolie mairie.

M. Chirrane : Exactement. Mais on peut dire « SIGEIF » aussi, certains le disent.

M. le Maire : On fera des pratiques grammaticales au prochain Conseil, parce que là, je pense que celui-ci s'est pas mal étiré, mais a été passionnant. Passionnant.

Rires

M. le Maire : Alors, on repose la question. Donc, qui est contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité.

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Donc tu pourras passer un coup de fil personnel à Madame Ségui, qui est la maire d'Ormesson, tu vois que je sais quand même... Je connais Ormesson. Donc voilà.

→ 19. SIGEIF : application du mécanisme de représentation-substitution au comité d'administration, de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, au titre de la compétence « distribution publique de gaz »

M. le Maire : Tu as encore la parole, Monsieur Chirrane.

M. Chirrane : C'est pour ça que je faisais une introduction sur le « SIGEIF ».

Rires

M. Chirrane : Oui, parce que pour la deuxième affaire, c'est le « SIGEIF », en fait.

Donc application du mécanisme de représentation-substitution à l'EPT... Moi, je vais l'appeler l'EPT 12, ça vous fait rire, Monsieur ? Très bien. Oui, mais « GOSB », vous voyez ? L'EPT 12, dont relève la Ville de Choisy-le-Roi au titre de la compétence gaz, uniquement.

Alors, de quoi s'agit-il dans cette affaire-là ? Le mécanisme de représentation-substitution, codifié notamment dans les articles L5214-21 et L5215-22 du CGCT, j'ai fait la recherche, c'était compliqué, permet à une commune de transférer à un EPCI à fiscalité propre, ce qui est le cas, des compétences dont elle s'était déjà dessaisie au profit du syndicat de communes de syndicat mixte, et ce sans avoir au préalable à retirer ces compétences au syndicat concerné.

En clair, ça veut dire que ce mécanisme permet de respecter le principe d'exclusivité, et d'éviter les situations de double transfert d'une même compétence à deux structures intercommunales distinctes. Le mécanisme de représentation-substitution trouve notamment à s'appliquer lorsqu'il y a identité de périmètre entre celui d'un EPCI, le SIGEIF, et qui se substitue purement et simplement à une communauté d'agglo où un syndicat est voué à disparaître lorsqu'il y a inclusion de ces entités dans le périmètre d'un EPCI. C'est technique, hein ? Mais c'est exactement le cas qui nous préoccupe. Il y a alors substitution des communautés par l'EPCI pour les compétences transférées. C'est précisément ces cas de figure qui sont visés par les services en charge du contrôle de légalité de l'EPT 12, ou GOSB, en nous indiquant que désormais, par ce mécanisme de substitution-orientation, l'EPT exercera les compétences de distribution publique de gaz et d'électricité, pour l'ensemble de ces collectivités adhérentes, y compris pour la Ville de Choisy-le-Roi.

Conséquences pour la Ville, rien, en fait. Désormais, par ce mécanisme, à compter de décembre 2020, l'EPT 12 exerce la compétence de distribution publique de gaz pour la Ville de Choisy-le-Roi, les délégués de la Ville restent finalement les délégués représentant la Ville de Choisy-le-Roi au SIGEIF, et je vous propose juste de prendre acte de cette formalité.

M. le Maire : OK, Monsieur Chirrane, vous allez tout relire, parce que vous vous êtes trompés, ce n'est pas le « GOSB », c'est le « GOSP ».

M. Chirrane : Le « GOSB ».

Rires

M. le Maire : Bon, allez, on va voter. Non ? Ce n'est pas...

M. Guillaume : Dans sa programmation, Vanessa Mestre ne souhaite pas un one-man-show ?

M. le Maire : Bon, alors, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

→ 20. Modification de la délibération N° 20-069 concernant la délégation au Maire des attributions du Conseil municipal prévues à l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales suite au changement de Directeur Général des Services

M. le Maire : La parole... Eh bien, c'est à moi.

Rires

M. le Maire : C'est bon, il n'y a pas de ville, il n'y a pas de personnage illustre, il n'y a rien du tout, c'est la modification de la délibération N° 20-069 concernant la délégation au maire des attributions du Conseil municipal prévu à l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales suite au changement de DGS. En fait, c'est ce que nous avons voté en début de mandat, vous savez, les fameuses L-machin, les décisions, les décisions dont, voilà, ça me force... Les décisions L2122, les fameuses décisions là où nous avons, ça me permet de lui rendre hommage, notre spécialiste Bernard Bismuth qui nous a quittés, dont il était si friand. Voilà. C'est juste que lorsqu'il y a un nouveau directeur général des services, il faut de nouveau revoter cette autorisation. Voilà.

Donc des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité... Ah, pardon.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

M. Id Elouali : Juste pour souhaiter la bienvenue d'une manière la plus officielle et au nom de tout le Conseil municipal à notre nouveau DGS, Monsieur Denis Baranger. Voilà.

M. le Maire : Eh bien écoute, effectivement, tu as raison, Ali, puisque nous avons présenté Monsieur Denis Baranger, et j'ai passé déjà tellement de temps avec lui, je l'ai présenté à divers services et il s'est même présenté tout seul à divers services que ça m'a fait oublier, par bienséance, effectivement, que c'est son premier Conseil, et que nous aurions dû commencer par l'accueillir et lui présenter tous nos vœux de réussite qui seront au rendez-vous, parce que bien sûr, nous avons pleinement confiance en Monsieur Béranger...

Rires

M. Baranger : Madame Béranger, ce serait mieux.

Rires

M. le Maire : Monsieur Baranger. Bon. Je tiens à dire que nous n'avons pas bu ce soir, mais que le Conseil s'étire, et heureusement que Denis a beaucoup d'humour. Voilà. D'ailleurs, je ne l'ai choisi que pour ça.

Rires

M. le Maire : Oui, c'est ce qui compte le plus, l'humour et l'amour. Lorsque vous avez ces deux choses-là, vous pouvez voyager tranquille.

→ 21. Compte rendu des décisions L2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Aux fameuses décisions, alors, vous l'avez sur table, c'est le compte rendu des décisions L2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Donc pour les personnes qui sont encore au rendez-vous devant leurs smartphone ou télévision ou ordinateur, il s'agit, sur ces décisions, ce sont des dépenses courantes engagées par la Ville qui ne nécessitent pas d'être votées au Conseil municipal. Voilà.

S'il y a des questions sur ces décisions... Je n'en vois pas, donc c'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité.

→ 22. Convention de surveillance et d'intervention foncière entre la SAFER et Choisy-le-Roi

M. le Maire : Alors, nous en arrivons maintenant à la fameuse approbation que nous vous demandons sur la convention de surveillance de l'intervention foncière entre la SAFER et la commune de Choisy-le-Roi. Je vous l'ai présentée en préambule tout à l'heure dans les grandes lignes, je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Il se fait tard, les sujets nous passionnent, mais le temps me manque. Donc on ne va pas y passer la nuit, il s'agit tout simplement de redire pour la troisième reprise qu'il s'agit là d'une opportunité très importante pour la Ville de préserver les espaces naturels, et que nous avons besoin d'un portage foncier en l'occurrence, et la présente délibération en fait l'objet. Donc très simplement, il s'agit de plus de 3 ha de surface occupés actuellement par des jardins familiaux, et l'idée, c'est que la Ville se porte acquéreur, avec éventuellement un consortium d'autres acquéreurs, pour préserver ces espaces-là à vocation écologique bien sûr, et aussi à dimensionnement économique. Voilà. Ici Choisy la parole est à vous.

M. le Maire : Très bien, je vais donner la parole à Monsieur Didier Guillaume. Juste pour vous dire que ceci est un préambule nécessaire, mais qui ne dit pas finalement la finalité de cette opération. Donc vous l'avez compris, je vous l'ai expliqué, nous mettons tout en œuvre pour bloquer cette vente, ce n'est pas gagné, mais il faut absolument ce préambule.

Donc je donne la parole à Monsieur Didier Guillaume.

M. Guillaume : Oui, comme je l'ai dit auparavant, nous allons voter cette délibération. Ceci étant, une petite question, parce qu'en lisant le document pendant le Conseil, je me suis aperçu que le terrain est à la fois sur les deux communes, sur celles de Choisy-le-Roi et de Villeneuve-Saint-Georges. J'ai simplement une question qu'il faudrait peut-être relayer au maire de Villeneuve-Saint-Georges. S'il y a acquisition de la SAFER sur le terrain de Choisy, est-ce que vous vous êtes rapprochés du maire de Villeneuve-Saint-Georges pour que lui aussi fasse la démarche, qui serait une démarche cohérente entre les deux communes pour garantir ce que vous avez évoqué d'ailleurs dans vos propos, comme c'est mentionné dans la note et éviter toutes opérations spéculatives sur le lieu ?

M. le Maire : Alors, bien sûr je m'en suis entretenu avec le maire de Villeneuve-Saint-Georges. Tout d'abord parce que nous pensions peut-être lui... Parce qu'il y a effectivement à peu près 10 % sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges, et le reste sur Choisy-le-Roi, mais c'est un seul et même propriétaire privé qui détient l'ensemble des parcelles. Ceci dit, je m'étais rapproché de lui en essayant, chacun de son côté, de préempter sa part, mais lui comme moi, on a été mis face à cette impossibilité parce qu'il faut un projet très avancé pour pouvoir préempter, ce qui n'était pas le cas. Donc bien sûr qu'il est bien au courant, il est aussi intéressé que nous, si cette préemption de la SAFER se réalise, ça nous permet de gagner du temps, parce que l'argent n'est pas versé tout de suite et nous aurons 2, 3 mois pour réunir un consortium d'investisseurs, dont effectivement le maire de Villeneuve-Saint-Georges pourrait faire partie, et ça sera tout notre intérêt. Et si vous connaissez des personnes intéressées, si le Département est intéressé, bien sûr il est le bienvenu. Si nous arrivons à acquérir ces parcelles, nous avons différents projets comme par exemple garder bien sûr des jardins familiaux, mais faire aussi des jardins potagers qui seront dévolus à des écoles, à des enfants qui verront pousser leurs légumes, etc., et qui pourront par exemple les manger dans leur cantine. Nous pouvons aussi organiser des visites par la Seine, c'est en bord de Seine, à ces mêmes enfants pour aller dans le sens de l'éducation que présentait Madame Hache, et qui pourra faire partie de ce programme pour leur démontrer tous les bienfaits de la nature.

Donc l'urgence, pour nous, c'est vraiment de bloquer cette vente, et ensuite, effectivement, d'aller frapper à toutes les portes pour faire un montage financier le plus large possible pour que bien sûr, ils ne restent pas à charge unique de la Ville ces 1,1 million. Mais je pense que c'est un sacrifice nécessaire : 1 pour préserver les riverains de la D34, parce que l'acquéreur, vous savez, il a ses plans, et bien sûr vous savez tous combien la ville souffre des camions, que ce soit sur la RD 34 ou la nationale, bon, avec Rungis, on est inondé de camions, voilà, c'est pour ça que ce soir, nous vous demandons votre assentiment pour cette opération.

Donc s'il n'y a plus de questions, nous pouvons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, et vraiment, je vous en remercie. C'est la politique que j'aime, lorsqu'il s'agit de l'intérêt général que tout le monde a bien présent à l'esprit. Merci à vous.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

VOEUX

→ 23. Vœu porté par M. Didier Guillaume au nom du Conseil municipal concernant l'hôpital Henri-Mondor

M. le Maire : Alors, le point suivant, donc c'est un vœu présenté par Monsieur Didier Guillaume, donc nous sommes d'accord, au nom de tous les élus du Conseil municipal, c'est donc un vœu à l'initiative de Monsieur Didier Guillaume, mais présenté par le Conseil municipal. Donc Monsieur Didier Guillaume va nous faire lecture de ce vœu.

M. Guillaume : Oui, comme à mon habitude, je ne vais pas vous faire lecture du vœu, puisque de fait, vous l'avez devant les yeux, mais plus expliciter, mes chers collègues, parce que nous pourrions croire que nous sommes en 2011, et en réalité non. Parce qu'il y a en effet dix ans, une forte mobilisation dans tout le Val-de-Marne avait repoussé une première fois ce projet de fermeture de la transplantation cardiaque à l'hôpital Henri-Mondor, et sur notre département, c'était plus de 100 000 pétitions qui avaient été recueillies. Et, ici, à Choisy-le-Roi, nous avons affirmé notre opposition à ce projet de manière unanime.

Aujourd'hui est remise sur la table cette démarche, ce projet, l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris, en accord avec le Conseil de surveillance du CHU, du GHU, pardon, Henri-Mondor vient d'annoncer l'arrêt d'activité, et a acté d'ailleurs son transfert à la Pitié-Salpêtrière. Et donc, en effet, à travers ce vœu, nous dénonçons ce choix qui est uniquement comptable et peu humain, et nous n'acceptons pas que l'État et ses agents décident bien souvent, à l'image de la lutte qui a eu lieu ici, de vouloir implanter des prisons en banlieue et de fermer les services hospitaliers qui vont partir à Paris.

Donc au travers de ce vœu, nous demandons en cette période bien spécifique, l'organisation d'une concertation avec l'ARS et avec l'ensemble des acteurs concernés. Étant plus que sceptique et en état d'alerte pour les suites, puisque la question n'est plus de lutter pour que la transplantation cardiaque reste, parce que la transplantation cardiaque, elle, va partir. Ceci étant, ce qui est inquiétant, c'est les suites, et nous, nous ne souhaitons pas que le reste de l'activité de chirurgie disparaisse, donc c'est la préservation et la présentation d'un plan d'action qui acterait réellement l'engagement du maintien du pôle d'excellence de chirurgie cardiaque qui est demandé, et de plus, aujourd'hui, l'actualité n'est pas à supprimer les services médicaux, mais de développer leur présence et notamment en banlieue et en Val-de-Marne. Et donc, je pense qu'ensemble, nous pouvons considérer qu'on a besoin de services hospitaliers de proximité, et donc c'est pourquoi je vous invite à voter unanimement ce vœu pour la défense des services de chirurgie cardiaque, et pour que le groupement

hospitalier universitaire de Créteil reste avant tout un hôpital de référence dans le Sud francilien.

Merci à vous.

M. le Maire : Merci, Monsieur Didier Guillaume. Y a-t-il des interventions à propos de ce vœu ? Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Très rapidement, je m'inscris et m'associe pleinement à ce vœu, parce qu'il tombe à point nommé face à la pandémie, face à la crise sanitaire. Je ne comprends pas qu'on puisse encore avoir une logique d'un ancien temps, pardon pour l'ancien temps. Mais vraiment, voilà. Donc je m'associe pleinement à ce vœu qui tombe à brûle-pourpoint. Merci.

M. le Maire : Et justement, cher Ali, dans l'ancien temps, Henri-Mondor faisait le plein en interventions, en greffes. Et bien sûr, je vais voter ce vœu, par solidarité avec tous les Val-de-Marnais, mais au-delà, puisque les personnes venaient de toute Île-de-France à Mondor.

J'ai quand même un questionnement qui ne remet pas en cause mon vote, d'après ce que j'ai lu, c'est qu'en fait, ce qui amène aussi à ces décisions, mais on peut en débattre et je n'ai pas tous les aboutissants, c'est qu'il y a une baisse du nombre de transplantations qui peut être inquiétant par rapport à ce qui se faisait dans le passé. Alors, à quoi cela est dû, je ne sais pas, mais ça, ça m'interpelle quand même, et peut-être que ces vœux peuvent réactiver. Est-ce qu'il y a des manœuvres voulues que ça baisse à Mondor ? Est-ce qu'il y a moins... Bon, c'est quand même une interpellation, parce que bien sûr, il faut que le nombre de transplantations augmente pour assurer le plus de sécurité possible. J'ai juste ce questionnement, je n'ai pas la réponse et je me demande pourquoi ça a baissé autant. Mais bien sûr, je vais voter ce vœu, bien sûr, dès demain. Voilà. Bon, j'ai quand même ce questionnement.

Y a-t-il... On procède au vote ? Alors, je pense que nous allons voter ce vœu à l'unanimité. Oui ? Bon, ce qui est fait.

Le vœu est adopté à l'unanimité.

M. le Maire : Écoutez, nous sommes arrivés au terme de notre Conseil, j'espère que vous avez pris autant de plaisir que j'en ai pris. Je vous remercie pour la tenue de ce Conseil qui vous fait honneur, qui nous fait honneur. Merci.